



**HEC MONTRÉAL**

**Comment en finir avec le travail ?**

par

**Vincent Jean-Lévesque**

**Sciences de la gestion**

**(Spécialisation Gestion de l'innovation sociale)**

*Mémoire présenté en vue de l'obtention  
du grade de maîtrise ès sciences en gestion  
(M. Sc.)*

Yves-Marie Abraham  
HEC Montréal  
Directeur de recherche

Août 2022

© Vincent Jean-Lévesque, 2022

## Résumé

Cet essai se demande *comment en finir avec le travail* ? Pour y répondre, ce texte cherche d'abord à comprendre les origines du travail. L'invention du travail montre que le travail est une base fondamentale de la société du travail qui est la société moderne. Cet essai cherche alors à montrer que la société du travail est anti-écologique et aliénante ce qui impose d'y mettre un terme. Pour pouvoir en finir avec le travail, il faut donc profondément changer nos sociétés. C'est en choisissant un horizon avec intention qu'il est possible d'en finir avec le travail. Ce texte propose donc une description d'une société post-travail, basé sur la littérature de la post-croissance et de la décroissance. Finalement, pour poursuivre la réflexion sur les horizons post-travail, le texte se conclut sur une utopie décrivant une société qui ne « travaille » pas.

**Mots clés :** travail; post-travail; utopie; décroissance; post-croissance; aliénation; écologie

**Méthodes de recherche :** Recherche littéraire.

# Table des matières

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Résumé.....                                                                           | i  |
| Remerciements.....                                                                    | iv |
| Introduction – Ce qu’il y a d’étonnant avec le travail.....                           | 1  |
| I- Un problème collectif.....                                                         | 1  |
| II- Un problème individuel .....                                                      | 5  |
| III- Question de recherche et plan du mémoire.....                                    | 9  |
| Chapitre 1 – Qu’est-ce que le travail ?.....                                          | 11 |
| I- Qu’entendons-nous par travail ? .....                                              | 11 |
| II- Le « travail » précapitaliste.....                                                | 14 |
| III- Origines du travail.....                                                         | 16 |
| A- La fin du féodalisme .....                                                         | 17 |
| B- Révolution intellectuelle .....                                                    | 21 |
| C- La course à la croissance économique et au plein-emploi .....                      | 29 |
| Conclusion .....                                                                      | 32 |
| Chapitre 2 – Pourquoi vouloir en finir avec le travail ?.....                         | 34 |
| I- L’économie accumulatrice.....                                                      | 35 |
| A- Aliénée par la logique d’accumulation .....                                        | 35 |
| B- Économie destructrice de l’environnement.....                                      | 40 |
| II- Les rouages d’une machine.....                                                    | 42 |
| A- Aliéné par une mégamachine.....                                                    | 42 |
| B- La machinisation de la nature .....                                                | 48 |
| III- Un temps productif .....                                                         | 50 |
| A- Aliéné du temps « concret ».....                                                   | 50 |
| B- Le temps sans « espace » .....                                                     | 53 |
| IV- Les conséquences d’une vie aliénée et non écologique sur le sens du travail ..... | 55 |
| A- Quel sens pour les travailleurs subordonnés, exploités ? .....                     | 55 |
| B- Quel sens pour les femmes ?.....                                                   | 57 |
| C- Quel sens pour un humain dans une mégamachine accumulatrice ? .....                | 58 |
| Conclusion .....                                                                      | 61 |
| Chapitre 3 – La société post-travail .....                                            | 64 |
| I- Quelles perspectives pour penser la fin du travail ?.....                          | 65 |
| A. La fin du travail par la technique et l’anti-travail .....                         | 65 |
| B. La post-croissance.....                                                            | 67 |

|                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| C. La décroissance .....                                                                           | 68  |
| II- Qu'est-ce que le « post-travail » ? .....                                                      | 71  |
| III- L'imaginaire post-travail.....                                                                | 74  |
| A. Le post-travail : « Un changement dans la perception du travail dans l'imaginaire social »..... | 74  |
| B. Le « développement » dans une société post-travail.....                                         | 82  |
| IV- Refaire société.....                                                                           | 88  |
| A. L'organisation sociale post-travail.....                                                        | 89  |
| B. L'activité laborieuse post-travail .....                                                        | 95  |
| C. Les communs comme organismes post-travail .....                                                 | 99  |
| Conclusion .....                                                                                   | 102 |
| Chapitre 4 – Nouvelles de Montréal .....                                                           | 105 |
| Conclusion .....                                                                                   | 121 |
| Synthèse .....                                                                                     | 121 |
| Apports.....                                                                                       | 122 |
| Limites .....                                                                                      | 122 |
| Poursuite possible de cette recherche.....                                                         | 124 |
| Bibliographie.....                                                                                 | 125 |

# Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier Yves-Marie, pour m'avoir accompagné de prêt dans cette rédaction.

Je remercie également tous mes camarades de GIS, pour votre bienveillance.

Merci à Maman, Papa, Olivier et Marianne, pour votre support et vos points de vue.

Merci à tous mes précieux amis qui se reconnaîtront s'ils lisent ses lignes.

À tous les professeurs qui m'ont aidé au fil de mon parcours, il y a beaucoup de vous dans ce texte, et je vous en remercie infiniment.

Un grand merci pour votre patience, à tous.



# Introduction – Ce qu’il y a d’étonnant avec le travail

*Qu’est-ce que tu fais dans la vie ?* Il semble exister aujourd’hui une et une seule bonne réponse à cette question. Ce que l’on *fait* dans la vie, c’est un travail, un emploi, au singulier. Le travail semble être perçu comme le noyau évident de toute vie humaine. C’est le travail qui nous permet de nous nourrir, de nous loger, et de répondre à tous les besoins qui pourraient surgir au cours de notre vie. C’est également un environnement social, foisonnant d’individus travaillant en équipe à la résolution de problèmes. Finalement, le travail constitue une source de sens à l’existence, un endroit où nous pouvons réaliser nos passions. Avec le travail, nous pouvons avoir l’impact que nous souhaitons avoir sur la société. Le travail permet la réussite.

De manière tout aussi importante, à l’échelle d’une société, le travail est fondamental. Une société qui travaille est une société qui sera considérée en santé. Si nous travaillons, nous pouvons subsister, vivre ensemble et collectivement répondre à nos besoins. Évidemment, cela nous permet aussi d’inventer, d’améliorer, de progresser. D’où aussi les efforts herculéens pour la création d’emploi, avec des investissements comme germes vers de nouveaux postes, et des récompenses aux entreprises ayant permis à leur pays d’atteindre l’objectif du plein-emploi.

Tout cela nous apparaît comme étant inscrit dans la nature des choses. Pourtant, il semble qu’il y a de quoi s’étonner de cette société.

## I- Un problème collectif

C’est peut-être dans la quête de création éternelle d’emplois que l’on peut trouver un premier sujet d’étonnement vis-à-vis du travail. « ‘Plus d’emploi’ est le seul slogan politique sur lequel la gauche et la droite sont toujours d’accord. [...] [Les slogans] ne précisent jamais non plus que ces emplois doivent servir à quelque chose d’utile. Il est simplement présumé que ce sera le cas » (Graeber, 2018, p. 156, traduit de l’anglais). C’est une formulation à laquelle nous sommes habitués, la promesse de la création de milliers d’emplois. Cette création d’emploi est devenue un objectif souverain, jamais remis en question. Elle n’est toutefois jamais associée à une réflexion

sur l'utilité de ces emplois. S'ils sont créés par l'économie, on partira du principe qu'ils sont utiles. Au mieux, ils seront créés au sein d'une industrie ou d'un secteur spécifique. Mais c'est la création d'emplois en soi qui est importante, puisque c'est elle qui permet de « dynamiser » l'économie. Elle permet également d'intégrer un certain nombre de personnes dans la sphère productive et de leur donner les moyens d'existence conférés par le travail. C'est ainsi que le plein-emploi semble être devenu un objectif premier, pour ne pas dire une obsession, afin de répondre aux besoins économiques du pays. À l'inverse, le manque d'emploi, le chômage, est un mal pour la société et l'économie moderne. La sociologue Dominique Méda écrit que le chômage est un « cancer » pour nos sociétés occidentales. Il faut y remédier, et créer de nouveaux emplois « à tout prix [...] ». Il est alors, « nécessaire, vital, de créer des emplois, même temporaires, même sans contenu, même sans intérêt, même s'ils renforcent les inégalités, pourvu qu'ils existent » (Méda, 1995, p.16).

Nous pourrions ajouter qu'il est préférable de créer de l'emploi même s'ils sont néfastes pour l'environnement. C'est le premier ministre du Québec qui défendait qu'il n'y aurait « pas de protection de l'environnement aux dépens de l'emploi »<sup>1</sup>. Il est *toujours* préférable de créer de l'emploi; cela semble être une finalité en soi. *Tout emploi est préférable à pas d'emploi du tout*. Dans son texte, Graeber renvoie vers Keynes, considéré comme un des grands penseurs économiques modernes. Ce dernier avait écrit au XXe siècle que d'un point de vue de l'économie nationale, il serait bon de creuser des trous pour les combler ensuite. C'était dans ce contexte que Graeber publiait en 2018 son livre *Bullshit Jobs*. Fondatrice du livre de Graeber, une statistique tirée d'un sondage auprès de la population britannique indiquait que « 37% des travailleurs britanniques pensent que leur travail n'a pas de sens »<sup>2</sup> (« sens » est compris selon cette recherche comme « une contribution au monde qui a un sens »). C'est ainsi que Graeber conclut qu'en créant sans cesse de nouveaux emplois pour soutenir l'économie, « les économies du monde sont devenues, de plus en plus, de vastes moteurs de production d'inepties », c'est-à-dire d'absurdité ou de stupidité (Graeber, 2018, p.146, traduit de l'anglais).

Un second élément en lien avec nos objectifs sociaux peut nous sembler étonnant, voire déconcertant. En effet, nos sociétés modernes sont des sociétés qui prétendent viser un progrès continu. L'histoire des derniers siècles semble caractérisée par une montée fulgurante de la

---

<sup>1</sup> Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/624438/la-protection-de-l-environnement-ne-se-fera-pas-aux-dépens-de-l-emploi-affirme-legault>

<sup>2</sup> Récupéré de <https://yougov.co.uk/topics/lifestyle/articles-reports/2015/08/12/british-jobs-meaningless>

productivité et de l'innovation dans tous les secteurs. Ces avancées nous permettent notamment de produire beaucoup plus, en beaucoup moins de temps. Toutefois, cette hausse de la productivité a un effet pervers sur l'emploi, puisque moins de travailleurs sont nécessaires à l'accomplissement d'une certaine tâche. C'est ce que Méda nomme le « paradoxe des sociétés fondées sur le travail » (Méda, 1995). Pour lui donner une image, on pourrait penser à l'intelligence artificielle. Aujourd'hui, les innovations qui découlent de l'intelligence artificielle sont régulièrement mises de l'avant pour remplacer l'humain dans des tâches pénibles. Le premier jour suivant l'adoption de ces nouvelles technologies, nous pouvons nous exclamer de joie, puisque cette productivité chèrement acquise aura un effet bénéfique pour l'économie. Le lendemain, la seconde réaction instinctive sera de crier aux chômages, puisque certains individus se retrouveraient sans emploi; il faudra vite leur en retrouver un. Ce qui peut sembler curieux, c'est que la société produit au moins exactement autant que la veille. On pourrait parler de destructions créatrices : les individus seront redirigés vers de nouveaux emplois dans de nouveaux secteurs et l'économie pourra continuer de croître. Il faut néanmoins souligner que, dans ce contexte, nous semblons pris au piège dans une économie qui tourne et grandit éternellement. Nous devons la soutenir par notre travail.

Finalement, il nous semble problématique que, même si nous acceptons de vivre avec ses contradictions, la planète ne nous le permettrait pas. En effet, ce travail incessant est également dévastateur pour le monde naturel. Nos sociétés sont engagées dans un travail illimité, où nous produisons de plus en plus, et de plus en plus vite, au détriment du monde naturel. La crise écologique est extrêmement grave et constitue un problème urgent. Le dernier rapport du GIEC souligne que les émissions de CO<sub>2</sub> doivent atteindre leur pic en 2025, sans quoi le réchauffement climatique dépasserait 1.5 °C et causerait un redoublement des catastrophes naturelles qui ont déjà commencé à se faire sentir autour du monde<sup>3</sup>. Les constats empirent à chaque nouveau rapport et la situation paraît plus dangereuse que jamais<sup>4</sup>. À la suite des constats que nous avons proposés précédemment, il est important de faire un lien entre production et environnement. Si nous créons

---

<sup>3</sup> Le rapport du GIEC note que « [d]es impacts étendus et omniprésents sur les écosystèmes, les personnes, les établissements humains et les infrastructures ont résulté des augmentations observées de la fréquence et de l'intensité des extrêmes climatiques et météorologiques, y compris des chaleurs extrêmes sur terre et dans l'océan, des fortes précipitations, de la sécheresse et du feu ». Récupéré de

[https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_SummaryForPolicymakers.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf)

<sup>4</sup> « L'étendue et l'ampleur des impacts du changement climatique sont plus importantes que celles estimées dans les évaluations précédentes ». Récupéré de

[https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_SummaryForPolicymakers.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf)

sans cesse des emplois, si nous priorisons emplois sur environnement (comme le signalait François Legault), nous priorisons la production sur l'environnement. Mais, c'est bien cette production qui est à la source de la crise écologique. S'il n'y a pas de production, il n'y a pas de consommation, il n'y a pas d'extractions de ressources, peu d'émissions, aucun déchet. Il n'est pas question, bien sûr, de ne rien produire, il faut simplement réaliser que « production » est synonyme de « pressions ». Nos vastes systèmes de production d'inepties, dans les mots de Graeber, sont dangereux pour le monde naturel. Chaque nouvel emploi créé sans égard à la production qui lui est sous-jacente est donc très inquiétant d'un point de vue écologique. De même qu'il est fort inquiétant que nous dépendions de cette production d'inepties et de ces emplois pour survivre : c'est bien par le travail que nous gagnons nos moyens de subsistance. Dans ce contexte, nous devons travailler, produire n'importe quoi et mettre une pression sur l'environnement pour survivre. Autrement dit, pour survivre, nous devons détruire l'environnement.

À la lumière de ces constats, l'anthropologue Jason Hickel pointait également vers Keynes qui pensait en 1930 que les gains de productivité atteints en 2030 permettraient à l'humain de travailler quinze heures par semaine. Il avait raison au sujet des gains de productivité, mais ceux-ci n'ont pas été utilisés pour libérer l'humain du travail. Plutôt, ils ont été utilisés pour créer plus de travail, *ailleurs*. Ainsi, « nous pourrions facilement faire des semaines de travail de vingt ou même quinze heures. Pourtant [...], notre société a collectivement<sup>5</sup> décidé qu'il valait mieux que des millions d'êtres humains passent des années de leur vie à faire semblant de taper dans des tableurs ou à préparer des cartes mentales pour des réunions de relations publiques, plutôt que de les libérer pour tricoter des pulls, jouer avec leurs chiens, monter un groupe de musique, expérimenter de nouvelles recettes ou s'asseoir dans des cafés pour discuter de politique... » (Graeber, 2018, p.194, traduit de l'anglais). Notre société décide également « collectivement », tous les quatre ans, d'élire un chef du gouvernement qui s'écrit sans faute à la télévision : « Mon gouvernement promet la création d'un million d'emplois ! ». En quoi ? On ne le saura jamais. Mais si on veut sérieusement prétendre que cette dynamique sociale est positive, alors on devrait parallèlement s'imaginer un adolescent qui regarde la télévision avec sa mère et qui lui dit : « Maman ! Je rêve d'un de ces nouveaux emplois ! ».

---

<sup>5</sup> Comme nous le verrons au Chapitre 1, cela n'est pas le fruit d'une décision éte collective.

## II- Un problème individuel

Tout de même, nous travaillons. Certains travaillent 35 ou 40 heures par semaine. Pour d'autres, c'est même 80 heures<sup>6</sup>. Du temps passé à « travailler », au sens le plus large possible, parce que même si c'est pour des tâches spécifiques qu'il est embauché, il est attendu de l'employé qu'il soit présent durant le temps pour lequel il se fait payer. S'il finit ses tâches en 30 heures plutôt qu'en 40 ? Qu'il fasse semblant de travailler. L'employeur a acheté 40 heures de la semaine de son employé. On pourrait d'ailleurs trouver étrange (ou bien croire en un heureux hasard) qu'autant d'emplois prennent exactement 40 heures par semaine à être réalisés. Plutôt, il faudrait peut-être réaliser que nous avons décidé de nous mettre collectivement au travail pour une quarantaine d'heures par semaine, en faisant abstraction totale des tâches que l'on voulait collectivement réaliser.

Cela implique une vie qui peut nous sembler curieuse. En effet, il s'agit de passer une grande partie de notre temps éveillé au travail. Quant au temps passé hors travail – les soirées, les fins de semaine, les vacances, les années sabbatiques et même la retraite – il est perçu comme un repos *du* travail et est comptabilisé *en fonction* du travail. Autant dire que le travail est au centre de l'existence. Comme nous l'avons dit, c'est aussi la condition principale d'une vie considérée comme « réussie ». C'est aussi ce qui permet de donner un *sens* à nos existences, une *raison d'être*. Étant donné la place du travail dans la société, sa place centrale à la vie individuelle et la nécessité de gagner un salaire, il semble tout à fait convenable de placer autant d'effort dans la quête du travail le plus parfait possible. La quête du travail est si importante que presque tous sont prêts à déménager, à quitter familles ou amis, pour celle-ci. Ainsi, nous investissons notre temps pour trouver un travail qui nous permettra de réussir et, bien sûr, qui nous plaira. Le dicton dit : « trouve un travail que tu aimes, et tu ne travailleras pas un jour de ta vie ». C'est ainsi que peut démarrer la longue quête vers le travail idéal. Voilà en quoi pourrait se résumer la carrière : une quête vers ce travail rêvé, celui qui nous correspond parfaitement, le travail qui sera notre raison d'être.

Pour chercher ce travail de rêve, il faut aller sur ce que l'on nomme le "marché du travail". En observant celui-ci, les motifs d'étonnement ne manquent pas non plus. Graeber note qu'il y a

---

<sup>6</sup> Des jeunes employés de la banque d'investissement Goldman Sachs avaient demandé de limiter leur temps passé au travail à 80 heures par semaine, puisque leur semaine moyennait 95 heures. Récupéré de <https://www.bbc.com/news/business-56452494>

« relation inverse entre la valeur sociale d'un travail et la somme d'argent que l'on est susceptible d'être payé pour celui-ci » (Graeber, 2018, p.207, traduit de l'anglais). À ce sujet, Graeber écrit quelque chose qui est particulièrement intéressant de lire en 2022 : « Imaginons que nous nous réveillions tous un matin et que nous découvrions que non seulement les infirmières, les éboueurs et les mécaniciens [...], les chauffeurs de bus, les employés d'épicerie, les pompiers ou les cuisiniers de quartier [...], mais aussi les enseignants d'école primaire avaient disparu ». Également, si « certaines catégories d'auteurs, d'artistes ou de musiciens [...] » disparaissaient, pour plusieurs « le monde deviendrait un endroit bien plus lugubre et déprimant ». Graeber poursuit : « on ne peut pas en dire autant des gestionnaires de fonds spéculatifs, des consultants politiques, des gourous du marketing, des lobbyistes, des juristes d'entreprise ». Après avoir subi les confinements de ces dernières années pour cause de pandémie de COVID-19, ces mots ont une résonance extraordinaire. Ce sont les travailleurs de la première catégorie qui ont été littéralement listés comme des « travailleurs essentiels »<sup>7</sup> dès le début de la pandémie. L'économie regroupant les emplois hors de cette catégorie a plutôt été mise sur « pause »<sup>8</sup>. Pourtant, en entrant sur ce marché du travail, on réalise que ce sont ces emplois dits « essentiels » qui ne sont pas valorisés dans l'économie.

Alors, il y a un premier inconvénient dans la quête du travail idéal, c'est de le trouver. La recherche d'emploi implique d'abord de trouver un emploi parmi ceux qui existent, et parmi ceux qui sont disponibles sur le marché au moment de la recherche. D'un côté, la chance a son mot à dire, mais le marché du travail a une prise encore plus forte. C'est le marché du travail qui a le plus grand mot à dire sur l'activité que l'on finira par réaliser. Il est composé en grande partie des emplois du secteur privé<sup>9</sup>, et c'est donc ce secteur qui a la plus grande influence sur les emplois qui doivent être entrepris. Si l'activité n'existe pas, il faudra trouver autre chose. Et, si elle existe ailleurs, il faudra déménager. Autrement dit, il n'est pas possible de travailler à faire n'importe

---

<sup>7</sup> Récupéré de <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrtr/crtcl-nfrstrctr/esf-sfe-fr.aspx>; <https://ici.radio-canada.ca/reportage-photo/848/travailleurs-employes-coronavirus-pandemie-risque>;

<sup>8</sup> Récupéré de <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/pandemie-de-la-covid-19-le-quebec-sur-pause-pour-trois-semaines#:~:text=%C3%80%20compter%20de%20minuit%20et,au%20Qu%C3%A9bec%20devront%20s'arr%C3%AAtter.>

<sup>9</sup> Environ 64.5% des employés étaient issus du secteur privé, en juillet 2021. Récupéré de [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410028802&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410028802&request_locale=fr)

quoi. Le travail est restreint par les possibilités offertes par ce que l'on appelle « l'économie ». C'est bien, finalement, l'économie qui semble déterminer le travail que l'on pourra effectuer.

Un second inconvénient apparaît une fois le travail trouvé. Celui-ci est effectué sous la directive d'autrui, et sous le couvert d'une organisation. C'est avant tout en répondant aux consignes et objectifs de celle-ci qu'il faudra agir, et nous recevrons un salaire en contrepartie. Si le travail correspond à nos valeurs, qu'il nous représente et constitue une source de sens, il faudra tout de même réaliser qu'il n'est pas créé *en fonction* de nos valeurs. On se joint en quelques sortes aux valeurs d'une organisation en adhérant à leur vision ou mission. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, plus souvent qu'autrement, le travail n'a aucun lien avec le reste de la vie du travailleur. Il est question d'arriver au travail, chaque matin, pour répondre à des besoins et problèmes qui sont sans lien avec le reste de la vie. Ce reste de la vie, c'est la vie que nous caractérisons généralement de « vraie » vie, celle passée avec nos amis ou notre famille, la vie où nous réalisons des activités que nous choisissons. Nous disons donc que nous passons la majorité du temps où le soleil est levé dans cette « fausse » vie. Cet inconvénient peut paraître résolu si nous trouvons notre raison d'être au travail. Cela pourrait donner un sens complet à cette activité. Mais il faut alors considérer qu'élever le travail au rang de « raison d'être » revient à trouver notre raison d'être dans un travail inventé par et pour quelqu'un d'autre. Notre raison d'être est alors choisie en dehors de nous-mêmes. Si nous arrivons tout de même à l'associer à notre raison d'être, ou si nous choisissons de considérer le travail comme un moyen au service d'une fin que serait la vie, le travail prendra, malgré tout, la place colossale qu'il occupe au centre de la vie. Il sera toujours là, posé de manière brute au milieu de la vie, de chaque journée, de chaque semaine et de chaque année, laissant peut-être trois semaines de vacances sur les cinquante-deux qui forment l'année. Finalement, en plaçant le travail au centre de la vie, nous plaçons nos espoirs d'une vie bonne, heureuse, entre les mains de ce travail. Tous les choix sont alors considérés comme bons s'ils sont faits dans la perspective de la carrière. Alors, nous pouvons « investir » dans notre carrière en faisant des heures supplémentaires, en acceptant un poste que nous n'aimons pas pour acquérir de l'expérience, ou même en déménageant pour un poste qui se trouve ailleurs. Les autres sphères de la vie prennent une place subalterne.

Il n'est pas question de prétendre que l'emploi n'a rien d'épanouissant, que des défis au travail ne peuvent pas nous faire grandir ou qu'aucun travail ou effort n'est utile et bon pour

l'humanité. Il s'agit plutôt de réaliser que dans un contexte où le travail est si central à la vie et où nous cherchons toujours à en créer davantage, il devient écrasant pour la vie. Graeber énonçait l'analyse suivante : « il y a eu un nombre énorme d'enquêtes, d'études, de recherches et d'ethnographies du travail au cours du vingtième siècle. La conclusion à laquelle est parvenue ce corpus de recherches [...] pourrait être résumée comme suit : 1. le sentiment de dignité et d'estime de soi de la plupart des gens est lié au fait de travailler pour gagner sa vie. 2. la plupart des gens détestent leur travail » (Graeber, 2018, p. 241, traduit de l'anglais). Pour un jeune individu qui entre sur le marché du travail, il s'agira de comprendre qu'il doit avant toute chose se trouver un travail, en fonction des emplois qui existent, et surtout des emplois disponibles au moment de la recherche. S'intéresser à l'activité qui constituera ce travail vient *après*, dans un second temps, et s'avère limité par les aptitudes dont on il dispose, à son milieu social, et au hasard. Pendant qu'il passe à travers sa carrière, dans l'objectif d'accéder finalement à l'emploi de rêve, sa famille, ses amis, ses amours, ses loisirs, sa paresse, sa contemplation viennent *compléter* sa vie; il pourra s'y attarder après 17h, ou deux jours sur sept, ou deux semaines sur cinquante-deux. Après de nombreuses années de travail, il aura atteint l'âge de « la retraite » déterminé par son gouvernement en fonction des besoins de l'économie. Il aura assez travaillé, il pourra se reposer et apprécier les plaisirs de son humanité.

Finalement, sous la pression d'une vie passée au travail, le temps hors travail doit être choisi avec minutie. Il ne reste pas beaucoup de temps de repos, et il importe alors de faire des choix en fonction du temps qu'il reste. Ayant passé beaucoup de temps au travail à gagner un salaire, nous devons désormais acheter ce dont nous avons besoin pour vivre et nous voulons également utiliser le temps qu'il reste pour nous faire plaisir et dépenser ce salaire durement gagné. Ainsi, lorsque l'individu n'est plus travailleur, il est consommateur. Cela permet de clore la boucle. Tout ce qui aura été produit au travail sera par la suite consommé hors travail. Cela implique de faire des choix en fonction du peu de temps hors travail qu'il reste, et généralement. Nous choisissons ainsi de se rendre aux magasins grandes surfaces, d'acheter des produits de *fast fashion*, ou de prendre l'avion pour se rendre le plus loin possible dans le peu de temps de vacances qui nous est imparti. Ce sont trois exemples d'activités à lourdes conséquences pour la planète. Il sera ensuite difficile de distinguer le responsable de ces conséquences environnementales, le producteur qui offre le produit, ou le consommateur qui l'achète. Cela semble plutôt être un cercle vicieux, qui grandit en fonction d'un désir de rentabilité des entreprises, et un désir de

relâchement des consommateurs. Nous semblons ainsi être engagés dans une vie où nous travaillons puis achetons; produisons et consommons. Nos vies individuelles semblent axées sur des activités qui nuisent à la planète.

### III- Question de recherche et plan du mémoire

Comment le travail a-t-il pu prendre une telle place dans les sociétés humaines ? En quoi cette centralité mérite d'être questionnée ? Comment pourrait-on se libérer de la domination du travail sur nos sociétés et, par conséquent, sur nos vies? Telles sont les questions, fort ambitieuses, auxquelles nous avons voulu nous attaquer dans ce mémoire. Elles se ramènent à celle-ci : **comment en finir avec le travail ?** Pour tenter d'y répondre, nous avons choisi de rédiger un essai. Notre démarche de travail consistait d'abord à lire la littérature sur la critique du travail. Ensuite, nous nous sommes penchés sur la littérature qui tentait de revoir les étapes historiques ayant donné lieu au travail. Finalement, c'est au sein de la littérature critique du capitalisme et de l'économie moderne que nous avons pu élargir notre réflexion en plus de comprendre les horizons de possibilités sur les transformations sociales possibles.

Comment donc en finir avec le travail ? Pour essayer de répondre avec un tant soit peu de rigueur, nous allons commencer par définir ce que nous entendons par « travail ». Nous serons alors en mesure de comprendre comment le travail a acquis une telle centralité dans nos vies, au point qu'il n'est pas exagéré de définir nos sociétés actuelles comme des « sociétés de travail ». C'est à ces deux tâches que nous nous attellerons dans notre premier chapitre. Lors de notre deuxième chapitre, nous reviendrons sur nos étonnements introductifs pour nous demander de manière plus systématique *pourquoi* nous voudrions en finir avec le travail. Nous nous pencherons alors sur les implications du travail et de la société du travail sur l'aliénation humaine et l'écologie. Nous nous questionnerons également sur les conséquences de ces implications sur le sens du travail. Une fois que nous aurons établi pourquoi nous voudrions en finir avec le travail, nous examinerons *comment* nous pourrions dépasser le travail. Cela constituera la deuxième partie de notre essai. C'est en proposant des *horizons* que nous avons choisi de répondre à la question. Ainsi, nous tenterons lors des troisièmes et quatrièmes chapitres de proposer des pistes de transformations qui pourront servir d'horizons vers lesquels se diriger pour en finir avec le travail. Précisément,

nous chercherons au troisième chapitre à utiliser la littérature sur la fin du travail pour donner une esquisse de description d'une société post-travail. Cette analyse ayant ses limites, nous explorerons d'autres pistes d'horizon post-travail au quatrième chapitre, sous la forme d'une utopie.

# Chapitre 1 – Qu’est-ce que le travail ?

*« J’ai perdu mon temps à gagner du temps  
J’ai besoin de me trouver une histoire à me compter »*

*Pour un instant, Harmonium*

Afin de se demander sérieusement *comment en finir avec le travail ?*, il nous apparaît fondamental de commencer par fournir une définition rigoureuse de la notion de « travail ». De plus, c’est par sa centralité que le travail nous a semblé poser problème en introduction. C’est pourquoi la deuxième partie de ce chapitre cherchera à revenir sur les causes de la centralité du travail. Pour ce faire, nous examinerons le « travail » dans les sociétés précapitalistes, pour étudier ensuite les conditions d’émergence du travail dans les sociétés modernes.

## I- Qu’entendons-nous par travail ?

Un essai sur la notion immense que représente le « travail » impose de lui donner un certain cadre que nous développerons au fil de ce texte. Il convient de commencer par lui donner une définition préliminaire, pour mettre en évidence ce dont il s’agit.

Notons d’abord qu’une définition anhistorique du travail comme « transformation de la nature pour répondre à des besoins » existe, mais ce n’est pas cette définition que nous utiliserons, puisque le travail auquel nous faisons référence est historique. Plusieurs auteurs s’accordent sur le fait que l’expression « travail » est désormais une expression « fourre-tout », que l’on pourrait associer à cette définition anhistorique. C’est ce que le philosophe et économiste Serge Latouche appelle, « l’impérialisme du travail ». Selon lui, nous caractérisons abusivement toute activité finalisée comme du « travail » (Latouche, 2005). Cela étant dit, nous nous référons bel et bien à quelque chose de précis lorsque nous parlons d’un travail, ou plus largement lorsque nous parlons *du* travail au sens large dans la société actuelle. Prenons un exemple, l’activité de nettoyer la vaisselle. Lorsque ce nettoyage se fait chez soi, dans la sphère privée, nous qualifierons l’activité de tâche, ou simplement d’effort. À l’inverse, lorsqu’il est fait dans la cuisine d’un restaurant, par un plongeur, nous dirons que c’est *un travail*. C’est bien cette conception d’un travail, puis *du* travail comme la somme de tous ces travaux individuels qui nous intéressent. Nous proposons d’introduire la définition du travail d’André Gorz :

La caractéristique essentielle de ce travail-là — celui que nous ‘avons’, ‘cherchons’, ‘offrons’ — est d’être une activité dans la sphère publique, demandée, définie, reconnue utile par d’autres et, à ce titre, rémunérée par eux (Gorz, 1983).

Nous comprendrons donc que c’est bien du travail *rémunéré*, ou *salarié*, dont il s’agit. C’est bien ce type d’activité qui est implicite lorsque l’on pose la question : « qu’est-ce que tu veux faire plus tard ? ». Notons que nous utiliserons aussi l’expression « travail moderne », pour caractériser ce type de travail. Ajoutons que l’emploi rémunéré peut se confondre dans la catégorie du travail rémunéré. L’emploi rémunéré est une forme spécifique de travail rémunéré, qui est régie par un contrat qui lie un employé à son employeur (Parrique, 2019). C’est bien de l’emploi dont il est question lorsque nous pensons au travail, comme peut en témoigner la définition du chômage, par exemple. Celui-ci se base bel et bien sur le taux d’emploi, il est la « portion inutilisée de l’offre de main-d’œuvre (...) principalement basée sur l’activité de recherche d’emploi et sur la disponibilité à occuper un emploi »<sup>10</sup> (Statistiques Canada, 2015). Ce taux s’établissait à 5.1% en mai 2022<sup>11</sup>. C’est aussi d’un emploi *rémunéré* dont il est question, en 2021, environ 90% des emplois canadiens étaient des emplois salariés<sup>12</sup>. Donc, nous comprendrons que le « travail » est étroitement lié à l’emploi rémunéré. Ainsi, lorsque nous parlerons d’emploi rémunéré, nous nous placerons dans la catégorie du travail rémunéré, et donc du travail, comme nous l’avons défini. Inversement, lorsque nous parlerons du travail, c’est avant tout de l’emploi rémunéré dont il s’agira.

C’est également en analysant la question « *qu’est-ce que tu veux faire plus tard ?* » que nous proposons d’introduire la notion de « société du travail ». En effet, lorsque l’on demande à un enfant, ou à une génération d’enfant, ce qu’ils veulent *faire* plus tard, il est implicite que la réponse à cette question doit se trouver dans la grande catégorie du travail. Autrement dit, « plus tard » signifie « travail » (rémunéré et sous la forme d’un emploi, comme nous l’avons vu). Nous avons décidé de mettre le travail au centre de notre vie, comme moyen de la gagner, de se socialiser, et plus largement pour lui donner un sens. Là encore, nous pouvons revenir sur une question : « qui es-tu ? ». Aujourd’hui, se présenter à autrui revient avant tout à présenter son travail, avant ses liens familiaux ou son enracinement territorial : « je suis comptable ». C’est d’ailleurs pourquoi nous préférons généralement demander à quelqu’un « ce qu’il *fait* dans la vie ».

---

<sup>10</sup> Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-543-g/2012001/part-partie2-fra.htm>

<sup>11</sup> Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220610/dq220610a-fra.htm>

<sup>12</sup> Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220224/cg-a001-fra.htm>

Ce que quelqu'un « fait », c'est son travail, son emploi rémunéré. C'est cette centralité du travail que nous voulons mettre de l'avant lorsque nous introduisons la notion de « société du travail ». André Gorz introduit la notion de « société de travailleur » comme cela :

C'est par le travail rémunéré (et plus particulièrement par le travail salarié) que nous appartenons à la sphère publique, acquérons une existence et une identité sociales (c'est-à-dire une « profession »), sommes insérés dans un réseau de relations et d'échanges où nous nous mesurons aux autres et nous voyons conférés des droits sur eux en échange de nos devoirs envers eux. C'est parce que le travail socialement rémunéré et déterminé est — même pour celles et ceux qui en cherchent, s'y préparent ou en manquent — le facteur de loin le plus important de socialisation que la société industrielle se comprend comme une « société de travailleurs » et, à ce titre, se distingue de toutes celles qui l'ont précédé (Gorz, 1983, p.29-30).

Une définition similaire et complémentaire nous est avancée par Dominique Méda, sociologue française, lorsqu'elle propose de définir les « sociétés fondées sur le travail » :

Nous appartenons depuis peu de temps (moins de deux siècles) à des sociétés fondées sur le travail. Ce qui signifie que le travail, reconnu comme tel par la société, c'est-à-dire rémunéré, est devenu le principal moyen d'acquisition des revenus permettant aux individus de vivre, mais qu'il est aussi un rapport social fondamental, et enfin le moyen jamais remis en question d'atteindre l'objectif d'abondance (Méda, 1995, p.8).

Nous nous référerons donc aux conceptions avancées dans ces deux définitions lorsque nous écrirons « société du travail ». Plus précisément, l'idée que le travail soit au centre des liens sociaux humains a été étudiée par Émile Durkheim dans *La division du travail social*. Dans son ouvrage de 1893, l'auteur distingue les sociétés en fonction de leur « lien de solidarité sociale » (Durkheim, 1967, p.35). Pour l'auteur, les sociétés plus anciennes se caractérisent par une solidarité qui était avant tout « mécanique ». C'est un lien social qui part des similitudes entre les membres de la société et c'est le collectif qui prend la place la plus importante. À l'inverse, les « sociétés où la solidarité organique est prépondérante [...] sont constituées, non pas par une répétition de segments similaires et homogènes, mais par un système d'organes différents dont chacun à un rôle spécial » (Durkheim, 1967, p. 157). Selon Durkheim, c'est ce second type de solidarité qui, au fil de l'histoire, a gagné progressivement du terrain. Pour l'auteur, ce lien social « repose sur des principes tellement différents du précédent qu'il ne peut se développer que dans la mesure où celui-ci s'est effacé ». Il implique donc une place différente pour l'individu. « Leur milieu naturel et nécessaire n'est plus le milieu natal, mais le milieu professionnel. Ce n'est plus

la consanguinité, réelle ou fictive, qui marque la place de chacun, mais la fonction qu'il remplit ». Ainsi, la société du travail se distingue par des liens sociaux qui sont principalement déterminés par la fonction remplie par chaque individu, au détriment des liens sociaux issus de quelconques similitudes ou ressemblances avec autrui.

Finalement, c'est également d'un système de pensée qu'il est question lorsque nous pensons à la société du travail. Nous pouvons introduire l'idéologie qui accompagne la société du travail. C'est l'idéologie « travailliste » comme définie par Serge Latouche. Cette idéologie se caractérise par « la croyance que la transformation laborieuse de la nature est une obligation » (Latouche, 2005, p.34). Cette idée nous semble indispensable pour décrire la société occidentale moderne, puisqu'elle est pour Latouche une sorte de prérequis pour cette société.

C'est donc de cette façon que nous proposons de répondre à la question : « comment habitons-nous le monde ? ». Nous avons décidé (plus ou moins collectivement, comme nous le verrons) d'habiter le monde en fondant notre société autour du travail. Ce travail, c'est un travail salarié et il est indissociable de cette société du travail qui lui donne sa centralité.

Pour comprendre comment nous pouvons en finir avec le travail, il nous apparaît fondamental de se demander comment le travail et la société du travail sont apparus. Les deux définitions que nous avons présentées suggèrent que nous n'avons pas toujours habité le monde de cette façon, et que nous l'habitons ainsi depuis (relativement) peu de temps. En effet, Gorz écrit que la société de travailleurs « se distingue de celles qui l'ont précédée », et Méda précise un horizon passé de deux siècles. Gorz écrit aussi au tout début du premier chapitre de son livre *Métamorphoses du Travail* que « [c]e que nous appelons 'travail' est une invention de la modernité » (Gorz, 1983, p.29-30). Ainsi, examinons maintenant cette invention.

## II- Le « travail » précapitaliste

Plusieurs auteurs se sont penchés sur la question de l'invention du travail. Nous rappelons que si nous parlons ici de « l'invention » du travail, nous ne nous référons pas à sa définition anhistorique de « transformation de la nature ». Comme vu dans la partie précédente, c'est bien au travail moderne, au travail rémunéré comme le précise Gorz, auquel nous faisons référence. Dans

leur ouvrage respectif - *Métamorphose du travail* (1983), *Le Travail, une valeur en voie de disparition* (1995), *L'invention de l'économie* (2005) - les auteurs André Gorz, Dominique Méda et Serge Latouche reviennent tous les trois sur l'invention du travail. Nous prendrons leur texte comme références pour nous éclairer sur la question.

Le premier élément à questionner est l'idée que l'humain est un « animal travaillant » : « L'idéologie économique [...] nous a habitués à croire très fermement que toutes les sociétés connaissent une vie économique et recourent à la réalité du travail pour survivre » (Latouche, 2005, p.66). L'économiste se base sur les travaux de plusieurs anthropologues de l'économie (Malinowski, Polanyi, Salhins, Mauss) pour proposer une vision tout à fait différente : « [u]n examen social historique amène à conclure que très rares sont les sociétés humaines qui ont éprouvé la nécessité d'*inventer* le travail » (Latouche, 2005 p.66, en italique dans le texte). Pour l'expliquer, l'auteur écrit que la plupart des sociétés non occidentales n'ont pas de notion d'économie (nous reviendrons sur le lien entre travail et économie, nous pouvons noter pour l'instant que le travail est une catégorie *dans* l'économie), c'est-à-dire de sphère distincte et séparée des autres qui assurent la survie biologique, « les diverses activités sont totalement mêlées et souvent indissociables ».

Pour ce qui est des « sociétés occidentales pré-Renaissance », nous pouvons d'abord penser à la société grecque antique, que nous associons souvent à l'origine des sociétés modernes. Latouche mentionne l'existence d'une certaine « vie économique », avec l'argent, le commerce et même par moment, la présence du salaire. Il est clair pour Latouche et Méda que, pour les Grecs, l'activité d'échange marchand dans un objectif d'accumulation est totalement méprisée et mal vue. Dans sa relecture d'Aristote, Latouche note la critique du philosophe antique sur l'accumulation monétaire, en expliquant que ceux qui se prêtaient au « jeu de l'accumulation » allaient jusqu'à utiliser un prête-nom pour éviter l'humiliation. Méda explique de son côté que dans la philosophie grecque, les tâches nécessaires sont réservées aux esclaves parce qu'elles ne sont pas humaines, elles représentent l'inverse de la liberté (Méda, 1995). « L'occupation normale du citoyen est classée dans la *scolia* ou l'*otium*, c'est-à-dire le 'loisir' » (Latouche, 2005, p. 69), son contraire représente justement le commerce ou le négoce, qui est fait par des mètèques ou des affranchis. Le commerce et le salaire sont perçus comme des pratiques honteuses lorsqu'elles sont faites par les citoyens. Ainsi, le travail n'est pas perçu par les Grecs comme une activité centrale à la vie : «

l'idée que l'homme, que tout homme, est condamné par le destin à une activité [...] de transformation de la nature, non seulement ne s'impose pas aux Anciens, mais est totalement étrangère à leurs imaginaires ». Notons qu'il est évident que la vision des Grecs priorisant le loisir est influencée par l'esclavagisme. Il reste que, comme toutes les sociétés de leur époque, leur idéologie sur le travail ne conçoit pas que l'humain est destiné à travailler. Cette conception est contraire à l'idéologie travailliste qui est un trait de l'idéologie économique moderne.

Le même constat peut être fait pour l'époque médiévale. « Il existe des contraintes nouvelles et des devoirs rigoureux dans le monde médiéval, mais si le mot 'travail' apparaît pour les désigner », c'est plutôt en référence à une « malédiction divine » (Latouche, 2005, p.71). La société est fondée sur trois ordres « les *oratores* (ceux qui prient), les *bellatores* (ceux qui combattent) et les *laboratores* (ceux qui peinent) » (Latouche, 2005). Le labeur est encore associé à la souffrance. Le travail est le travail de la guerre ou le travail de la terre et il existe encore un « mépris » pour « l'activité productive ».

Autrement dit, les sociétés précapitalistes n'ont pas quelque chose qui pourrait ressembler au centre de leur vie et ne voient pas dans le travail, une catégorie *obligatoire* et *bonne* pour l'humain. Nous comprenons donc que la notion du travail comme activité fondamentale de l'humain est une conception moderne. Il s'agira désormais de comprendre ce qui a fait en sorte que l'humain définisse le travail, dans la pratique comme dans les idées, par la définition que nous avons donnée. Pour ce faire, nous devons revenir aux origines de l'économie moderne, qui a donné une tout autre place au travail.

### III- Origines du travail

Nous avons jusqu'à présent établi que nous vivons dans une société de travail, mais que cela n'a pas toujours été le cas. Tentons d'établir à présent comment la société s'est transformée en une société de travail. Pour ce faire, il convient d'aborder dans un premier temps une réflexion indissociable à la nôtre, celle de l'émergence du système capitalisme et de l'économie moderne. En effet, l'invention du travail est indissociable de la mise en place du capitalisme (Marx, 1993), de l'invention de l'économie (Latouche, 2005) et de l'économie politique (Méda, 1995).

## A- La fin du féodalisme

C'est généralement en nous appuyant sur un récit en particulier que nous associons les débuts de la société moderne. Il s'agit de la transition du système féodal au système capitaliste. Le récit veut que le système capitaliste soit venu progressivement remplacer le système féodal, libérant ainsi ceux qui y étaient condamnés (Hickel, 2020). En effet, selon ce récit, les conditions brutales, serviles et insalubres du système féodal auraient amené la société à chercher un renouveau. Ce renouveau aurait été conduit graduellement et pacifiquement par une certaine partie de la population, qui, ayant inlassablement gagné leur pain pour accumuler de la richesse, aurait proposé une porte de sortie en fondant les premières entreprises capitalistes agricoles puis industrielles. C'est ce qu'Adam Smith, père de la science économique, appela « accumulation initiale », en expliquant qu'il fallait qu'une partie de la population ait accumulé, afin de mettre en place les premières entreprises capitalistes (Hickel, 2020). Presque un siècle après Smith, Karl Marx reviendra sur le texte de Smith et des premiers économistes dans un effort d'analyser la mise en place du capitalisme et ses conséquences. Il proposera ainsi un tout autre récit à celui de Smith. Le dernier chapitre du livre I du *Capital* de Marx, publié en 1867, est dédié à ce processus d'accumulation initiale, qu'il appelle plutôt « accumulation primitive », pour dénoter la violence dans laquelle s'est faite cette accumulation. Il écrit qu'en « réalité, les méthodes de l'accumulation initiale sont tout ce qu'on voudra sauf idylliques » (Marx, 1993, p.804). C'est pourquoi, aujourd'hui, l'anthropologue Jason Hickel voit le récit de Smith et des premiers économistes comme le « conte idyllique qui est toujours répété dans les manuels d'économie » (Hickel, 2020, p.49, traduit de l'anglais). Les historiens voient ce récit initial comme « naïf », puisque c'est plutôt par un processus violent d'appropriation qu'une certaine partie de la population a pu acquérir la richesse leur permettant de fonder une entreprise capitaliste (Marx, 1993). C'est par ce même processus qu'un grand nombre d'humains en sont venus à devoir vendre leur force de travail.

Revenons donc d'abord à la fin du féodalisme. Au XVe siècle, « [l']immense majorité de la population se composait [...] de paysans libres exploitant eux-mêmes leur terre, sous quelque enseigne féodale que se camouflât leur propriété » (Marx, 1993, p. 807) au sein de terre commune, de *commons*. Hickel rejoint Marx et parle d'une époque « postféodale », où suivant plusieurs révolutions, « des paysans libres commencèrent à créer une alternative claire : une société égalitaire et coopérative ancrée dans les principes de l'autosuffisance locale » (Hickel, 2020, p.49,

traduit de l'anglais). L'anthropologue note que l'époque allant de 1350 à 1500 – et faisant notamment suite à la peste noire qui engendra une crise dans l'organisation féodale – est vue par les historiens comme l'âge d'or paysan (Hickel, 2020). Ce sera à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que l'on pourra commencer à suivre le processus d'accumulation initiale, phénomène essentiel au développement du capitalisme. Pour Marx, la « base de tout ce processus [l'accumulation initiale], c'est l'expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan », la « soi-disant accumulation initiale n'est donc pas autre chose que le procès historique de séparation du producteur des moyens de production » (Marx, 1993, p. 805). Ce procès historique relevé par Marx sera connu sous le nom du mouvement des *enclosures*.

Ce mouvement est un processus où « les nobles, l'Église et la bourgeoisie marchande (...) ont chassé [les paysans] de leurs terres dans une violente campagne d'expulsions à l'échelle du continent » (Hickel, 2020, p.48). Les terres enclouées deviennent alors la *propriété* de grands propriétaires fonciers, et les paysans qui y vivent sont expulsés par millions. Marx note que ce processus se faisait d'abord par « l'intermédiaire d'actes de violence individuels, que la législation combattit en vain pendant 150 ans », jusqu'à ce que le processus prenne une autre forme au XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il « trouve une forme parlementaire avec les '*bills for Inclosures of Commons*' » (Marx, 1993, p.815-816). Une loi pour l'enclosure des terres communes, retirant leur droit aux paysans d'exploiter sur ces terres. Cette période allant des années 1500 à 1800 « est une des plus sanglantes et tumultueuses de l'histoire ». À tel point, « qu'entre 1600 et 1650, la population d'Europe de l'Ouest a diminué » (Hickel, 2020, p.50-51, traduit de l'anglais). Les terres autrefois communes deviennent propriété de certains, leur permettant l'organisation d'entreprises agricoles sur leurs terres. Les paysans nouvellement « libres » n'ayant plus de terres à exploiter pour survivre et subissant une quantité grandissante de lois les obligeant à travailler doivent se tourner vers ces propriétaires pour un travail salarié : « de grandes masses d'hommes ont brusquement et violemment été arrachées à leurs moyens de subsistance et jetés, prolétaires hors-la-loi, sur le marché du travail. La base de tout ce processus, c'est l'expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan. » (Marx, 1993, p. 806). Le passage à un système d'organisation capitaliste est donc constitué par le passage d'un système basé sur le servage, à un système basé sur le salariat. La nouveauté capitaliste se trouve dans l'association de deux individus dits « libres », l'un détenant les moyens de production, et l'autre détenant uniquement sa force de travail. La majorité vend

alors sa force de travail pour recevoir en contrepartie ses moyens d'existence. Voilà, les débuts du salariat *de masse*, les débuts du *travail*.

Les nouveaux propriétaires avaient pour objectif de maximiser la production sur leurs terres nouvellement acquises. Les paysans ne pouvaient y rester qu'en intensifiant leur production et en l'augmentant d'année en année. « Cela signifiait que, pour la première fois, la vie des gens était régie par les impératifs de l'intensification de la productivité et de maximiser le rendement. Le salariat était alors perçu par les salariés comme un asservissement. La production ne visait plus à satisfaire les besoins ni à assurer la suffisance locale, mais était organisée autour du profit. » (Hickel, 2020, p.56). C'est pourquoi nous pouvons commencer à parler de « capitalisme ».

Parallèlement, c'est le marché industriel qui se développe dans les villes, essentiellement dans les fabriques, les usines. « Dans le même temps s'élèvent de grandes filatures de lin et de grandes fabriques de tissage, où les paysans 'libérés' travaillent désormais comme salariés » (Marx, 1993, p. 838). Pour expliquer ce phénomène, Marx parle de la « genèse du capitaliste industriel ». Il explique que ce développement est beaucoup plus soudain que celui de la transformation fermière : « [l]a découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, l'extermination et l'asservissement de la population indigène, son ensevelissement dans les mines, les débuts de la conquête et du sac des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà de quoi est faite l'aurore de l'ère de la production capitaliste » (Marx, 1993, p.843). C'est effectivement la colonisation qui permettra le développement de l'industrie, en accompagnant le phénomène des enclosures. Hickel souligne l'enclosure de « la nature et des corps humains » des Amériques, avec des réserves naturelles pillées et des humains exterminés ou pris comme esclaves pour faire avancer l'industrialisation européenne.

Il nous semble important de noter que les origines du système social capitaliste sont complexes, et d'autres thèses existent pour raconter son développement, sans que ces récits soient exclusifs les uns des autres. Le philosophe Robert Kurz avance lui un autre récit des débuts du travail, étroitement associé à la guerre. Il explique que plusieurs auteurs ont démontré que c'est la révolution militaire et l'invention de l'arme à feu et des grands canons qui a permis la transition vers le capitalisme (Kurz, 1997; Sombart, 1913). En effet, « [l]a production et la mobilisation des nouveaux systèmes d'armement n'étaient pas possibles sur la base de structures locales et

décentralisées [...], mais exigeaient une organisation complètement nouvelle de la société » (Kurz, 1997). Le système jusqu'alors agraire ne suffisait pas à la production militaire voulue par l'état. Elle requérait des manufactures, la production de marchandises propre à la guerre et un système d'échange de ces marchandises soutenu par la monnaie (Kurz, 1997). Kurz note que c'est avec le soldat de ces nouvelles armées que nous pouvons retrouver le premier « travailleur salarié moderne ». Puisque les soldats « doivent reproduire leur vie uniquement au moyen de revenus monétaires et par la consommation de marchandises » (Kurz, 1997). Le salariat, qui existait alors déjà, a pris une dimension différente ici puisque les soldats ne vivaient *que* de leur salaire. L'auteur explique que la guerre devient ainsi la première industrie, et crée la première économie tout à fait séparée des autres catégories sociales. Elle crée aussi le modèle que l'entreprise industrielle capitaliste pourra suivre, avec ses manufactures de marchandises soutenues par des travailleurs salariés vivant de ce travail. Comme dernière étape, Kurz explique que l'État, ayant besoin d'un financement toujours plus grand pour financer l'armée, procède à une augmentation massive des taxes, qui augmentent en Europe de près de 2000% entre le XVIe et le XVIIIe siècle. « Les gens étaient donc obligés de "gagner de l'argent" pour payer leurs impôts à l'État. Ainsi, l'économie de guerre a indirectement et directement engendré le système de l'économie de marché » (Kurz, 1997).

Ainsi, le travail issu de ce nouveau système de production capitaliste est très spécifique, et est constitutif du système d'échange qu'il engendre. Il est spécifique puisque, pour engendrer du profit, il est impératif de le comptabiliser en termes de *temps*. C'est cette comptabilisation qui permettra l'échange, puis le profit. Chaque marchandise produite « contient » alors une quantité de travail spécifique : la quantité d'heures qui a permis sa production. L'échanger contre un autre objet implique de comparer la quantité de travail qui a été fourni pour produire ce deuxième objet. Par exemple, si une chemise « contient » 1 heure de travail, elle peut être échangée contre 10 mètres de tissu qui lui-même « contient » 1 heure de travail. Le caractère concret du travail, l'activité du travailleur (tisser, moudre, cuisiner, etc.), n'est pas pris en compte dans l'échange. Marx l'appellera : *travail abstrait*. Ce type de travail fait abstraction du contenu et prend en compte uniquement la quantité de temps qui a été passé en production. C'est en partant de cette conception du travail que Méda écrit : « le travail (...) est le temps; celui-ci est sa matière première, son ultime constituant. Le travail est lui-même, en dernier ressort, un cadre vide, une forme homogène, dont le seul intérêt est de rendre les différentes marchandises comparables » (Méda, 1995, p.63, en

italique dans le texte). C'est cette conception du travail comme quelque chose d'homogène et basé essentiellement sur la quantité qui nous permet de comparer tout travail et ainsi de parler *du* travail (Méda, 1995). Nous faisons donc bien face à l'invention du travail, crée « instrumental et abstrait », vidé de son contenu et créer comme instrument de mesure de la richesse. Ajoutons qu'afin de s'insérer dans le calcul de la richesse, c'est uniquement « le travail productif, c'est-à-dire exercé sur des objets matériels et échangeables » (Méda, 1995, p.68) qui sera retenu comme du « travail ». Nous pouvons faire le lien avec la définition du travail de Gorz que nous avons donné en début de partie, puisque c'est bien le travail *productif* qui est *rémunéré*, nous parlons donc bel et bien du même travail. C'est de ce type de travail qu'il est question dans le marché foncier et le marché industriel naissant.

C'est ainsi que nous pouvons établir que l'ère capitaliste date du XVI<sup>e</sup> siècle (Marx, 1993), avec le mouvement des enclosures, la colonisation et l'apparition du travailleur « libre ». Son développement se poursuit jusqu'au XIX<sup>e</sup>, où il prend une poussée définitive avec la révolution industrielle (Kurz, 1997), laissant place à l'économie moderne. La genèse du travail apparaît donc avec le travailleur libre, qui doit travailler pour détenir ses moyens d'existence. C'est dans ce contexte que les débuts du salariat de masse seront perçus comme de l'esclavage. La transformation européenne « s'est appuyée sur des marchandises produites par des esclaves, sur des terres volées aux peuples colonisés, et transformés dans des usines employant des paysans européens qui avaient été dépossédés de force par les enclosures » (Hickel, 2020, p.54).

## B- Révolution intellectuelle

### 1. Révolution philosophique

L'émergence de la société du travail n'aurait pas été possible sans tout un effort pour justifier et légitimer ce nouvel ordre social. Nous pouvons retracer ces changements idéologiques en analysant d'abord la transition philosophique de l'époque des Lumières. Ces visions jetteront de toutes nouvelles bases sur la façon de concevoir l'humain et la nature. Puis, la révolution intellectuelle apportée par le courant de l'économie politique sera fondée sur ces nouvelles visions et tâchera d'établir un plan et des objectifs clairs pour les sociétés modernes.

On pourrait introduire cette transition avec les propos de la sociologue Dominique Méda qui note que la fin du Moyen-Âge fait tomber « l'ordre social » qui était jusqu'alors établi. La société se tourne alors vers l'« ordre rationnel » proposé par les sciences (Méda, 1995). Cet ordre a tout d'abord un impact sur la relation que porte l'humain envers son milieu naturel. Hickel propose de revenir au XVIe avec Francis Bacon, père de la « méthode scientifique », qui proposait que « la science et la technologie devait servir comme instrument de domination » sur la nature (Hickel, 2020, p. 67). Cette vision se plaçait en opposition totale avec une vision qui attribuait un respect et une importance marquée aux espèces naturelles. Bacon écrivait plutôt que la nature devait être « forcée hors de son état naturel et pressée et moulée », que l'humain avait « le pouvoir de conquérir et de soumettre, de la secouer jusqu'à ses fondations » (Bacon, dans Hickel, 2020, p.67, traduit de l'anglais). C'est René Descartes qui utilisera ces réflexions pour formuler sa théorie du dualisme. Le dualisme présente une distinction marquée entre l'humain, « unique être vivant possédant un esprit (ou une âme) », et le non-humain ou la nature, qui n'est que matière et corps. Plus largement, la philosophie des Lumières viendra placer l'humain comme une entité supérieure à la nature, et la science comme un instrument permettant d'utiliser cette nature au service d'une finalité humaine. Emmanuel Kant écrira plus tard qu'« [e]n ce qui concerne les non-humains, nous [les humains] n'avons pas de devoirs directs. Ils ne sont que des moyens d'arriver à nos fins. La fin est l'homme » (Kant, dans Hickel, 2020, p. 69). Ce sentiment se développera jusque chez le paysan, une fois aliéné des terres avec lesquelles il avait autrefois une relation beaucoup plus personnelle. Dans le cadre dualiste, « les corps sont répartis sur un spectre ». Les femmes étaient considérées comme plus proches de la 'nature' que les hommes, et elles étaient traitées en conséquence – « subordonnées, contrôlées et exploitées ». (Hickel, 2020, p. 76, traduit de l'anglais). Le travail des femmes - pourtant fondamental à la production capitaliste - était un travail caché et non salarié. Il consistait à fournir les conditions d'existence de la force de travail masculine, en s'assurant des tâches ménagères, en donnant naissance et en élevant la prochaine génération de salarié. Cette philosophie dualiste se confondait parfaitement avec les nouvelles pratiques capitalistes qui se développaient. Comme nous en avons discuté, les propriétaires fonciers désiraient une masse grandissante de production sur leurs terres, et les propriétaires industriels, suivant la même logique, souhaitaient une production toujours plus grande pour leurs fabriques. Cela impliquait une quantité grandissante de ressources nécessaires à la production, ce qui se mariait tout à fait avec l'idéologie montante dont nous avons parlé. C'est ainsi que « [l]a

terre est devenue une propriété. Les êtres vivants sont devenus des choses. Les écosystèmes sont devenus des ressources » (Hickel, 2020, p.69, traduit de l'anglais).

La vision dualiste de Descartes suggère aussi une vision singulière de l'humain. Étant la seule créature dotée d'un esprit, l'humain devrait mettre son corps sous l'emprise de son esprit, et prioriser la qualité rationnelle et raisonnée de ce dernier. « Toute inclinaison vers la joie, le jeu, la spontanéité – les plaisirs de l'expérience corporelle - était considérée comme potentiellement immorale ». Ce raisonnement propose donc la dernière étape idéologique nécessaire permettant la venue du capitalisme : l'humain doit poursuivre des actions rationnelles à des fins productives. « Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces idées se fondent en un système de valeurs explicites : l'oisiveté est un péché; le temps est de l'argent » (Hickel, 2020, p.72, traduit de l'anglais).

Pour synthétiser, Serge Latouche, qui a essayé de comprendre les origines de l'économie capitaliste, catégorise la transformation intellectuelle de l'époque en trois piliers fondamentaux. Ces trois piliers se développent au cours de la Renaissance et sont établis plus clairement par la philosophie des Lumières. L'auteur parlera d'une société post-Renaissance, pour faire référence à cette société où les piliers en question font leur entrée dans le statu quo. Le premier pilier relève de la nouvelle vision de l'humain que nous venons d'aborder. Elle institue la perception de l'humain comme *homo-economicus*; l'humain ne prend que des décisions rationnelles et prend ses décisions comme atome individuel du corps social. Le second pilier est social, et propose de concevoir la société comme basée sur un contrat social entre les humains, qui doivent s'associer pour produire, afin de prendre possession d'eux-mêmes et de la nature. Le dernier pilier est physico-technique. Nous en avons fait mention plus tôt puisque c'est l'idée qui implique que l'humain doit user de sa technique pour pallier la rareté de la nature, et travailler pour transformer cette nature; c'est la vision *travailleuse* (Latouche, 2005). Nous reconnaitrons, dans ces trois piliers, des courants de pensée associés à la philosophie des Lumières de Jean-Jacques Rousseau, Thomas Hobbes, John Locke et René Descartes.

## 2. La révolution de l'économie politique

Il s'agira maintenant de comprendre comment les transformations dont nous avons parlé ont été conceptualisées par certains intellectuels pour former le champ de l'économie politique. Effectivement, la transformation dans les pratiques issues du développement du capitaliste fermier et industriel, ainsi que de la transition intellectuelle qui l'accompagne, fera l'objet d'un effort de conceptualisation. C'est cet effort de conceptualisation qui permettra à Latouche de parler de « l'invention de l'économie ». C'est aussi ce qui nous permettra définitivement de qualifier les sociétés occidentales du XIXe siècle d'économies capitalistes « modernes ». Pour Latouche, le nouvel imaginaire mis de l'avant par les Lumières a permis à un nouveau champ intellectuel d'apparaître : l'économie politique (Latouche, 2005). Cette économie politique est alors mise de l'avant comme la « science » permettant à la société d'atteindre un nouvel objectif social, l'accumulation de richesse. Il sera question de justifier et de rationaliser le nouvel ordre social en place vers ce nouvel objectif d'accumulation. Il sera donc question de voir cette organisation du social comme un ordre scientifique et rationnel, qui peut être maîtrisé par certaines lois pouvant déterminer l'accroissement de la richesse.

L'approche de l'économie politique est constituée, entre autres choses, par les travaux de Smith en 1776, Say en 1803 et Malthus en 1820, qui semblent avoir jeté les bases de la vision que suivra la société occidentale après eux. Pour Serge Latouche, « l'univers de sens » économique, « pour se constituer, a inéluctablement besoin de l'imaginaire, de l'instance des représentations mentales, créée par l'économie politique » (Latouche, 2005, p.18). Autrement dit, les textes d'économie politique permettent de donner un sens, de mettre en relation différents concepts qui relèvent de « l'économique ». Le terme « économique » est lui-même plutôt mystérieux puisque, selon la vision de Latouche, il renvoie à d'autres concepts abstraits qui le composent<sup>13</sup> (besoin, consommation, marchandise, travail, etc.). Donc, nous pouvons comprendre que l'économie politique tente de donner un sens commun, de mettre en relation, divers concepts économiques. Ce sens est dirigé vers un objectif spécifique : la richesse. Nous parlons bien de la richesse

---

<sup>13</sup> Latouche (2005) propose un champ sémantique autoréférentiel de « la chose économique ». Ce champ est composé de 28 mots issus de dictionnaires économiques depuis le milieu XIXe siècle (Accumulation; Agent; Besoin; Bien; Capital; Consommation; Crise; Croissance; Demande; Division du travail; Échange; Épargne; Équilibre; Intérêt; Investissement; Marchandise; Prix; Production; Produit; Profit; Rareté; Rente; Revenu; Richesse; Salaire; Travail; Utilité; Valeur).

commune à l'ensemble de la société, la somme de toutes les richesses d'une société. Cet objectif social est tout à fait nouveau, l'objectif principal de l'association humaine devient l'accumulation de richesse, qui prend la forme d'une accumulation de capital. Cette richesse est synonyme d'abondance, et est fortement associée à l'idée d'atteinte du plaisir et du bonheur. Selon ces principes, on comprendra que « l'économie politique est la recherche des lois de la reproduction de la base matérielle de la société par la production, la répartition, la distribution et la consommation des 'richesses' » (Latouche, 2005, p.35). Sous-jacente à cette conception, la définition de l'économie donnée par le Larousse nous semble tout à fait convenable : « ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses »<sup>14</sup>. L'économie représente les activités qui relèvent de l'économique, et l'économie politique, la discipline intellectuelle cherchant à organiser ces activités vers l'objectif de richesse.

Nous comprenons désormais de quoi il s'agit lorsque nous parlons d'économie, ou d'économique. Nous nous intéresserons ici à la genèse de l'économie politique, qui donnera un sens et un objectif à l'économie. Dominique Méda écrit que l'ouvrage mythique de Smith de 1776 sur les *Recherches sur les causes de la richesse des nations* « constitue une fantastique rupture par rapport au contexte intellectuel qui prévalait encore quelques dizaines d'années auparavant » (Méda, 1995, p.61). Le point constitutif de cette rupture se trouve dans l'idée que l'on « recherche désormais les lois – semblables à celles qui expliquent les phénomènes physiques – qui déterminent l'accroissement des richesses ». Cette rupture transforme le monde, dans le sens où elle « autonomise » l'économie. Celle-ci n'est plus une sphère mélangée aux autres sphères de la vie comme c'était le cas dans les sociétés prémodernes. Elle est désormais conçue comme une sphère indépendante des autres (religieuse, familiale, ludique, etc.). S'il fait référence à une vaste période de deux siècles (1671-1871) pour parler d'une autonomisation de l'économie, Latouche note bien que le texte de Smith est souvent associé aux origines de cette autonomisation. Nous proposons donc de qualifier de société « moderne », la société post-1776. Pour résumer, l'économie politique propose de concevoir l'économie comme une sphère détachée de la société puisque c'est, selon les théoriciens classiques, la sphère qui permettra à la société d'atteindre l'objectif de richesse, de satisfaction des besoins.

---

<sup>14</sup> Larousse : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%A9conomie/27630>

Si la recherche de la richesse par des « lois » économiques peut nous sembler normale aujourd'hui, il faut insister sur l'idée que c'est une nouveauté à l'époque, dans la pratique, mais aussi comme approche intellectuelle. À bien des égards, il n'y a pas d'économie dans les sociétés non capitalistes. « Comme Karl Marx l'a un jour fait remarquer, avant la révolution industrielle, il ne semble pas être venu à l'idée de personne d'écrire un livre sur les conditions qui permettraient de créer le plus de richesses » (Graeber, 2018). C'est bien, comme nous l'avons vu, à la suite du développement des premières entreprises capitalistes agricoles et industrielles, et de la révolution scientifique du XVIIe que l'économie politique pourra se développer.

L'économie politique deviendra donc cette science de la richesse, la science de l'accumulation du capital. C'est bien la richesse sous forme de capital - d'argent – dont il est question, puisque c'est cette richesse qui préoccupe les propriétaires fonciers et industriels. Pour Méda, cette conception de la richesse permettait aux économistes de calculer la richesse d'année en année. C'est alors un choix conscient pour les économistes d'exclure « les avantages et les consolations que nous retirons de la religion, de la morale, de la liberté politique et civile, de l'éloquence, des conversations instructives et amusantes, de la musique, de la danse, du théâtre » (Malthus, 1820, dans Méda, 1995, p.66), puisque cette richesse ne se mesure pas. C'est de la richesse monétaire dont il sera question.

### 3. La théorisation du travail et du travailleur

Nous avons vu les origines de l'économie et de la conception économique moderne, ce qui nous permettra de mieux comprendre la place du travail qui y est central. Plongeons-nous donc dans ces lois qui expliquent l'accroissement de la richesse. Nous y verrons l'extraordinaire importance qui sera accordée au travail comme source fondamentale d'accumulation du capital. Dans l'économie politique, le travail est à l'origine de l'accroissement de la richesse. Cette conception du travail remonte à John Locke qui énonce en 1690 dans son *Traité du Gouvernement Civil* que « lorsque Dieu a donné en commun la terre au genre humain, il a commandé en même temps à l'homme de travailler » (c'est l'idéologie travailliste, comme nous l'avons écrit plus tôt). Notons la révolution intellectuelle vis-à-vis des sociétés pré-Renaissance qui n'avaient pas inventé le travail. Pourquoi travailler ? La réponse du philosophe est fondamentale : « Le travail, qui est mien, mettant ces choses [du bien commun] hors de l'état commun où elles étaient, les a fixées et

me les a appropriées » (Locke, 1690). Le travail donne la propriété. Le travail peut ainsi créer la richesse puisqu'il permet de privatiser les choses, ce qui permettra de les accumuler.

C'est en partant de ce principe que les textes d'économie politique proposée par Smith, puis Say et Malthus pourront énoncer que le travail est la catégorie fondamentale permettant la création de richesse. Cependant, il reste aux économistes la tâche d'imaginer le travail au sein de leurs lois économiques, au sein de cette science économique. Le travail crée la richesse, mais comment faire pour que, par le travail, toute la société s'enrichisse ? La réponse est introduite par Smith au début de son ouvrage d'une façon tout à fait nouvelle : le travail est « une substance homogène identique en tout temps et tous lieux et infiniment divisible en quantums » (Méda, 1995). Cette vision du travail est fondamentale puisque tout travail devient alors comparable. En mesurant la *quantité* de travail qui est fourni, Smith écrit que « le travail, ne variant jamais de sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises » (Smith, 1881). Le travail est le facteur qui rend toutes les marchandises commensurables. Ainsi, Smith dira que toutes les marchandises « contiennent » une certaine quantité de travail. C'est le travail « contenu » dans la production d'un kilogramme de pomme, qui permet son échange avec la même quantité de travail « contenu » dans un mètre de toile. Également, un mètre de toile a une certaine valeur puisqu'il contient une certaine quantité de travail. Smith comme Marx parleront alors de la double nature de la marchandise. Dans une production capitaliste, chaque marchandise contient deux types de valeurs, une valeur d'*usage*, et une valeur d'*échange*. La valeur d'usage constitue l'utilité de la marchandise. Cette valeur se réalise dans la consommation, dans l'usage. De son côté, la valeur d'échange se réalise, évidemment, dans l'échange; c'est la valeur que la marchandise possède face à d'autres marchandises. Comme nous l'avons dit, c'est le travail « contenu » dans chaque marchandise qui permet la commensurabilité et l'échange des marchandises. Le travail produit les deux valeurs de la marchandise, ayant lui-même un « *double caractère* : il est d'un côté travail abstrait et d'un autre côté travail concret » (Jappe, 2017, p.36), comme nous l'avons décrit plus tôt. C'est le travail abstrait, la quantité de travail, qui permettra de créer une valeur d'échange qui elle-même permettra d'accumuler de la valeur, sous la forme de capital. Donc, le temps de travail devient l'unité de mesure qui permet l'échange de marchandises et c'est le travail qui crée la valeur de ces marchandises. Dans ce contexte, Anselm Jappe, reprenant Marx, définit la valeur comme « une quantité déterminée de travail abstrait 'contenu' dans une marchandise » (Jappe, 2017, p.36).

Le travail est générateur de valeur, et crée la richesse. On se rappelle que c'est bien du travail abstrait, c'est-à-dire le temps (mesuré en heures) d'utilisation de la force de travail plutôt que quelconque facteur qualitatif, qui est en cause. C'est ce qui lui permet d'être au fondement de l'échange : il permet la commensurabilité de toutes marchandises, il permet l'échange.

Finalement, pour que cet échange puisse être inséré dans le calcul, il faut également que la production soit faite dans un contexte spécifique. Entre donc en jeu le concept de spécialisation productive, qui est nécessaire pour une production efficace, au sein de l'entreprise et au sein de la société. Cette spécialisation productive implique une division de la production par les entreprises de l'économie. Ces entreprises font partie d'un libre marché, et la production pourra donc être échangée au sein de ce libre marché. Ainsi, chaque entreprise se spécialisera pour atteindre une grande productivité, puis échangera sa production, en se basant sur la quantité de travail qui a été fourni, générant un profit. La recette de la richesse des nations était alors expliquée.

Le travail théorisé, il faut aussi s'assurer de comprendre *qui* pourra effectuer ce travail. Dominique Méda revient sur l'importance de théoriser non pas seulement le processus permettant l'accumulation de richesse, mais aussi ses conditions de possibilités. Il est alors nécessaire de théoriser l'accumulation initiale par Smith comme nous l'avons vu, mais aussi le travailleur « libre ». La sociologue revient vers Locke pour qui « [l]e travail de son corps et l'ouvrage de ses mains, nous le pouvons dire, sont son bien propre » (Locke, 1690, dans *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Méda, 1995 p.69). C'est à partir de cette philosophie qu'il sera possible de justifier que l'humain puisse vendre sa force de travail, « son bien propre ». Smith peut donc utiliser cette conception pour établir que « les hommes, pour une partie d'entre eux du moins, doivent vendre à d'autres non pas leurs produits, mais leur travail » (Méda, 1995, p.70). La force de travail humaine est alors perçue elle-même comme une marchandise (on parlera de travail-marchandise) puisqu'il est disponible pour l'achat et la vente sur un marché, que nous appellerons aujourd'hui marché du travail.<sup>15</sup> Tous les éléments constitutifs de la richesse sont alors réunis. Tous peuvent vendre leur force de travail, afin qu'un autre achète son temps de travail. La production qui en découlera pourra alors être échangée (selon la logique du travail contenu dans

---

<sup>15</sup> Polanyi s'attarde sur cette question spécifique. Il souligne que le travail est bien *perçu* comme une marchandise puisqu'il est disponible pour l'achat et la vente sur un marché, mais il n'est pas *réellement* marchandise puisqu'il n'est pas *produit* pour la vente.

la marchandise) contre d'autres marchandises, mais surtout, comme nous le verrons, contre de l'argent également.

Ainsi, la pratique émergente du travail à partir du XVe siècle a pu être analysée par les économistes, et placée au centre d'une théorie cherchant à comprendre comment la société peut créer le plus de richesses possible sous la forme de marchandises pour accumuler du capital. La grande majorité des humains vendront leur force de travail afin de gagner les moyens d'acheter les marchandises leur permettant de vivre. Ce sera la société du travail. C'est bien d'un travail abstrait, productif, disponible sur la sphère marchande et organisée dans un objectif d'accumulation de richesse dont il sera question.

### C- La course à la croissance économique et au plein-emploi

Les origines de l'économie, du travail, et de l'économie politique nous permettent de comprendre la place centrale qui est donnée à la « raison économique » dans notre organisation sociale. Nous appelons raison économique cette réflexion purement calculatrice, mathématique, qui cherche à penser la production et la consommation de marchandises pour générer du profit. Les sociétés occidentales d'aujourd'hui ont toutes des objectifs et mesures clairs pour tenter d'assurer leur pérennité. Nous parlons ici de mesure pour prévenir le chômage, ou assurer la croissance économique, par exemple. Voyons maintenant comment ces mesures peuvent être mises en relation avec l'invention de l'économie et du travail comme nous en avons discuté.

Méda revient sur la « prise de pouvoir » du PIB dans la première moitié du XXe siècle. Elle explique que les économistes ont proposé cet indicateur en se basant sur les conceptions de la richesse avancées au XVIIIe et XIXe siècle par les premiers économistes, Smith, Say et Malthus. Ces concepteurs de « l'économie politique » étaient les instigateurs d'une réflexion qui tentait d'établir comment une société pouvait accroître sa richesse. Cet objectif social d'accroissement de richesse proposé par Smith au temps de *La Richesse des Nations* (Smith, 1881) s'est modernisé pour devenir aujourd'hui l'accroissement du PIB (Méda, 2012). En effet, le PIB est la principale mesure de la production économique d'un pays.<sup>16</sup> Comme la richesse au temps de Malthus, il mesure ce qui est *productif*. C'est « une des grandeurs économiques les plus utilisées dans le

---

<sup>16</sup> [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gross-domestic-product-gdp/indicator/french\\_dddb17ae-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gross-domestic-product-gdp/indicator/french_dddb17ae-fr)

discours quotidien ». La sociologue indique qu'il est « censé résumer l'état du pays et la performance de la société ». En effet, c'est bien du PIB qu'il est question lorsque l'on entend un désir de croissance économique par un politicien ou dans les médias. Comme nous venons de l'écrire, il s'accompagne généralement du mot « croissance ». Analogue au souhait des économistes, c'est bien d'une augmentation d'année en année de la production (du PIB) dont il est question. Autrement dit, d'une accumulation de plus en plus grande de la richesse marchande.

Afin d'expliquer l'histoire de cette quête d'accumulation, de croissance, Anselm Jappe reprend le *Capital* de Marx et propose une explication qui commence avec la libre entreprise. Le système de libre entreprise implique la concurrence. La concurrence incite l'entreprise à réduire ses coûts de production pour augmenter sa marge de profit, rester concurrentielle et survivre. L'augmentation de la productivité est une manière fondamentale de répondre à ce besoin, qui implique l'introduction de techniques. Nous définissons techniques comme des méthodes, processus, outils et machines permettant d'effectuer un même travail plus rapidement. Une fois ces techniques introduites, plus de marchandises sont produites en moins de temps, ce qui augmente le profit du propriétaire de capital. « Le capitalisme entier a été une invention continuelle de nouvelles technologies dont le but était d'économiser de la force de travail » (Jappe, 2011, p.190). Cependant, le profit supplémentaire provenant de cette hausse de productivité ne s'installe que pour peu de temps, puisque les entreprises concurrentes auront tout intérêt à utiliser cette technologie aussi. Une fois que tous les producteurs ont adopté la technologie, le profit supplémentaire des premiers producteurs disparaît, et la valeur individuelle de la marchandise produite diminue puisque tous les producteurs peuvent en produire en beaucoup moins de temps. Il faut donc compenser cette diminution de valeur en vendant *plus* de marchandises. « Toute l'histoire du capitalisme a vu une augmentation continuelle de la production de marchandises, de manière que la diminution du profit contenu dans chaque marchandise singulière a été plus que compensée par l'augmentation globale de la *masse* de marchandises » (Jappe, 2011, p. 192). Comme nous l'avons vu, cette augmentation de la production - la croissance économique - sera théorisée par les économistes, et prendra au XXe siècle la forme du PIB.

Deux autres mesures accompagnent de près la mesure du PIB, celle du taux de productivité et du taux d'emploi (ou de chômage) du pays. En effet, les bases de la théorie macro-économique veulent que ces deux mesures soient fortement liées au taux de croissance économique, et qu'elles

se renforcent toutes trois mutuellement.<sup>17</sup> Il est important de le mentionner pour faire état de l'économie politique actuelle. Celle-ci est résumée par Méda avec l'idéologie croissanciste : « la croissance de cet indice [le PIB] apparaît comme une représentation neutre de la richesse de la société et la condition *sine qua non* du progrès, de la prospérité et de l'emploi » (Méda, 2012)<sup>18</sup>. Ainsi, l'idéologie croissanciste propose que l'on travaille et que l'on accroisse la productivité afin d'accroître le PIB (c'est ce que nous appellerons « logique économique orthodoxe »). Une diminution du PIB est une catastrophe, que l'on appelle crise et qu'il faut éviter à tout prix. Similairement, le chômage est perçu comme un « cancer » de la société que l'on doit aussi éviter (Méda, 1995). À l'inverse, s'il y a croissance économique (si nous produisons plus), cela pourra engendrer un cercle vertueux vers plus d'emploi, et vers plus de croissance. Le fait de « produire plus » nous permet ainsi de travailler, de gagner un salaire et de vivre.

Il est intéressant de noter que dans ce contexte, les politiques publiques proposés par tous les gouvernements, de « gauche » comme de « droite », cherchent *in fine* à atteindre le même objectif de croissance. La dérégulation est la politique généralement privilégiée par les gouvernements de droite depuis Reagan<sup>19</sup>, comme avec la baisse des taxes corporatives proposée par le gouvernement Trump aux États-Unis en 2017<sup>20</sup>. Ce type de politique cherche à stimuler les investissements des entreprises, engendrant du progrès, des emplois, et ainsi de la croissance économique. De l'autre côté de la médaille, on retrouve généralement des politiques basées sur les dépenses publiques, souvent en infrastructure, comme démontré par les gouvernements d'Obama<sup>21</sup> ou de Trudeau<sup>22</sup>. Ces politiques voient ces investissements comme un stimulus direct à l'emploi, permettant de réduire le chômage et d'augmenter la consommation des ménages dans un objectif de croissance économique. Nous voyons en effet que ces deux types de gouvernements, certes par

---

<sup>17</sup> En macro-économie, la fonction de production  $Q = f(N, K)$  (« *Aggregate Production Function* », en anglais) a pour objectif de calculer la production d'un pays en fonction des facteurs  $N$ , désignant la quantité de travail, et  $K$ , désignant le capital permettant d'accroître la productivité. En d'autres termes, c'est le « capital humain », le « capital physique » et la « technologie » qui composent le PIB. Récupéré de <https://opentextbc.ca/principlesofeconomics/chapter/20-3-components-of-economic-growth/>

<sup>18</sup> On peut voir, par exemple, qu'un des Objectifs de Développement Durable proposé par l'ONU est directement lié à des sous-objectifs d'un fort taux d'emploi et d'une croissance de la productivité. <https://www.globalgoals.org/goals/8-decent-work-and-economic-growth/>

<sup>19</sup> Récupéré de <https://www.investopedia.com/ask/answers/032415/what-are-some-ways-economic-growth-can-be-achieved.asp>

<sup>20</sup> Récupéré de [https://en.wikipedia.org/wiki/Tax\\_Cuts\\_and\\_Jobs\\_Act\\_of\\_2017](https://en.wikipedia.org/wiki/Tax_Cuts_and_Jobs_Act_of_2017)

<sup>21</sup> Récupéré de [https://en.wikipedia.org/wiki/American\\_Recovery\\_and\\_Reinvestment\\_Act\\_of\\_2009](https://en.wikipedia.org/wiki/American_Recovery_and_Reinvestment_Act_of_2009)

<sup>22</sup> Récupéré de <https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-infrastructure-pandemic-recovery-mckenna-1.5746029>

des moyens différents, cherchent exactement la même chose en « dynamisant » l'économie. L'objectif reste l'emploi, le progrès et la croissance économique.

C'est ainsi que l'on peut faire le lien entre les premières entreprises capitalistes, la théorisation de l'économie, du travail et du travailleur libre, la quête d'accumulation, et la vision moderne de nos sociétés que nous percevons essentiellement comme des grands appareils mathématiques. La sociologue Dominique Méda conclut que, « partie de la recherche des causes de l'accroissement des richesses, l'économie se retrouve à la fin XIX<sup>e</sup> siècle à la tête d'un appareil mathématique formalisé » (Méda, 1995, p.200). Des formules mathématiques permettent alors aux gouvernements de comprendre ce qui advient de l'économie en augmentant l'âge de la retraite à 65 ans, ou augmentant le salaire minimum, par exemple. Cette réflexion plus sociétale que la science économique appellera « macro-économique » s'accompagne d'une formidable réflexion « micro-économique » qui s'intéresse plutôt aux comportements individuels des humains et des entreprises. L'étudiant assis sur les bancs universitaires en micro-économie se verra alors dépeindre une image de l'humain comme un calculateur qui ne prend que des décisions rationnelles afin de maximiser l'*utilité* de ses choix. Ou, comme l'écrit Jason Hickel : « l'histoire habituelle veut que ce soit dans notre "nature" d'être des agents intéressés et maximisateurs - ce que certains ont décrit comme l'homo economicus - les automates à la recherche du profit que nous rencontrons dans les manuels de microéconomie » (Hickel, 2020, p. 44, traduit de l'anglais). Ainsi peuvent se résumer les mesures que nous utilisons pour créer de la richesse, et pour devenir aujourd'hui la science économique qui guide nos sociétés vers une « économie forte, en croissance et résiliente »<sup>23</sup>.

## Conclusion

Ce chapitre cherchait à établir une définition du travail, afin d'entamer notre réflexion sur « comment en finir avec le travail ? ». Ensuite, il nous a paru important de comprendre les origines de ce travail. Nous avons pu voir que le travail est fortement lié au concept d'emploi. Nous avons ensuite retracé la période de transition de l'époque féodale aux premières entreprises capitalistes.

---

<sup>23</sup> Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2022/04/une-economie-forte-en-croissance-et-resiliente.html>

Nous avons alors vu que, forcés au travail, une grande quantité d'individus ont été contraints de travailler pour d'autres en échange de moyen de subsistance. C'est ainsi que le travail - abstrait, productif, disponible sur la sphère marchande et organisée dans un objectif d'accumulation de richesse – a été créé. Par la suite et parallèlement à des changements idéologiques caractéristiques de l'époque des Lumières, nous avons montré que l'économie politique a placé le travail comme pièce maîtresse de l'accumulation de la richesse, unique objectif social. La société entière s'est ensuite organisée autour du travail et de l'accumulation, et le travail a ainsi donné lieu à la société du travail. Ayant compris comment le travail a pris une telle centralité, nous chercherons maintenant à comprendre en quoi cette centralité pose problème. En d'autres mots : pourquoi en finir avec le travail ?

## Chapitre 2 – Pourquoi vouloir en finir avec le travail ?

« *La question qu’j’m pose tout le temps,  
Pourquoi travailler autant,  
Éloigner de ceux que j’aime,  
Tout ça pour jouer la game. »*

*L’Amérique pleure, Les Cowboys Fringants*

Nous avons tenté de comprendre ce qui a mené à l’émergence du travail, et à la place centrale qu’il a prise au cours des derniers siècles. Ce récit nous a permis de comprendre comment l’invention du travail avait pu mener à la société du travail.

Nous nous demandons, au cours de cet essai, *comment en finir avec le travail* ? Nous savons désormais la place qu’occupe le travail, et nous nous demanderons maintenant *pourquoi* nous voudrions en finir avec le travail. Au cours de cette partie, nous tenterons de proposer une analyse systématique des étonnements que nous avons évoqué en première partie. Pour ce faire, nous nous pencherons sur les implications sociales et environnementales de la société de travail. Nous analyserons ces implications sous deux angles, celui de l’aliénation de l’humain et la destruction écologique. Il faudra d’abord voir les implications de la dynamique d’accumulation perpétuelle de l’économie. Ensuite, nous remarquerons que l’accroissement illimité de l’économie a donné lieu à une société qui prend la forme d’une mégamachine. Finalement, nous verrons que cette domination de l’économie et de la société machinisée implique une vision abstraite du temps pour l’humain. Ainsi, nous verrons que nous sommes **aliénés par l’accumulation**, par **l’immensité et la complexité** de la mégamachine, et également **aliénés du temps « concret »**. Parallèlement, nous saisissons que **l’accumulation est anti-écologique**, qu’elle implique une **relation distante et de domination** entre l’humain et la nature et finalement, et que la vie accélérée passée au sein du système capitaliste implique de passer sa vie à **s’affairer à détruire** le monde vivant. Nous avons choisi de conclure sur les conséquences de la société du travail, sur le **sens** du travail pour les individus qui composent cette société.

## I- L'économie accumulatrice

Au cours de cette partie, nous tenterons de nous pencher sur le caractère aliénant et anti-écologique propre à la logique d'accumulation de l'économie moderne. Il s'agira d'analyser l'aliénation liée à la croissance économique et au travail aliénant qu'implique cette dynamique. Puis, nous verrons que le système capitaliste implique une pression grandissante sur le milieu naturel dans lequel il existe.

### A- Aliénée par la logique d'accumulation

#### 1. Économie aliénante

Nous devons d'abord revenir sur la marchandise, qui est le produit du travail et le constituant matériel de la richesse (Jappe, 2017). Afin de produire le plus de marchandises possible, nous l'avons dit, Smith soutient qu'il faut favoriser la division du travail. C'est en effet, selon l'économiste, en divisant le travail qu'il est possible d'augmenter la productivité du travail. Les entreprises peuvent se spécialiser pour produire des marchandises spécifiques, qui seront échangées par la suite. Ces gains de productivité permettent donc de produire plus de marchandises, ce qui favorise la richesse (Smith, 1881). Nous retrouvons ici une caractéristique importante de ce mode de production, la marchandise est produite *pour* l'échange. Comme nous l'avons dit, la marchandise a une valeur d'usage et une valeur d'échange, et c'est cette valeur d'échange qui intéresse les propriétaires bourgeois, tout comme les économistes.

Il s'agira de comprendre ici comment a évolué l'économie présentée par Smith. En effet, nous verrons qu'un grand renversement de l'échange s'est opéré dans la société marchande, qui a donné une place particulière au travail. C'est Marx, dans le *Capital*, qui nous permet de mieux comprendre l'échange, qui est fondamental à l'accroissement des richesses chez les économistes. Il introduit un facteur déterminant que nous n'avons pas encore proprement introduit : l'argent. L'argent se présente pour Marx comme la représentation sociale de la valeur. En effet, alors que

le travail est ce qui, dans l'analyse Smithienne, *crée* la valeur, l'argent sera la matérialisation de la valeur une fois la production terminée et l'échange fait (Marx, 1993). Le travail permet ainsi l'argent. Deux types d'échanges découlent de l'utilisation de l'argent. Le premier est l'échange qui prend la forme M-A-M. Par exemple, si une production de chaussures (marchandise – M) se vend pour une certaine quantité d'argent (argent – A), puis que cette quantité d'argent est réinvestie dans l'achat de nourriture (marchandise – M), la valeur de l'argent disparaît puisque l'échange se termine avec la valeur *d'usage* de la nourriture. La seconde forme d'échange est contraire, et implique « l'argent en tant qu'argent » (Marx, 1993). Cette forme d'argent renverse la conception de richesse que nous avons vue jusqu'ici (la richesse comme « objets matériels ») pour devenir une richesse fondée sur la valeur, sur l'argent. L'argent en tant qu'argent implique une tout autre forme d'échange, l'échange A-M-A'. Ce qui revient à un investissement d'argent (A) dans une marchandise (M), pour ressortir de l'échange avec plus d'argent (A'), un profit.

C'est précisément à partir de cette inversion que la société « marchande » devient une société « capitaliste ». En effet, Marx définit le capital comme de l'argent qui a pour fonction de se transformer en plus d'argent, par l'intermédiaire de la marchandise (Marx, 1993). On peut bien caractériser le capitalisme comme une société humaine qui s'organise autour de la recherche du profit; c'est ce que le mot capital-isme veut dire. C'est aussi pourquoi Anselm Jappe, qui reprend l'analyse de Marx, écrit que ce renversement de l'échange vers A-M-A' « renferme en soi toute l'essence du capitalisme ». Dans ce contexte, « le but [de la production de marchandises] n'est pas la production de valeurs d'usage, même pas de la plus grande quantité possible de valeur d'usage. Le but est la possibilité de créer la plus grande quantité de valeur » (Jappe, 2017, p. 65). Nous comprendrons donc que le travail n'a pas pour objectif premier de créer quelque chose d'utile, il a pour objectif de créer de la valeur, de créer le plus d'argent possible. Cela donne une tout autre dimension à la quête de richesse.

Cela cause un problème fondamental pour le travail en lui-même. La finalité de celui-ci est l'argent, plutôt que le produit concret du travail. « L'argent, et donc le travail qui en est la substance, est une fin en soi ». Plus précisément, l'immense contradiction soulevée par cette inversion est résumée ici par Jappe : « [l]a transformation de travail abstrait en argent est le seul but de la production marchande; toute la production de valeurs d'usage n'est qu'un moyen, un 'mal nécessaire', en vue d'une seule finalité : disposer au terme de l'opération d'une somme

d'argent plus grande qu'au début ». En d'autres mots, **la production ne se fait pas dans un processus de décision conscient sur ce que la société désire produire**. Produire pour produire. La production se fait plutôt dans un processus permettant d'accroître la valeur, comme si celle-ci était une puissance externe, « un sujet automate », qu'il fallait servir. La production est bonne en soi puisqu'elle permet d'accroître la valeur, qui est l'objectif de la production et de l'échange. Le travail existe lui aussi pour soutenir la croissance de la valeur et constitue également une fin en soi. De savoir si l'accumulation d'argent permet de meilleures conditions d'existences pour l'humain est tout à fait hors de notre propos. Ce que nous suggérons se déroule avant ce questionnement, pour souligner que dans un contexte du travail pour un accroissement de valeur, l'humain accepte de *ne pas* travailler pour ce qu'il produit, mais bien de travailler pour la valorisation de l'argent. Que le travail soit devenu une fin en soi dans ce contexte est drôlement bien résumé dans ce passage : « Même un des pères de l'économie politique bourgeoise moderne, John Maynard Keynes, a bien exprimé, sans intention critique, la nature tautologique et autoréférentielle du travail abstrait, en disant que du point de vue de l'économie nationale, creuser des trous pour les combler ensuite est une activité parfaitement sensée » (Jappe, 2017, p. 73). La notion de *bullshit jobs*<sup>24</sup> ne devrait pas nous surprendre dans un tel système de production. Cette logique postule également que l'économie peut s'étendre indéfiniment, que la rationalisation économique n'a pas de limite et qu'elle pourra toujours s'étendre dans de nouvelles sphères d'existence. L'humain pourra alors être employé au sein de ces nouvelles sphères économiques. Il n'y a « aucune limite aux activités qui peuvent être transformées en service rémunéré » (Gorz, 2004, p.24). Elle conditionne l'humain à travailler indéfiniment au service de l'économie.

Pour le dire simplement, le travail est inventé pour créer de la richesse, de la valeur, de l'argent, ce qui nous impose de travailler *pour* la valeur, plutôt que pour nous. Pour le dire encore plus simplement, « produire pour produire », « travailler pour travailler » impose à l'humain de passer une longue partie de sa vie à travailler dans le simple objectif de produire, parce que la production est bonne en soi. La première conclusion que l'on peut en tirer est que d'un point de vue collectif, nous ne cherchons pas à consciemment décider de ce qui est bénéfique pour la société, nous cherchons à créer de la valeur. Cette situation se résume à une situation *d'aliénation*. Marx décrivait cette situation comme une perte de la faculté d'autodétermination d'un individu,

---

<sup>24</sup> Récupéré de *Bullshit Jobs*, Graeber, 2018.

en raison de son éloignement avec son activité de production qu'il fait pour d'autres que lui et sous la directive d'autrui (Marx, 1968). Timothée Parrique définissait l'aliénation « sociale » plus récemment comme une situation « où des individus et des groupes sont [...] éloignés de leurs propres choix à cause d'agents et de structures puissants » (Parrique, 2019, p.254). C'est en ce sens que Jappe conclut « qu'il faut parler d'aliénation » puisque « l'échange n'est pas médiatisé par l'activité sociale consciente, mais par l'automouvement de la valeur » (Jappe, 2017, p.62). Le sentiment d'être tout à fait prisonnier d'une routine sans fin, d'un lundi à l'autre et d'une année à l'autre, pour effectuer un travail qui a rapidement pris une forme assez mécanique dans une vie qui laissait désirer les longues fins de semaine, les hobbies hors travail et les vacances; c'est ça l'aliénation. C'est une idée qui était également résumée chez Weber, qui écrivait que, forcés de travailler pour survivre, les humains, « tels les fellahs de l'antiquité égyptienne, seraient contraints de servir dans l'impuissance » (Weber, 1964, tiré de Gorz, 2004, p.67).

Cette logique priorisant l'accumulation mène à des contradictions bien réelles. En effet, nous avons expliqué comment le désir d'accumulation avait mené à une quête sociale de croissance, qui s'est traduit par l'objectif de croissance du PIB à partir du XXe siècle. Dominique Méda pointe vers le « paradoxe des sociétés fondées sur le travail ». Ce paradoxe énonce qu'il y a une contradiction fondamentale entre une société qui recherche une hausse constante de productivité, et une société qui désire être en situation perpétuelle de plein emploi (Méda, 1995). La contradiction s'explique assez simplement : si la société est de plus en plus productive, elle a besoin de moins en moins de personne en situation d'emploi. Les deux forces, qui s'avèrent être deux des objectifs principaux des sociétés actuelles, et deux causes principales de croissance, vont dans un sens exactement opposé. Elles ne peuvent cohabiter seulement s'il y a croissance économique, augmentation de la production. Ainsi, un portrait de l'économie moderne pourrait être celui d'une augmentation de la productivité, poussant des individus hors de leur situation d'emploi. On pourra y voir d'abord une bonne chose, puisque l'on aura libéré l'humanité d'emplois mal perçus, mais la réaction suivante sera de catégoriser cette perte d'emploi comme du chômage, et de créer de nouveaux emplois « à tout prix [...] ». Sans ces nouveaux emplois, une crise économique serait incontournable et l'économie risquerait de s'écrouler causant des conséquences réelles pour l'humain. Ce paradoxe mis de l'avant par Méda est un excellent exemple de la situation d'aliénation causée par l'économie moderne. L'humain est pris au piège dans une économie qui requiert une création éternelle d'emploi, et un travail éternel de l'humain.

Cette création d'emploi n'est pas « médiatisée par l'activité sociale consciente », elle répond au besoin de l'économie. L'humain sert l'économie, et c'est en ce sens qu'il est aliéné.

## 2. Travail aliéné

De plus, pour que cette création de valeur par l'économie soit possible, elle implique un travail aliénant. En effet, nous avons mentionné dans le chapitre précédent que c'est le travail qui permettait la création de valeur. Ainsi, l'économie aliénante présentée ci-haut implique un travail aliénant, sur lequel Marx a également proposé une analyse. Dans son texte de 1844 sur le travail aliéné, il définissait une quadruple aliénation de l'ouvrier. D'abord, le travailleur est dépossédé de ce qu'il produit; il ne le produit pas pour lui, mais pour son employeur et le marché. Ensuite, il est aussi aliéné par l'activité de production, qui n'est pas libre, son activité ne lui appartient pas puisqu'il la réalise sous la directive d'autrui. Marx résumera ces deux points en disant que « le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son essence » (Marx, 1968). Nous comprenons ainsi que le travailleur est aliéné de son travail, puisque celui-ci n'émane pas proprement de lui, mais plutôt des directives de quelqu'un d'autre pour créer de la valeur. C'est en ce sens que Marx dira que le travail « affronte » le travailleur : il existe afin de créer de la valeur auquel le travailleur n'aura pas droit. En troisième lieu, au sein de l'ensemble de la production capitaliste, l'ouvrier est aliéné de lui-même, de son essence humaine. Marx écrit que le travailleur ne peut pas profiter des avantages de son humanité, puisque le travail est central à sa vie, il *est* sa vie. Ainsi, « la vie elle-même n'apparaît que comme moyen de subsistance ». Il ne peut pas choisir librement, par lui-même, les actions qu'il souhaite entreprendre vis-à-vis de ses efforts productifs. Finalement, le travailleur est aliéné des autres, puisque, comme lui, les autres travailleurs sont aliénés de leur essence humaine. Tous sont jetés sur le marché du travail où ils sont mis en compétition ensemble (Marx, 1968).

Ainsi, Marx cherche à montrer que le travail capitaliste aliène le travailleur sous quatre aspects. Si l'auteur parlait à l'époque d'une aliénation propre à l'ouvrier, il est d'autant plus vrai aujourd'hui que la grande majorité du travail sert à participer à la production de biens ou services pour une organisation externe, dans le but d'être vendu sur un marché. Le travailleur moderne ne travaille plus forcément à l'usine, mais il nous semble que la situation d'aliénation mise de l'avant par Marx se prête aussi bien au travail qui se fait dans un bureau. Il est vrai que les conditions de

travail se sont améliorées (en Occident<sup>25</sup>), mais cette réflexion portée par Marx est encore d'actualité. En effet, que ce soit au XIXe ou au XXIe siècle, nous parlons bel et bien du même travail puisque - à l'usine comme dans une tour de bureau - c'est d'un travail qui cherche à créer de la valeur dont il est question. Il est d'autant plus vrai aujourd'hui que le marché du travail est composé d'individus en concurrence entre eux, qui se définiront par leur travail tout en le faisant pour quelqu'un d'autre qui cherche à accumuler du capital.

## B- Économie destructrice de l'environnement

Outre ce problème d'aliénation, la dynamique capitaliste se traduit nécessairement par la destruction des conditions de vie humaine sur la planète. La circulation A-M-A' est foncièrement anti-écologique. Nous l'avons dit, « toute l'histoire du capitalisme a vu une augmentation continue de la production de marchandises » (Jappe, 2011, p. 192). En effet, les entreprises capitalistes, en concurrence entre elles, doivent toujours augmenter leur productivité afin de réaliser du profit. Lorsqu'elles adoptent une technologie permettant de produire plus rapidement, il ne faut que peu de temps pour que toutes les entreprises du marché adoptent cette technologie, ce qui fera finalement baisser la valeur initiale du produit. Nous pouvons penser à la voiture, qui, il y a une centaine d'années, était une marchandise d'une très grande valeur et que seuls certains pouvaient se permettre d'acheter. Aujourd'hui, c'est une marchandise extrêmement répandue. Le même phénomène s'applique à toutes les innovations : les téléphones, puis les téléphones intelligents, ou les ordinateurs ont tous perdu en valeur depuis leur création, permettant à une masse toujours plus grande d'individus de s'en faire propriétaire. L'ennui pour les producteurs de ces nouveaux produits, c'est que lorsque leur produit perd de la valeur (ce qui arrive inévitablement par le phénomène de concurrence), ils doivent en vendre plus pour s'assurer de faire autant de profit. Pour en vendre dix fois plus, il faut en produire dix fois plus, « et donc consommer dix fois plus de ressources pour obtenir la même quantité de valeur, et donc d'argent » (Jappe, 2011, p.193). L'autre option pour le producteur pour continuer à faire du profit est de produire un tout nouveau produit, qui suivra la même trajectoire que tous ses prédécesseurs. Nous l'avons dit, le

---

<sup>25</sup> Notons que ces conditions se sont améliorées, notamment aux dépens de l'exploitation des pays du Sud par les pays du « développés » du Nord. Récupéré de <https://www.trtworld.com/magazine/the-true-scale-of-the-global-north-s-economic-appropriation-of-the-south-55223>

monde moderne postule que l'économie peut s'étendre indéfiniment. Cette dynamique est donc vouée à se répéter dans toutes les sphères de la vie où l'économie se sera insérée.

En somme, tout ce processus de production nécessite une consommation toujours plus grande de ressources naturelles. C'est pour cette raison que Jappe écrit que même si l'on « parle alors de création de postes de travail dans le secteur écologique, d'une industrie plus propre, d'énergies renouvelables, de filtres, de crédits-charbon... En vérité, on remarque trop rarement que la crise écologique elle-même est profondément liée à la logique même du capitalisme ». (Jappe, 2011, p.193). Il nous importe donc de comprendre que le travail permet à l'économie de fonctionner, de croître, mais que le fonctionnement de cette économie implique une aggravation toujours plus grande de la crise écologique. Nous travaillons en quelque sorte à détruire la planète. Soulignons que le tout constitue un cercle plutôt vicieux, puisque l'humain a besoin d'une économie « en santé » pour permettre à tout le monde d'avoir un emploi et ainsi de subsister, mais cette économie en santé implique une production toujours plus grande et ainsi la destruction du milieu naturel. Ne pouvant pas s'arrêter de travailler, sans quoi il perdrait ses moyens de subsistance, l'humain doit continuer de travailler à détruire le milieu naturel qu'il habite.

Les tenants de l'économie moderne soutiennent qu'il est tout à fait possible de continuer à produire de plus en plus, à croître, tout en préservant une relation saine avec le monde naturel. C'est l'idée de la « croissance verte ». Il nous semble pourtant que, même si nous décidions de travailler indéfiniment, les limites écologiques ne nous le permettraient pas. L'extension perpétuelle des marchés implique bien entendu une activité de production qui, d'une manière ou d'une autre, devra utiliser des ressources naturelles. En effet, le lien entre la croissance et la géologie planétaire est énorme. Bonneuil et Fressoz parlent d'Anthropocène pour parler de l'ère géologique où l'humain est devenu une force déterminante pour la géologie (Bonneuil et Fressoz, 2013). La production économique s'est ainsi accompagnée de changement drastique de l'atmosphère, de la lithosphère, de l'hydrosphère et de la biosphère. Les défenseurs d'une économie « responsable » espèrent actuellement réduire l'impact environnemental de la production. Mais, elle requiert la création perpétuelle de nouveaux marchés, ce qui est une logique catastrophique sur le plan écologique puisqu'elle aura nécessairement un certain impact sur la géologie planétaire. L'heure est au développement durable et nous pourrions nous demander si ces nouveaux marchés pourraient être tout à fait « vert ». Cependant, la recherche sur le découplage

de l'économie et de ses impacts environnementaux se conclut sur le fait qu'il serait extrêmement risqué de parier sur ce découplage (Seidl et Zahrnt 2010; Parrique et al, 2019). La raison principale veut que les sources d'énergies « vertes » ne soient pas suffisantes pour soutenir une économie qui continue de croître. Il faudra donc, d'un moyen ou un autre, continuer à extraire des ressources non-renouvelables (Greer, 2013). Ainsi, le paradoxe présenté dans cette partie nous semble extrêmement troublant d'un point de vue écologique. La quête du plein emploi couplée à une augmentation de la productivité est une quête qui nous semble dangereuse.

## II- Les rouages d'une machine

Désormais, il nous importe de montrer que cette économie - éternellement croissante, ultra-productive et écrasante pour les autres sphères de la vie – a grandi à tel point qu'elle domine la société qui prend l'allure d'une mégamachine au sein de laquelle l'humain fait office de rouage. Suivant la logique de ce chapitre, nous tâcherons d'analyser la mégamachine par ses implications au niveau de l'aliénation humaine ainsi que de ses contraintes environnementales.

### A- Aliéné par une mégamachine

#### 1. Une mégamachine écrasante

L'économie et le travail, composant la société du travail, impliquent une organisation sociale sur laquelle nous nous pencherons ici. En effet, l'organisation sociale qui découle de la mise en place de la société capitaliste pose aussi certains problèmes socio-environnementaux sur lesquelles nous nous pencherons ici. Adam Smith avait noté, avec l'exemple de la manufacture d'épingle, que la division du travail pouvait augmenter la productivité du travail, et ainsi augmenter la production et la richesse (Smith, 1881). D'autres penseurs ou entrepreneurs se sont attardés à cette division et aux façons de la rendre plus productive. On pourrait revenir à Taylor qui a pensé l'organisation scientifique du travail, et Ford qui a mis en place le travail à la chaîne. Dans le contexte que nous avons tenté de mettre en évidence, ces innovations semblent aller de soi. Il semble logique que ce genre de dispositifs soient mis en place dans une société qui cherche constamment à accumuler de la richesse, en augmentant notamment sa productivité. Le travail étant l'essence de cette richesse (Smith, 1881) et de la croissance, il va de soi que la rationalité

économique a pris une place fondamentale dans l'organisation du travail, et dans le travail lui-même. C'est ainsi qu'au sein de toutes les formes d'emplois (forme moderne du travail), la productivité est maîtresse. Afin de répondre aux impératifs marchands auxquelles toutes les organisations sont soumises, chaque emploi est soumis aux impératifs de productivité. Cette productivité peut être améliorée en organisant un horaire de manière plus productive, en étant accompagnée de machines et technologies diverses, ou parfois même en se faisant tout à fait remplacer par une machine. En bref, les institutions sociales doivent se soumettre à l'objectif social de croissance, d'accumulation d'argent, et ainsi se soumettre à l'impératif de productivité qui l'accompagne.

Le sociologue Andreu Solé explique que « [l']organisation fondamentale, la force organisatrice, de notre monde est l'entreprise ». « L'essentiel des vêtements que nous portons et de notre alimentation, les moyens de transport que nous utilisons [...], les maisons et appartements que nous habitons [...], nos outils de communication [...], ne sont-ils pas des marchandises inventées, fabriquées et vendues par des entreprises ? » (Solé, 2010, p.46-47). Nous pouvons souligner que cette institution fondamentale est gouvernée par ce principe de productivité, dans un objectif d'accumulation d'argent. Mais, au sein d'une société capitaliste, c'est aussi bien le cas de toutes les autres institutions qui doivent accompagner la société dans cette quête de croissance : « [l']a domination de cet impératif [l'accumulation d'argent] se traduit en réalité par le fait que toute organisation humaine aujourd'hui est en quelque sorte sommée de fonctionner comme une entreprise » (Abraham, 2019, p.180). Cela vaut pour le service comptable, par exemple, mais aussi pour la coopérative qui est tenue de préparer une reddition de compte conforme aux standards de ses investisseurs, sans quoi elle met son existence en danger. Tout travail participe, en soutien direct, ou indirect, à l'objectif suprême de la société, la production et la croissance de celle-ci. S'il nuit à cette croissance, il ne fera pas longue vie. Et s'il n'y participe pas directement (on peut penser au système de la santé), il sera considéré comme un coût, un mal nécessaire pour le budget de l'État, il sera négocié puis soumis à des politiques de soutien ou d'austérité. Ainsi, tous les métiers sont soumis à l'impératif de productivité et d'accumulation d'argent « y compris les plus intéressants [...], [l]e beau métier de professeur d'université, [...] [le] métier d'infirmière ou d'infirmier [...], celui de boulanger-pâtissier [...], en dépit des efforts surhumains qu'accomplissent celles et ceux qui les exercent pour en préserver la signification originelle. Ainsi que l'avait déjà souligné Marx, dans le mode de production capitaliste, le 'travail' ne se transforme

en argent qu'au prix de sa continuelle dégradation » (Abraham, 2019, p.180). C'est ainsi que la société du travail tend à voir le travail sur la base de son efficience, de sa capacité de rendement.

Cet immense système du travail est divisé presque à l'infini. Au sein de cette organisation, tous sont invités (pour ne pas dire contraints) à se spécialiser et à prendre place dans une sphère de production très spécifique, que ce soit dans la culture de pommes, la réparation de puce informatique, le pilotage d'avions commerciaux, la gestion d'une équipe marketing ou d'une entreprise de télécommunication ou même la recherche sur les causes du réchauffement climatique. Nous le savons aussi, ces emplois coexistent dans un contexte de marché mondial, où différentes pièces d'un téléphone proviennent de plusieurs continents, et où de grandes entreprises ont des bureaux aux quatre coins du monde, s'échangeant du « capital humain ». Le travail est aussi soutenu par plus de technique que jamais, des moyens et procédés qui le permette d'atteindre sa fin. Ces techniques sont plus complexes que jamais puisque le progrès technique a permis des avancés immenses comme peuvent en témoigner les, *giga-factory*, les méga-centres de données ou les superordinateurs. L'organisation du travail est mondiale, ultra-divisée, supportée par de plus en plus de techniques, et poursuivant une quête de productivité toujours plus grande.

C'est le philosophe allemand Günther Anders qui fait remarquer qu'en se comportant ainsi, l'appareil productif se rapproche dangereusement d'une grande *machine*. Nous nous concentrons sur « d'infimes segments du processus d'ensemble » et travaillons à l'aide de « machines » vers une « performance maximale » qui augmente sans cesse avec la venue de nouvelles machines (Anders, 2003). Fichiers Excel, bases de données, courriels sur le téléphone, agenda organisé à la minute prêt, rencontres Zoom; ou dans un autre ordre de grandeur, usines intelligentes, caisses automatisées, voitures autonomes. Pour quoi ? Cela pourrait être pour la préparation d'une publicité magazine pour la vente de jet privé, ou la réponse à une mise en demeure reçue par une petite entreprise fabricant des plantes en plastique, la publication d'un rapport pour une agence internationale, la production d'une enquête de crédit, ou le mouvement de marchandises dans un entrepôt de livraison. C'est une « mégamachine », dit Anders. On pourrait y reconnaître la critique que le film *Matrix* sous-entendait lors de sa sortie en 1999. C'est aussi ce dont le sociologue Max Weber s'inquiétait en écrivant que « la bureaucratisation et la machinisation allaient progresser jusqu'à faire de la société une seule mégamachine » (Max Weber tiré de Gorz, 2004, p.67). Selon l'analyse de Durkheim, dans la société mégamachine la prépondérance de la solidarité organique

doit être à son paroxysme. La société est composée d'une infinité d'organes et implique des liens sociaux tout à fait fonctionnels. Le « milieu naturel » de l'individu est presque strictement professionnel (Durkheim, 1967, p.158). Les liens sociaux mécaniques, issus des similitudes entre tous les individus, sont affaiblis à leur minimum.

Le sociologue ajoute : cet « univers colossal qu'est l'ordre économique moderne, fondé sur les bases techniques et économiques d'une production machiniste-mécanique détermine aujourd'hui et continuera de déterminer par ses contraintes écrasantes le style de vie de tous les individus [...] jetés dès la naissance dans les rouages de cette machine jusqu'à ce que le dernier quintal de combustible fossile soit consommé » (Weber, 1922, tiré de Gorz, 2004, p. 68). Remarquons qu'en 1922, Weber pensait à l'impact de cette mégamachine sur le style de vie des individus et sur l'environnement. Aujourd'hui, presque chaque semaine (ou 50 sur 52, en moyenne<sup>26</sup>), et une quarantaine d'années sur une vie seront passés à se frayer un chemin au sein de ce méga-système. Précisons qu'il n'est pas question de retirer tout apport positif du travail. Le temps passé au travail et au sein de cette machine peut être source de développement personnel, de défi et de joie. Toutefois, il est tout de même question d'une aliénation de l'humain par cette machine, bien trop complexe pour qu'elle ne soit contrôlée. Plutôt, nous subissons les crises économiques, les crises du logement, l'inflation, que l'on tentera, en vain, de comprendre à l'aide de diverses mesures qui seront réfutées mutuellement par les économistes de gauche ou de droite. Tout aussi maladroitement, on tentera de guider cette machine en se fiant sur quelques autres mesures, comme le PIB, pour tenter de nous en faire une image, en vain, puisque l'on réalisera qu'une guerre en Europe de l'Est a un impact sur la facture d'essence d'un québécois qui prend sa voiture pour aller au travail. Cette mégamachine prend une centralité totale dans la vie humaine, elle aliène l'humain par son immensité et son caractère écrasant pour toutes les sphères de la vie. Elle place la production et la productivité au premier plan de la vie, et implique un lien social tout à fait fonctionnel. Nous pourrions aussi associer ce train de vie entraînant à des troubles d'anxiété, au burn-out ou à la dépression, qui peuvent accompagner un rythme de travail trop drainant, trop productif<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> Récupéré de <https://canadianpayrollservices.com/paid-vacation/#:~:text=On%20average%2C%20Canadians%20receive%2010,employed%20with%20the%20same%20employer.>

<sup>27</sup> Récupéré de <https://www.forbes.com/sites/jackkelly/2021/04/05/indeed-study-shows-that-worker-burnout-is-at-frighteningly-high-levels-here-is-what-you-need-to-do-now/?sh=59c9746423bb>

## 2. La mégamachine ne peut pas être représentée, perçue ou sentie

L'implication de cette mégamachine, pour Anders, est triple. C'est d'abord la perte de la faculté humaine de *s'en faire une image*. L'appareil productif est simplement trop grand, trop complexe. « [N]ous voilà donc exclus de la représentation de l'appareil dans son ensemble, de l'image de tout le processus du travail, composé de milliers de phases. Et, à plus forte raison, de l'image du résultat dans son ensemble, au service duquel est placé l'appareil » (Anders, 2003, p.90). Gorz ajoutait que le résultat de cet appareil de production « dépasse l'entendement [...] des individus (ministres, PDG, chefs de département, etc.) qui, formellement, en portent la responsabilité institutionnelle » (Gorz, 2004, p.58). Ces pourquoi les entreprises, et plus largement le système de production dans son ensemble, peuvent admettre ce que les économistes appellent des « externalités négatives », des conséquences non voulues de la production. Ces externalités, comme la destruction du monde naturel, peuvent prendre la forme de problèmes extrêmement complexes et ainsi presque impossibles à résoudre, puisque nul ne peut en prendre la responsabilité ni apporter une solution d'une taille assez importante. Ces problèmes, tout comme leur cause, dépassent l'entendement de tout individu ou d'institution. Cette mégamachine aliène l'individu d'une vision complète de l'économie et donc de la société.

Cette mégamachine n'a pas seulement des conséquences collectives, elle place aussi l'individu au milieu de ce gigantesque système. En effet, cela impose également des conséquences sur le travail de l'individu. C'est le deuxième point souligné par Anders, celui de la perte de la faculté de *percevoir* les effets de son travail : « si les effets de notre travail ou de nos actions dépassent une certaine grandeur ou un certain degré de médiation, alors ils commencent à se brouiller à nos yeux » (Anders, 2003 p.53). Par-là, nous pouvons comprendre que les effets de tout travail sont très difficiles (pour ne pas dire impossible) à percevoir puisqu'ils sont imbriqués dans ce système titanesque. Par exemple, il est impossible pour un avocat corporatif de chez Apple de tout à fait comprendre les effets de son travail : s'il défend les actions de l'entreprise en Chine permettant la production d'ordinateurs sur son territoire, cela peut impliquer une conséquence sur des milliers de travailleurs chinois, tout en affectant la conception du produit en Californie, ce qui n'est pas sans lien avec la nécessité d'extraire des ressources naturelles pour la conception du produit. La perception de toutes ses conséquences par une personne depuis son lieu de travail est tout à fait inatteignable.

Finalement, l'humain est aliéné de sa faculté de *sentir*. « [N]ous ne sommes plus, en tant qu'êtres doués de la faculté de sentir, à la hauteur de nos propres actions. [...] [Q]uand ce à quoi il serait bien nécessaire de réagir devient démesuré, notre sentir fait alors également défaut », « nous devenons des 'analphabètes de l'émotion' », qui, « confrontés à de 'trop grands textes', ne reconnaissent plus, tout simplement, qu'ils ont sous les yeux des textes » (Anders, 2003, p.58). On observera qu'aucune émotion physique ne surgira en apprenant la destruction de la grande barrière de corail, même si nos esprits rationnels aiguisés y verront un inconvénient. En revanche, on aura un pincement au cœur en voyant un petit oiseau mort sur un passage piéton. De la même façon, le sentiment qui nous animera en sachant qu'une usine, quelque part, met des enfants au travail dans des conditions difficiles sera tout à fait différent qu'en s'imaginant un petit frère dans une situation équivalente. C'est comme s'il y avait une limite à la capacité humaine de ressentir des émotions, une incapacité à sentir des choses lorsque ces choses dépassent notre entendement; cette limite semble avoir été largement dépassée au sein de notre production actuelle. Nous ne pouvons pas réagir vis-à-vis des absurdités que peut causer ce système de production. Les facultés émotionnelles sont subjuguées aux facultés rationnelles, ce qui n'est pas sans lien avec la conception du travail du seul point de vue du rendement.

Subjugués par la pensée économique, l'individu et la société cherchent à voir le monde sous la lentille d'une rationalité essentiellement mathématique. C'est ce que nous pouvons voir à l'échelle de la société avec des notions comme le PIB, et dans la vie individuelle, centré sur le travail aux valeurs rationnelles. Les valeurs sensibles sont socialement dominées par la rationalité économique. On pourrait donner l'exemple d'émotions telles que la colère ou la tristesse qui n'ont pas leur place au travail, et que hors travail, nous avons tendance à vouloir « lutter » contre ces « maux ». C'est dans ce contexte que Gorz pense que « le problème central de la société capitaliste [...] a été, depuis le début, celui des limites à l'intérieur desquelles la rationalité économique doit jouer ». C'est de l'emprise de ce mode de pensée sur toute la pensée, et c'est sur la place que ce mode de pensée doit prendre dans toutes les activités de la vie qu'il est question. Ainsi, c'est la domination de la rationalité économique par la mégamachine qui aliène l'humain de sa faculté de sentir.

## B- La machinisation de la nature

Nous avons montré plus haut que la logique d'accumulation capitaliste était foncièrement anti-écologique. Il s'agit désormais de remarquer que la mégamachine, qui découle de cette croissance, a imposé à l'humain une vision purement mathématique de la nature qui accentue la domination de l'humain sur le monde vivant.

Nous avons montré avec Anders la triple aliénation découlant de la mégamachine : la perte de la faculté de se faire une image, de percevoir et de sentir. Tout d'abord, nous pouvons montrer que ces deux premières situations d'aliénation posent un problème écologique double : chaque individu perd la faculté de juger de son propre travail (Anders, 2003), et à l'échelle de la société, il devient impossible d'apporter une réponse systémique au problème écologique. En effet, le travailleur, qui perd sa capacité à saisir les effets de son travail, ne peut ainsi pas tout à fait saisir les implications écologiques de celui-ci. Dans un contexte de crise écologique, il devient extrêmement difficile de proposer une réflexion sur les différents types d'emplois qui peuvent empirer la crise. De plus, nous avons également montré que les résultats de l'appareil de production dépassent l'entendement de tout individu (Gorz, 2004), il devient alors extrêmement difficile d'analyser les impacts écologiques de cette société. En d'autres mots, il est très difficile d'apporter une réponse systémique au problème écologique, puisque le système en lui-même n'est pas compréhensible. Le dernier rapport du GIEC annonçait que « [l]es impacts et les risques liés au changement climatique sont de plus en plus complexes et difficiles à gérer »<sup>28</sup> (GIEC, 2022, traduit de l'anglais).

Puis, la perte de la faculté de sentir les effets de son travail pose un autre problème écologique, qui nous semble plus subversif. En effet, André Gorz propose une réflexion similaire à celle proposée par Anders, qui nous permet de faire un lien entre cette aliénation et notre relation au monde naturel. C'est d'abord en se demandant comment la culture du travail et de la technique

---

<sup>28</sup> Le GIEC caractérise cette complexité par « De multiples aléas climatiques se produiront simultanément, et de multiples risques climatiques et non climatiques interagiront, ce qui entraînera une aggravation du risque global et des risques en cascade dans les secteurs et les régions. Certaines réponses au changement climatique entraînent de nouveaux impacts et risques ». Récupéré de [https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_SummaryForPolicymakers.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf)

nous fait habiter le monde, d'un point de vue sensoriel. Il introduit la notion de « monde vécu » d'Husserl, qui est « d'abord le monde dans son épaisseur sensible tel que nous l'avons à même notre corps, avec une certitude et une évidence aussi fortes que notre corps soi-même ». C'est le « monde dans ses qualités sensibles » qui intéressent Gorz. Il s'agit donc ici de se demander comment notre culture nous fait appartenir à ce monde vécu, et si « un type d'activité ou une culture tirent parti des possibilités de l'existence corporelle en les épanouissant et en façonnant le milieu environnant de manière qu'elles en soient sollicitées à s'y épanouir » (Gorz, 2004, p.143). La réponse du philosophe suggère que la culture dominante laisse de côté le domaine des valeurs sensibles. Nous l'avons mentionné plus tôt, avec l'expression des « analphabètes de l'émotion » d'Anders. La rationalité dominante est la rationalité économique, purement mathématique, subjuguant une rationalité d'un tout autre ordre qui pourrait se baser sur les valeurs sensibles. Le travail, pris par la rationalité économique et la technicisation qui l'accompagne, produit plutôt une « mathématisation de la nature », comme l'a proposé Husserl et comme on le voit chez Anders qui présente la « machinisation » de notre monde (Anders, 2003). La mathématisation de la nature se traduit par une relation à la nature basée sur les chiffres, plutôt que les sens. La nature peut être calculée, en fonction de coûts d'opportunités qu'elle coûte à une entreprise ou à un gouvernement, ou bien même en mettant un « prix » sur le carbone<sup>29</sup>. Cela n'est sans doute pas sans lien avec le fait que l'impact environnemental est associé presque exclusivement aux émissions quantifiables de carbones; c'est comme si la quantité d'émissions de CO2 résumaient la relation entre l'humain et l'environnement, sans prendre en compte l'extraction de ressources ou la perturbation des cycles naturels. Ainsi, même lorsqu'il est question d'apporter une solution à la crise écologique, la nature est encore perçue comme une donnée mathématique, comme un nombre qu'il faudrait ramener à zéro en atteignant la « carboneutralité »<sup>30</sup>. Cela a des conséquences bien graves, puisque c'est au détriment d'une prise de conscience sur le fait que c'est tout le mode de vie moderne humain qui est en adversité face au monde naturel.

Ainsi, la perte de ces facultés sensorielles nuit à la capacité humaine de considérer la nature pour ses apports sensoriels, et favorise plutôt une vision éloignée et mathématique de la nature qui favorise sa domination. La nature devient alors une partie intégrante de la mégamachine. Elle est,

---

<sup>29</sup> Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-11-02/cop26/justin-trudeau-plaide-pour-un-prix-mondial-sur-le-carbone.php>

<sup>30</sup> Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/carboneutralite-2050.html#:~:text=Qu'est%2Dce%20que%20la,soit%20rejet%C3%A9%20dans%20l'air.>

comme l'humain, une ressource permettant à la machine de fonctionner. Nous la verrons ainsi comme un coût pour les entreprises qui la privatisent et l'exploitent, ou comme une terre que l'individu peut « conquérir ». En conclusion, en passant une grande partie de notre vie au travail, nous nous imprégnons de ses valeurs - rationnelle, mathématique, productive – au détriment, entre autres, de nos facultés sensorielles qui nous inviteraient plutôt à avoir une relation de proximité avec le milieu naturel, qui n'est autre que le milieu sensoriel. Or, c'est bien cette idéologie qui voit la nature comme une ressource à dominer qui est à la source de la crise écologique.

### III- Un temps productif

Nous avons évoqué les conséquences de considérer le travail avant tout en fonction de sa capacité de rendement. Il s'agit désormais de comprendre que cette vision du travail sous la loupe de l'efficiency et de l'efficacité a un impact sur la façon dont l'humain conçoit les autres sphères de la vie, sur la sphère « hors travail ». Autrement dit, l'importance accordée à la productivité dans le travail fait en sorte que les autres sphères de la vie sont également perçues sur cette base de productivité. Il s'agira donc de comprendre les conséquences qu'implique la société du travail sur les sphères hors travail.

#### A- Aliéné du temps « concret »

Revenons d'abord sur la réflexion portée plus haut par Weber sur le style de vie écrasant imposé par le monde du travail. Il nous semble aisé de comprendre comment un travail, qui prend une quantité définie de temps sur une semaine et sur une vie, pourrait avoir un impact sur le style de vie d'un individu qui s'y apprête. Ce sur quoi nous voulons élaborer ici est plus subtil, puisqu'il porte sur la conception du *temps* que ce système de travail nous a imposé. Nous connaissons l'idée de travailler 40 ou 35 heures par semaine. Pour d'autres, c'est 80 heures<sup>31</sup> ou 1900 heures par année. Dans la partie précédente, nous avons qualifié cette vision du travail comme du « travail

---

<sup>31</sup> Rappelons-nous des jeunes employés de la banque d'investissement Goldman Sachs, qui avait demandé de limiter leur temps passé au travail à 80 heures par semaine, puisque leur semaine moyennait 95 heures. Récupéré de <https://www.bbc.com/news/business-56452494>

abstrait ». Cette partie cherche à introduire l'idée que cette vision abstraite du travail implique également de penser le temps comme « abstrait ». En effet, le temps abstrait est caractérisé par Moishe Postone comme un « temps absolu, vrai et mathématique qui s'écoule de façon égale, sans aucun rapport avec quoi que ce soit d'extérieur à lui » (Postone, 1993). De quoi ce temps fait-il abstraction ? De tous cycles que l'on pourrait qualifier de « naturel ». Le cycle du corps humain, le cycle des saisons, des émotions, le cycle de la lumière, du soleil ou de la pluie. Le temps « abstrait » vient s'opposer au temps « concret » qui se baserait sur ces cycles naturels. Le travail, en se comptabilisant de manière abstraite, a perdu le lien qu'il a pu avoir avec le temps concret. Le rythme de travail est devenu celui de l'horloge qui sonne le réveil pour se rendre au travail ou qui tinte 17h lorsque la journée se termine. C'est cette même vision du temps qui nous permet d'établir un âge de la retraite à 64 ans.

Cette comptabilisation du temps nous permet de concevoir notre vie autour du travail, avec des journées de travail de huit heures, ou du travail cinq jours par semaine et quarante-neuf semaines par année, ou quarante ans sur une vie. Le sens de notre réflexion est donc de faire remarquer que les horaires de travail, qui guident et structurent notre vie, ont été choisis en faisant abstraction complète des activités, et des humains, qui leur étaient sous-jacents. Effectivement, ces horaires de travail actuels sont l'aboutissement d'une lutte qui fera apparaître les premières lois les concernant vers le XVe siècle (Marx, 1993). Au cours de cette époque, les employeurs n'avaient aucune intention de proposer des horaires en fonction de l'activité sous-jacente, puisque l'objectif était simplement de faire travailler le salarié le plus possible. Les artisans et travailleurs agricoles se sont vu limiter leur journée « de 5 heures du matin à 7 ou 8 heures du soir » par le Statut de 1496 (Marx, 1993, p.304). Ces lois évolueront au fil des siècles. Au temps où Marx écrit le *Capital*, en 1993 : « [l]a Loi sur les fabriques de 1850 en vigueur actuellement autorise une journée ouvrable moyenne de 10 heures, à savoir 12 heures pour les cinq premiers jours de la semaine [...] et 8 heures pour le samedi » (Marx, 1993, 267). Au Canada, aujourd'hui « [d]ans la plupart des cas, la durée maximale du travail permise par semaine est de 48 heures », avec une semaine « normale » de 40 heures<sup>32</sup>. Ainsi, encore aujourd'hui, les horaires de travail ne sont pas fonction d'une production consciente, mais plutôt fonction du principe établie que tout le monde doit donner au moins une quarantaine d'heures à la machine productive, ce qui peut sembler

---

<sup>32</sup> Récupéré de <https://www.canada.ca/fr/services/emplois/milieu-travail/normes-travail-federales/duree.html>

normal d'un point de vue de temps abstrait. Cependant, ce temps abstrait domine sur les rythmes « naturels » de la vie comme le besoin de repos. Ce besoin sera plutôt catégorisé en vacances, et comptabilisé comme le travail, en quantité de temps, faisant abstraction du besoin de repos du corps. C'est le cas de l'année sabbatique, ou même du congé maternité, qui est comptabilisé d'abord comme un « arrêt de travail », plutôt qu'en fonction de quelconque réalité qui en donne le besoin. Le travail, apposé au milieu de la majorité des journées d'une semaine « usurpe le temps qu'il faut pour la croissance, le développement et le maintien du corps en bonne santé. Il vole le temps qu'il faut pour respirer l'air libre et jouir de la lumière du soleil » (Marx, 1993, p.296).

Pour finir, il nous semble fort pertinent d'ajouter à cette réflexion celle proposée par Hartmut Rosa dans son ouvrage *Accélération : une critique sociale du temps*. Il distingue la société moderne par son *accélération*. L'auteur se penche sur ce qu'il appelle « la dynamique accélératrice de la modernité ». Il explique qu'une des causes de cette accélération est la conception capitaliste du temps. C'est bien d'une conception abstraite du temps auquel l'auteur fait référence, cette conception qui permet de comptabiliser le temps de travail, ou d'acheter le temps d'un employé. Pour l'auteur, la hausse de productivité si chère à notre économie fait en sorte que l'efficacité dans le temps devient un « impératif systémique ». L'intensification de la production et de la consommation caractéristique de l'économie capitaliste cause une « accélération du rythme de la vie » qui devient « une nécessité économique » (Rosa, 2013, p.164, traduit de l'anglais). L'auteur veut démontrer que l'accélération économique cause une accélération du reste de la vie. Plus précisément, l'auteur explique que l'orientation que le système prend vis-à-vis du temps implique « l'internalisation du concept de temps linéaire et abstrait par les sujets et au transfert des normes économiques d'utilisation du temps dans le monde du travail aux autres domaines de la vie sociale ». Le temps abstrait qui était d'abord présent au travail s'est inséré dans toutes les autres sphères de la vie. C'est toutes les catégories de la vie qui s'accélère à l'ère des téléphones intelligents, du *multitasking* et des *hyperloops* : « une accélération des actions [...], une diminution des pauses entre les actions [...], la compression des actions sous la forme de multitâches » (Rosa, 2013, p. 306). La vie s'accélère au rythme frénétique imposé par l'économie, et nous impose une vision productive et accélérée du temps. Il s'agit en quelque sorte de passer sa vie à gagner du temps, ou de perdre son temps à le gagner<sup>33</sup>. Nous sommes aliénés d'une vision du temps plus

---

<sup>33</sup> Cette formulation est tirée de *Pour un instant*, chanson publiée en 1974 par Harmonium.

« naturelle », basée sur quelconque réalité de nos vies; aliénés d'une certaine lenteur nous permettant assurément une appréciation différente de la vie.

## B- Le temps sans « espace »

Nous avons vu en quoi la logique d'accumulation capitaliste était foncièrement anti-écologique, et comment la mégamachine imposait à l'humain une vision de domination de la nature. Il s'agira finalement de voir comment la vie, centrée sur le travail, imposée par le système capitaliste est anti-écologique. Nous verrons comment la logique de temps abstrait est jumelle d'une vision destructrice de l'environnement. En effet, cette conception du temps pousse l'humain à concevoir le temps qu'il passe hors travail sous la lentille de la productivité. En d'autres mots, la vie hors travail est elle aussi guidée par la pulsion de faire le *plus*, le plus *rapidement* possible. Cela engendre une hausse de la consommation dans la vie hors travail, et participe ainsi à la hausse de la production, destructrice du milieu naturel. Nous pourrions donner l'exemple de la pulsion qui nous pousse à voyager lors de nos vacances. L'idée est aujourd'hui répandue, qu'une des meilleures façons de « profiter de ses vacances » est en voyageant, souvent par avion. À défaut de souligner les nombreux bénéfices que cette pratique peut avoir sur l'humain, nous devons souligner que c'est une pratique dramatique d'un point de vue environnemental : que ce soit pour les émissions liées au transport<sup>34</sup> ou à la pression que cela implique sur la biodiversité locale<sup>35</sup>, pour ne citer que deux arguments. Nous pourrions aussi penser à des pratiques plus quotidiennes, puisque la conception productive du temps hors travail nous pousse aussi à faire des choix de consommation comme l'achat de produit en ligne livré à notre porte, ou comme l'achat d'un véhicule de transport rapide ou encore la visite de magasins grandes surfaces. Ce sont ces pratiques qui nous permettent de « sauver du temps ». Néanmoins, ce sont aussi des pratiques qui négligent le monde vivant, puisqu'elles impliquent la consommation de produits qui ont une empreinte environnementale élevée, et qui sont souvent produits dans les pays du « Sud » dans des contextes

---

<sup>34</sup> Récupéré de <https://davidsuzuki.org/living-green/air-travel-climate-change/#:~:text=Emissions%20from%20flights%20stay%20in,effects%20that%20heat%20the%20planet.>

<sup>35</sup> Récupéré <https://www.theworldcounts.com/challenges/consumption/transport-and-tourism/negative-environmental-impacts-of-tourism#:~:text=Tourism%20puts%20enormous%20stress%20on,on%20which%20tourism%20itself%20depends.>

très difficiles. C'est dans ce contexte qu'une « étude portant sur les ménages français a révélé que des heures de travail plus longues sont directement associées à une consommation plus élevée de biens à forte intensité environnementale, même après correction des revenus. » (Hickel, 2020, p.198).

De manière plus générale, c'est toute l'idée d'une vie accélérée, basée sur un temps abstrait, qui nous empêche d'être respectueux de la planète. Citons Timothée Parrique, qui résume l'idée de manière plus concise en écrivant que c'est « l'affairement [traduction de *busyness*] qui anime actuellement l'exploitation socio-écologique » (Parrique, 2019, p.618). À l'échelle de l'Occident, cette conception abstraite du temps a aussi voulu que l'économie fasse abstraction totale des cycles naturels de l'environnement. S'il est favorable de consommer des produits locaux, en fonction des saisons, l'économie est plutôt basée sur un temps linéaire et égal en toutes circonstances, et s'est donc libérée de toute contrainte environnementale. Cela a, par exemple, permis aux sociétés occidentales de manger n'importe quoi, à n'importe quel moment de l'année, en important de toutes les régions du monde ou en créant de nouvelles techniques permettant d'augmenter la « performance » des sols. La production économique se base sur une conception abstraite du temps, et une vie qui s'accélère mène à de plus en plus d'oppression envers le monde naturel.

À l'inverse, une conception du temps hors travail découplée de la loi de productivité pourrait être un moyen de reconsidérer des activités plus lentes ayant un impact environnemental plus faible. La marche est un exemple d'activité « lente ». Elle est généralement perçue en opposition avec la voiture, que l'on associera à un transport plus « productif ». Libéré du dictat de la productivité, il pourrait toutefois paraître logique de marcher plus, en appréciant ce mode de transport et l'activité qui le compose, ne la considérant plus sous l'impératif de « gagner du temps ». La diminution du temps de travail peut alors être associée à une baisse de l'impératif productif hors travail, et ainsi mené à des activités plus « propres ». C'est l'argument de Hickel, qui constate que : « lorsque les gens ont du temps libre, ils ont tendance à s'orienter vers des activités à faible impact : l'exercice, le bénévolat, l'apprentissage et les activités sociales avec les amis et la famille » (Hickel, 2020, p.198).

La vie passée au sein du système capitaliste est caractéristique d'une accélération qui dévore le monde vivant. Le temps abstrait, brut et comptabilisant essentiellement la vie en fonction

du travail, fait abstraction de l'espace qui vit. En d'autres mots, c'est en quelque sorte la dissociation de l'espace-temps, le temps sans espace.

#### IV- Les conséquences d'une vie aliénée et non écologique sur le sens du travail

Nous voulons finaliser cette partie en discutant d'une question qui nous semble fondamentale pour réfléchir au travail. Propre à la vision du travail moderne, nous voulons revenir sur cette idée que de « trouver un travail que l'on aime, c'est ne jamais travailler ! ». Le premier chapitre nous a permis de comprendre les origines du travail, et celui-ci avait pour objectif de montrer les implications aliénantes et anti-écologiques de la société du travail. Il s'agit finalement de se demander si, malgré les origines du travail et ses implications aliénantes et non écologiques, les différents acteurs de la société peuvent trouver un sens au travail. Tous concéderont que certains emplois sont peut-être moins fabuleux, mais ajouteront que si l'on trouve le travail qui nous passionne, alors on ne verra pas le temps passer. Le travail, si nous pouvons trouver celui qui nous passionne, peut donner un *sens* à la vie. Sans aller trop loin, certains diront que le travail représente notre « passion » et même « l'objectif » (*purpose*) de la vie. C'est bien le sens entendu comme une « raison d'être, valeur, finalité de quelque chose, ce qui le justifie et l'explique »<sup>36</sup> qui nous intéresse. Il s'agit donc de s'attarder sur les raisons pour lesquelles le travail est extrêmement limité dans sa capacité à donner un sens à la vie. Nous nous attarderons d'abord sur le sens d'un travail subordonné, puis sur le travail des femmes, également exploité et limitant d'un point de vue du sens. Il s'agira finalement de s'attarder sur le sens du travail au sein dans une mégamachine qui accumule.

##### A- Quel sens pour les travailleurs subordonnés, exploités ?

Pour la sociologue Dominique Méda, trois facteurs l'empêchent de considérer le travail comme une source favorisant « l'épanouissement ». Nous utiliserons plutôt ces trois facteurs afin

---

<sup>36</sup> Récupéré de <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sens/72087>

d'analyser la question du « sens ». Ces trois facteurs résident dans la qualité subordonnée que prend le travail. D'abord, le travail est avant tout, depuis son invention, un facteur de production, un facteur d'accumulation de capital. Il est un calcul pour le propriétaire qui désire faire un profit. « Le processus de travail est régi, de l'extérieur, par des processus qui n'ont rien à voir avec la libre expression du travailleur » (Méda, 1995, p.143). Nous l'avons vu, le travail n'a pas été inventé avec l'objectif intentionnel de répondre à quelconque besoin, mais plutôt de valoriser du capital. Ainsi, même s'il peut constituer une activité qui peut nous paraître agréable, sa finalité est avant tout de soutenir le capital. Ensuite, Méda souligne que la « subordination est au cœur du travail salarié ». L'activité du travailleur ne se fait pas selon ses propres consignes. Le travail d'aujourd'hui est un travail-marchandise, c'est une vente de force de travail. Celle-ci est vendue sur un marché, et est achetée par un autre pour parvenir à ses fins. L'humain fait carrière sur ce marché du travail, des départements de *ressources* humaines s'échangent et mettent un prix sur le capital humain qu'il représente. Difficile de ne pas parler d'exploitation en voyant le travail des ouvriers modernes qui luttent pour pouvoir aller aux toilettes chez Amazon<sup>37</sup>, ou qui doivent dormir à l'usine chez Tesla<sup>38</sup>. Et si l'opinion générale voulait que les emplois de cols blancs soient, eux, une source formidable de sens. Tournons-nous vers les articles sur les « peurs du dimanche » des avocats qui craignent l'arrivée de leur semaine à l'approche du lundi.<sup>39</sup> Ils sont aussi régis par un horaire de travail contraignant et par des contraintes de productivité. Là encore, nous pouvons y voir un facteur très limitant d'un point de vue du sens que peut apporter le travail. Enfin, Méda écrit que le travail est un simple « moyen d'aménager le monde ». « Au départ, il s'agissait seulement d'augmenter notre bien-être [par l'abondance, la richesse] », mais « [q]uand aurons-nous le sentiment d'avoir atteint l'abondance ? ». Nous avons fait de notre objectif le développement perpétuel, et nous avons donc aménagé le monde autour du travail, pour y répondre. Le travail s'est donc placé au centre de la vie et c'est ainsi que perpétuellement, « notre vie entière est consacrée, dans sa plus grande partie, à gagner les moyens de reproduire cette vie » (Méda, 1995, p. 152). Le travail est donc cette chose qui a été placée, au fil d'une longue histoire, au centre de notre vie. Le travail a eu tendance à aménager notre vie. Dans ce contexte l'activité

---

<sup>37</sup> Récupéré de <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-56628745>

<sup>38</sup> Récupéré de <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-18/tesla-shanghai-sets-out-hand-washing-sleeping-plans-for-workers>

<sup>39</sup> Récupéré de <https://lsj.com.au/articles/managing-the-sunday-scaries/>

faite au sein du travail n'a pas beaucoup d'importance, tout comme ce qui est produit par le travail. Le sens du travail réside dans sa capacité à valoriser le capital.

## B- Quel sens pour les femmes ?

À ce sujet, tournons-nous vers le sens que peut avoir le travail pour les femmes. Silvia Federici ajoute une critique féministe de l'économie capitaliste, qui place une limite au sens que les femmes peuvent trouver au travail au sein de la société moderne. Si la force de travail permet au système capitaliste et à l'économie moderne de se tenir debout, et bien « nous [les femmes] n'en avons pas moins produit le bien le plus précieux du marché, à savoir la force de travail. [...] Le travail domestique consiste à se tenir physiquement, affectivement et sexuellement au service des salariés » (Federici, 2016, p. 50). Federici note, selon cette analyse, que la croissance des derniers siècles n'a été possible qu'en s'appuyant sur un travail non rémunéré et non valorisé des femmes. En effet, si l'économie capitaliste avait besoin de la force de travail des hommes, cette force de travail n'a été rendue possible que par le travail « caché » des femmes, comme le travail ménager et le travail de reproduction. Ce sont les femmes qui ont préparé la maison et la nourriture pour que les hommes puissent se rendre à l'usine, comme ce sont elles qui ont élevé les enfants, travailleurs de demain. L'inclusion des femmes dans l'économie capitaliste au XXe siècle n'a pas fait disparaître ses pratiques. En 2014, les femmes consacraient deux à dix fois plus de temps que les hommes aux soins non rémunérés (OCDE, 2014). On notera que les soins ne sont qu'une pratique parmi d'autres de travail non rémunéré.

En parallèle, la critique écoféministe portée d'abord par Françoise d'Eaubonne en 1974 cherche à démontrer que les systèmes de domination qui exploite la nature sont les mêmes systèmes qui exploitent les femmes : l'économie capitaliste a exploité la nature pour permettre sa croissance, tout comme elle a exploité les femmes, comme nous l'avons vu ci-dessus. Ainsi, les femmes et la nature ont été traitées comme des ressources permettant de soutenir le processus de production. « L'expropriation du travail reproductif des femmes est donc structurellement analogue et historiquement associée à l'extraction des ressources naturelles » (Saave et Muraca, 2019).

Ces visions cherchent à faire reconnaître que l'économie capitaliste a été fondée par et pour des hommes. L'inclusion moderne des femmes au sein de l'économie aura donc toujours certaines limites. Cette économie est fondée et définie par des rapports d'exploitation des femmes, tout en étant modelée par et pour les hommes. Cela mène à des contradictions fondamentales et irrémédiables pour les femmes, la grossesse en est un bon exemple. Cette contradiction prescrit qu'il existe un choc entre la grossesse et la carrière. Il y a conflit entre le choix d'avoir des enfants, ou le choix de prioriser le travail par une carrière. En priorisant les enfants, les femmes doivent faire un sacrifice pour leur carrière, puisque la grossesse constituera nécessairement un frein à celle-ci. Bien que des politiques publiques soient mises en place afin de pallier cette injustice, celles-ci ne font que voiler le défaut de conception de l'économie, qui avantage les hommes qui n'auront tout simplement jamais à vivre cette période de grossesse. L'économie capitaliste est fondée sur la productivité. Si 50% de la population perd sa productivité pendant plusieurs mois lors de la grossesse, c'est bien qu'il y a un défaut de conception qui avantage nettement les hommes dans leur carrière. Plus concrètement, cela se traduit, par exemple, par de la discrimination fondée sur la grossesse<sup>40</sup>, qu'une entreprise fait pour des raisons économiques. Il y a là un exemple frappant de la limite imposée aux femmes en terme du sens qu'elles peuvent tirer de leur travail. Plus largement, en définissant le « sens » comme une raison d'être, il nous semble injuste de proposer aux femmes de trouver une raison d'être en travaillant au sein d'une économie inventée pour les hommes.

### C- Quel sens pour un humain dans une mégamachine accumulatrice ?

Commençons par faire le point sur le sens que l'individu peut trouver au travail en lien avec cette société qui tend toujours plus à ressembler à une grande mégamachine. Nous avons déjà mentionné qu'au sein de cette mégamachine, l'individu était aliéné par son travail et par l'économie. Il nous importe de nous pencher ici plutôt sur la question de sens, à savoir si le travail, même aliénant, peut donner un sens à l'individu. André Gorz réfléchit à la distinction entre cette sphère qu'il appelle « mégamachine industrielle étatique » et la sphère de la société civile.

---

<sup>40</sup> Un exemple d'article qui démontre le problème. Récupéré de <https://www.umass.edu/employmentequity/pregnancy-discrimination-workplace-1>

Autrement dit, il s'attarde sur la scission entre la sphère de l'administration publique et privée, et la sphère de la vie individuelle qu'il appelle société civile. Pour l'auteur, ces deux sphères sont gouvernées par « deux rationalités; celle des individus poursuivant des fins qui [...] sont irrationnelles par rapport aux finalités des organisations dans lesquelles ils travaillent; et celle de ces organisations qui est sans rapport sensé avec les buts qui motivent les individus » (Gorz, 2004, p. 66). L'auteur touche ici à une idée fondamentale que nous n'avons pas encore abordée, celle de la division, pour un individu, entre sa rationalité au travail et celle qui guide le reste de sa vie. Ce que Gorz explique dans ce passage, c'est que la sphère du travail et la sphère hors travail fonctionnent sur des bases tout à fait différentes, elles ne communiquent pas, ne sont pas en relations. Cela pose deux constats.

En premier lieu, cela implique que l'humain puisse travailler pour une organisation même si ses objectifs individuels n'ont rien à voir avec les objectifs de l'organisation pour laquelle il décide de travailler. Il est normal de « travailler pour travailler », même si aucun objectif personnel n'est atteint, le travail en lui-même, sans égard à la finalité de l'organisation, est présenté comme étant bon en soi. C'est une idée au cœur de l'idéologie travailliste que nous avons mentionnée plus tôt. Et, ce problème est empiré par le fait que les individus ne *peuvent pas* comprendre toutes les finalités de leur travail, dû à la complexité de cette mégamachine. Une partie de tout travail est donc forcément faite dans une logique de travailler pour travailler. C'est ainsi qu'il nous semble tout à fait normal qu'un individu puisse sauter d'un emploi à un autre, gravissant les échelons de chaque entreprise respective, avec à peu près aucun souci de ce que chaque entreprise produit.

En second lieu, cela pointe vers l'existence d'une scission marquée entre le travail et le reste de la vie. C'est comme si deux vies différentes étaient menées, sans lien entre les deux. Le travail ne fait pas *partie*, du reste de la vie. C'est ce qui fait en sorte que « le petit cadre, après avoir fourni une journée de travail au service des valeurs économiques de compétitivité, de rendement et d'efficacité technique, entend trouver après son travail une niche où les valeurs économiques sont remplacées par l'amour des enfants, les animaux, des paysages » (comme nous l'avons vu avec la notion de temps abstrait, certaines valeurs font tout de même leur entrée dans la sphère personnelle, comme l'impératif de productivité). Pour compléter, Gorz écrit que « [l]'intérêt et la variété d'un travail ne suffisent pas à le rendre épanouissant. Bien sûr, un travail dans lequel je peux m'investir vaut toujours mieux qu'une tâche répétitive. Mais la question

fondamentale est de savoir dans quelle mesure les connaissances et les facultés qu'un travail mobilise, constituent une culture professionnelle, et dans quelle mesure il y a une unité entre la culture professionnelle et une culture du quotidien : entre le travail et la vie. » (Gorz, 2004, p. 133-134). Comme nous l'avons souligné dans la partie précédente, l'organisation du travail est plus complexe que jamais et le travail s'accompagne de plus de technique que jamais. Dans ce contexte, les ponts qui lient le travail et la vie sont de plus en plus difficiles à créer. Il est tout à fait normal d'être un « dirigeant dur et viril » au travail, et de rentrer chez soi sans égard à la personne que l'on était il y a quelques heures. Tout comme il est possible de jeter une boîte de carton au recyclage le matin pour aller en suite défendre les intérêts pétroliers auprès de gouvernements. Il y a scission entre vie personnelle et vie au travail, ce qui est rendu normal par une idéologie travailliste. Cette déconnexion est forcément limitante d'un point de vue du sens que peut apporter le travail.

Finalement, notons que cette mégamachine accumulatrice cherche constamment à augmenter sa productivité. Du point de vue du sens, revenons au paradoxe moderne que nous avons mis en lumière plus tôt : la contradiction entre plein-emploi et hausse de la productivité. Remarquons que d'un côté, nous présentons le travail comme source de sens. De l'autre, nous mettons en place de formidables techniques pour accélérer ou réduire la quantité de travail qui doit être accomplie par l'humain. La contradiction qui existe dans le fait que notre société désire préserver le plein-emploi existe aussi dans sa manière de vouloir poser le travail comme une raison d'être. Comme l'écrit Gorz, la technicisation « économise du travail et du temps. C'est là son but déclaré », ainsi, « s'il [la technicisation] a pour ambition ou pour idéal que le travail remplisse la vie de chacun et en soit la principale source de sens, il est en contradiction complète avec ce qu'il fait » (Gorz, 2004, p.147). En d'autres mots, notre société ne peut pas d'un côté vouloir ouvertement se libérer de plus en plus de travail en développant des technologies, des machines, ou de l'intelligence artificielle, et de l'autre proclamer le travail comme l'essence de l'humain, et comme sa source de sens. Ainsi, le travail est perçu comme une source essentielle de sens, mais parallèlement, nous désirons le faire disparaître avec toujours plus de technique. Quel sens peut-il donner, si nous essayons de nous en libérer ?

Ainsi, le travail n'est pas établi en fonction de l'individualité du travailleur, de sa manière d'exister, d'être en relation avec le monde, naturel et vivant. Son travail n'existe pas *pour lui*. Il

existe d'abord et avant tout pour l'économie capitaliste, selon une logique de rationalité économique. Si le travail peut donner un sens à la vie du travailleur, ce sens sera tout de même borné par les limites de l'économie : le travail doit participer à la valorisation du capital. Le travail sera demandé par un autre, mais on impose au travailleur qu'il soit « tout » pour lui, que ce soit au niveau physique avec l'horaire de travail, ou au niveau mental avec la charge mentale qui l'accompagne et qui ne quitte jamais tout à fait le travailleur. Il nous semble difficile de croire qu'ils puissent être « tout » pour lui et ainsi donner un sens à la vie, s'il est demandé par un autre, pour que celui-ci puisse accumuler du capital.

L'intérêt de cette réflexion n'est *pas* de conclure sur l'idée que le travail dans un système capitaliste ne peut pas donner de sens à la vie. Comme dans tout le reste de la vie, le travail est composé d'une infinité de moments humains, faisant appel à nos sens, à notre cognition, à nos émotions. Certains de ces moments peuvent favoriser ou restreindre la capacité du travail à donner un sens à la vie, notion qui est elle-même évolutive. L'intérêt de cette réflexion est plutôt de souligner que le travail moderne, exploité en étant mis au service de la valorisation du capital, dominé par les hommes, sous pression de disparaître par la technique, est une source de sens très limitée. Ou plutôt, « [i]l est fréquent d'entendre que nos existences tendraient à perdre de leur sens. Le problème me paraît être plutôt que nos vies sont trop pleines d'un sens imposé par la course à la production de marchandises » (Abraham, 2019, p. 202). Nous ne prétendons pas que ce travail ne peut pas apporter un certain sens, il nous semble simplement déraisonnable qu'il soit aussi central au sens de la vie.

## Conclusion

Dans cette première partie de notre essai, nous avons cherché à démontrer que la société du travail était une société nouvelle. Comme nous l'avons vu, cette société s'est formée lors de la transition du système féodal au système capitaliste. Sur son passage, le travail a été créé pour répondre à la volonté d'accumuler du capital. C'est ce travail qui est constitutif de la société du travail. Nous avons par la suite énuméré certains problèmes en lien avec cette organisation sociale. Nous avons cherché à comprendre les caractéristiques qui font de la société du travail un système dévastateur d'un point de vue écologique. De plus, cette société prend la forme d'une machine

grandiose, dont l'humain sert de rouage pour lui permettre d'exister. C'est ainsi que l'humain travaille, aliéné par l'économie et sa croissance, pour servir l'accumulation de capital. Le travail est à la base de la société du travail, et une sortie de ce travail - abstrait, productif et accumulateur - implique une sortie de la société du travail. Donc, il ne peut pas y avoir une fin de ce travail sans changement profond de nos sociétés.

Également, ajoutons que nous avons seulement survolé la critique traditionnelle marxiste, celle de l'exploitation des travailleurs par la classe capitaliste dominante. Plutôt, nous nous sommes concentrés sur une critique marxiste plus moderne, celle de l'aliénation humaine. Cette critique se distingue en ayant une approche qui admet que l'exploitation est au centre du phénomène capitaliste, mais qui considère que toute l'humanité est prise au piège dans les rouages de la croissance économique. Elle s'associe donc au constat que c'est tout le mode de vie occidental, centré sur le travail, qui est contraire aux principes de libertés énoncés au siècle des Lumières et que l'on tente encore de défendre aujourd'hui. Ce mode de vie entre aussi en contradiction avec les principes écologiques qui nous permettent d'habiter durablement la planète.

Au sein de la société du travail, l'humain est tout à fait dépendant du travail, qui assure sa survie. De plus, la croissance économique nécessite un taux d'emploi élevé. C'est ainsi que tout travail devient louable, il est toujours bon de travailler et de créer du travail. Cela nous permet de revenir à une idée qui nous a semblé importante en première partie. Cette idée avancée par un premier ministre du Québec, qui énonce qu'il n'y aura « pas de protection de l'environnement aux dépens de l'emploi ». Nous souhaitons conclure que, bien au contraire, *nous ne devrions pas préférer n'importe quel emploi à l'environnement. Il s'avère que l'on ne devrait pas non plus préférer n'importe quel emploi à pas d'emploi du tout. Personne ne devrait avoir à faire un emploi qui ne sert à rien ou qui détruit notre habitat naturel ou notre tissu social. Si on n'a pas besoin d'emploi pour ce qu'il produit, alors n'en créons pas.* Il faut toutefois se poser la question sérieusement, François Legault recherche la création d'emploi puisque tout le monde vit de l'emploi. Le problème sur lequel s'attarder paraît alors évident : il faut trouver une façon, collectivement, de sortir de cette contradiction voulant qu'il faille éternellement créer de l'emploi alors que la société produit déjà trop. Il faut donc trouver, collectivement, une façon d'arrêter de vivre du plein-emploi et du bon fonctionnement de l'économie. Cela implique une sortie de la société du travail. Cela implique de sortir de cette logique de base sur laquelle nous vivons, qui est

l'expansion constante de l'économie, de la raison économique et qui empiète sur notre milieu naturel et sur notre humanité. Le capitalisme étant fondé sur cette logique d'expansion économique, cela veut dire sortir du capitalisme, en gardant ce que l'on choisit de garder, en autant que la création de valeur cesse d'être le fondement de notre lien social.

Ainsi, nous avons cherché à expliquer comment le travail a pris une telle centralité dans nos vies, et pourquoi nous devrions chercher à refuser cette centralité. Il s'agira maintenant de réfléchir à *comment* nous pourrions refuser cette centralité, ou *comment en finir avec le travail* ? Nous avons montré qu'il ne peut pas y avoir de sortie du travail sans transformation profonde de nos sociétés, et c'est sur ces transformations sur lesquelles nous nous pencherons lors de la seconde partie de cet essai. C'est en proposant des horizons sans-travail que nous tenterons de répondre à notre question. Dans ce contexte, cette partie de l'essai étudiera les éléments constitutifs d'une société qui auraient dépassé le travail. Ainsi, nous nous concentrerons sur le concept du post-travail et chercherons à définir la société post-travail qui imagine une vision du monde où le travail comme nous le définissons a été dépassé.

## Chapitre 3 – La société post-travail

« *it is time to get a life* »

Manifeste du Post-Travail, Aranowitz et Cutler

« Il est difficile de faire prendre conscience que le travail comme l'économie sont des *inventions* de la modernité. S'il y a eu apparition de ces pratiques, il peut y avoir disparition » (Latouche, 2021, p.140). C'est ici que nous tenterons de situer cette deuxième partie de notre essai. L'analyse du travail présentée dans le chapitre précédent cherchait à comprendre pourquoi nous devrions en finir avec le travail. Nous avons montré le caractère insoutenable du travail et de la société du travail, aliénant pour l'humain et destructeur pour l'écologie. Plus précisément, nous avons tenté de montrer qu'il n'y aurait pas de sortie du travail sans sortie de la société du travail, c'est-à-dire sans transformation profonde de nos sociétés. Dans cette deuxième partie de notre essai, nous chercherons à présenter une description de sociétés transformées. En partant de cette analyse, nous nous demanderons finalement : **comment en finir avec le travail ?** Pour ce faire, nous ne proposerons pas une revue de littérature intégrale des travaux portant sur les voies de sortie du travail. Nous tenterons plutôt d'esquisser une description d'une société qui aurait dépassé le travail, une société post-travail.

Comme nous le verrons, la société post-travail s'inscrit dans un horizon utopique. Notre réflexion propose d'en finir avec le travail en se donnant d'abord un point vers lequel nous diriger, un *horizon*. La partie précédente a tenté de démontrer que la « direction » de la société moderne n'est pas choisie intentionnellement par l'humain. Ainsi, nous proposons d'en finir avec le travail en choisissant une autre « direction » possible, choisie avec *intentionnalité*. Donc, l'implication principale de ce chapitre se trouve dans le fait que, pour en finir avec le travail, nous devons avant tout choisir, avec intention, un nouvel horizon. Ce chapitre cherchera à décrire un horizon possible. Pour nous aider dans notre description, nous prendrons appui en grande partie sur les travaux qui s'inscrivent dans la perspective de la critique du travail proposée au chapitre précédent.

Dans un premier temps, nous examinerons les approches qui nous aideront à penser la société post-travail. Nous verrons que ce sont les courants de la décroissance et de la post-croissance qui nous apporteront des pistes de réflexion importantes pour penser le post-travail. Puis, il s'agira de définir les notions de post-travail et de société post-travail pour les distinguer de

leur contrepartie respective, travail et société du travail. Ensuite, nous chercherons à montrer que la société post-travail implique un imaginaire différent, que nous tenterons de décrire. Finalement, nous explorerons les moyens qui nous permettraient de « refaire société ». Cette partie consistera à comprendre comment l'organisation sociale pourrait être repensée, et comment l'activité laborieuse pourrait s'y insérer.

## I- Quelles perspectives pour penser la fin du travail ?

Tout d'abord, il nous importe de nous demander quels courants de pensée se sont attardés sur « la fin du travail ». Nous avons relevé plusieurs perspectives, à commencer par la fin du travail par l'automatisation. Puis, il existe également le courant de pensée de « l'anti-travail ». Nous verrons par la suite que ce sont les théories de la post-croissance (*post-growth*) et de la décroissance (*degrowth*) qui sont cohérentes avec la critique du travail proposée au chapitre précédent. Ces approches cherchent toutes deux à dépasser le modèle de société moderne basé sur la croissance infinie. Cela dit, comme nous le verrons, elles ne cherchent pas forcément à « en finir » avec le travail. La théorie décroissanciste, notamment, offre plusieurs sous-perspectives ayant une vision différente pour le travail. Ainsi, nous chercherons à mieux comprendre l'approche de la décroissance et de la post-croissance, pour distinguer leurs visions pour le travail.

### A. La fin du travail par la technique et l'anti-travail

La première perspective est catégorisée par les auteurs qui réfléchissent à une libération du travail par la technique, notamment par l'automatisation, qu'ils voient comme quelque chose d'inévitable. Elle fait le constat qu'une grande partie du travail disparaîtra dû aux avancées de la technique, notamment celle propulsée par l'automatisation. Ainsi, il préserve le cadre de l'économie moderne, en offrant une vision sur une nouvelle organisation de la société et des emplois restants. Nous retrouvons ce courant de pensée dans des ouvrages comme celui publié en 1995 par Jeremy Rifkin, *The End of Work (La Fin du Travail)*, ou *A World Without Work*, publié en 2020 par Daniel Susskind. Le texte de Rifkin voit la fin du travail comme une « nouvelle ère

de marchés mondiaux et de production automatisée » tout en se questionnant sur l'impact de l'automatisation sur la croissance économique (Rifkin, 1995). Cette vision entre en contradiction avec la critique avancée dans la partie précédente. En effet, cette perspective semble exacerber le caractère aliénant et anti-écologique de la société moderne. Elle ne remet pas en question les conséquences écologiques de ces « nouveaux marchés mondiaux » et de l'économie automatisée. De plus, elle ne tient pas compte du caractère aliénant de la mégamachine, qui ne peut que grandir dans un contexte de croissance de l'automatisation. Ainsi, cette perspective ne semble pas tenir compte de la critique faite au chapitre précédent, et nous semble fortement limitée pour nous aider à penser la fin du travail.

Nous pourrions caractériser le deuxième courant de pensée comme l'approche de « l'anti-travail ». En effet, cette approche critique qu'au sein du capitalisme, une grande quantité d'individus aient des emplois et une situation de vie non souhaitables. Ainsi, ce courant de pensée fait plusieurs critiques de l'économie moderne, notamment celle de l'exploitation des travailleurs. Nous pouvons retrouver cette idée dans des ouvrages comme *The Refusal of Work (Le refus du travail)*, écrit par Frayne en 2015. Également nous nous appuyons sur le texte *Abolish Work (Abolir le travail)* écrit par Nick Ford en 2016. Pour se libérer du travail, les auteurs suggèrent généralement l'avenue de la technique et de l'utilisation des machines. Ils souhaitent ainsi parvenir à un monde plus égalitaire, fondé essentiellement sur le loisir et le jeu. Les auteurs de cette partie pourraient aller jusqu'à proposer la fin de l'emploi, cela dit, ils ne font pas référence au phénomène de l'aliénation propre à l'économie moderne. De plus, ils ne cherchent pas à faire remarquer que le système de production moderne est dommageable d'un point de vue écologique. Cette approche ne rejoint pas notre critique du travail, puisque ce n'est pas par un changement de société profond que les auteurs proposent une solution. Il nous semble limitant pour proposer une description adéquate d'une société post-travail.

Les auteurs de ces deux courants seront donc très peu utilisés pour nous aider à décrire la société post-travail, puisqu'ils ne partent pas du même constat que le nôtre, celui de transformer profondément nos sociétés.

## B. La post-croissance

Une seconde approche est celle de la post-croissance. Cette approche propose une rupture avec la croissance infinie, qui est cohérente avec notre critique sociale et écologique du travail dans l'accumulation capitaliste. Toutefois, les textes de post-croissance sur lesquelles nous nous sommes penchés préservent un certain nombre d'éléments de bases de l'économie moderne, tels que le travail (l'emploi), le capital, ou l'entreprise, ainsi que des pratiques modernes comme le système de sécurité sociale, qu'elle tente plutôt de réorganiser. Nous distinguons cette approche de la décroissance (qui constituera notre dernière perspective). Cette distinction est résumée par Tim Jackson, économiste de la post-croissance : « [l]a principale différence que j'ai avec la communauté de la décroissance, du moins une partie de celle-ci, c'est que si je veux me débarrasser de l'économie fondée sur la croissance, je ne veux pas pour autant me débarrasser de la pensée économique »<sup>41</sup>. Ainsi, les auteurs post-croissanciste que nous citerons, comme Jackson, tentent de restructurer l'économie en préservant ses éléments de bases, tels que l'emploi ou l'accumulation monétaire. Notons que si les auteurs s'attardent sur « l'après-travail » c'est plutôt pour penser au travail dans une société « après-croissance ». Il n'est pas question pour les auteurs de dépasser les catégories de bases du capitalisme, comme le travail, le capital ou la marchandise. Ainsi, ils s'attardent plutôt au travail en post-croissance, et non sur le post-travail comme nous l'avons défini. Cela ne semble pas cohérent avec la nécessité de changements profonds que nous avons établi pour penser l'horizon post-travail. Donc cette catégorie ne s'insère pas dans une vision de dépasser le travail, mais elle nous permettra de mieux comprendre certains fondements d'une société sans croissance dont nous chercherons à nous inspirer pour réfléchir à la société post-travail. Nous retrouvons le concept de post-croissance chez des auteurs comme Jackson, avec son livre de 2009, *Prosperity Without Growth (Prosperité sans Croissance)*. Également, Seidl et Zahrt<sup>42</sup> sont deux autrices que nous associerons à littérature de la post-croissance. On retrouve leurs propositions sur le travail dans *Post-Growth Work (Le travail post-croissance)* publié en 2021.

---

<sup>41</sup> Cette citation est tirée d'une conversation de 2018 entre Tim Jackson, économiste de la post-croissance, et Giorgios Kallis, associé au mouvement de la décroissance. Récupéré de <https://timjackson.org.uk/jackson-kallis-interview/>

<sup>42</sup> Pouvant être associé au courant décroissanciste, nous citerons ces autrices pour leur ouvrage *Post-Growth Work*, qui, selon notre analyse et comme son titre l'indique, s'associe avant tout au mouvement de post-croissance.

### C. La décroissance

Finalement, c'est la perspective de la décroissance qui propose des pistes de réflexion vers la fin du travail. Pour plusieurs décroissancistes, il s'agit de remettre en question les bases de l'économie moderne, ce qui nous pousse à explorer cette approche plus en détail. Pour Serge Latouche la décroissance n'est pas un concept, mais plutôt un « slogan » (Jappe et Latouche, 2011). Un slogan qui vise avant tout à apporter une contestation radicale à l'imaginaire dominant. « [S]i on voulait être rigoureux, il faudrait plutôt parler 'd'a-croissance' » (Latouche, 2011). L'idée est en effet avant tout de rompre avec la « religion de la croissance ». Jason Hickel définit également l'objectif de la décroissance : « [p]our la décroissance, il ne s'agit pas de réduire le PIB. Il s'agit de réduire la production de matières et d'énergie de l'économie pour la ramener en équilibre avec le monde vivant, tout en répartissant plus équitablement les revenus et les ressources, en libérant les gens de travaux inutiles et en investissant dans les biens publics dont les gens ont besoin pour s'épanouir » (Hickel, 2020, p.184, traduit de l'anglais).

Centrale à la réflexion décroissanciste, nous retrouvons une réflexion sur le travail. En effet, comme peut en témoigner la citation ci-haut, la diminution de la production et la libération de « travaux inutiles » ont des implications fortes pour le travail. Au sein même de la décroissance, nous distinguons plusieurs perspectives. Un article de Saave et Muraca cherche à classer les « différentes perspectives sur le travail dans le discours sur la décroissance » (Saave et Muraca, 2019). Les autrices présentent quatre perspectives pertinentes pour notre propos<sup>43</sup>. Les trois premières approchent souhaitent, respectivement : remettre en question la division (internationale) du travail et la relocalisation de la production par une « économie de proximité » (Paech, 2016); la diminution du temps de travail et de la production pour des raisons écologiques (Kallis, 2013) et; une réforme institutionnelle du travail et de l'assistance sociale pour déconnecter le travail salarié et la croissance (Seidl et Zahrnt, 2021). Ces trois approches ont une vision similaire pour le travail et proposent, en résumé, de « travailler moins » et de « travailler autrement ». En effet, on retrouve ce diptyque chez presque tous les auteurs décroissancistes. Hickel, par exemple, explique qu'en réduisant la production, une partie du travail disparaîtra, on pourra alors travailler moins, et mieux distribuer le travail restant qui sera plus soutenable socialement et écologiquement

---

<sup>43</sup> Cinq approches sur le travail sont présentées dans l'article, mais une de ces approches ne semble pas « voir la décroissance (...) comme projet social » (Saave et Muraca, 2019, p. 15, traduit de l'anglais), et ne s'insère donc pas dans notre propos.

(Hickel, 2020). Nous pouvons aussi reconnaître que ce sont deux objectifs chez Kallis, qui soutient fermement la diminution du travail, en plus de promouvoir le partage de travaux plus « utiles » basé autour du *care* (Kallis, 2013). Enfin, on reconnaît ces deux propositions de manière très claire chez Parrique, qui propose de transformer le travail en travaillant moins et avec du « travail décent » qu'il définit comme socialement utile et écologiquement soutenable (Parrique, 2019). On remarquera que cette conception du travail ne semble pas chercher à *dépasser* la conception du travail.

En outre, la question de l'économie est fondamentale pour comprendre la place du travail en décroissance. Comme les deux premiers chapitres ont tenté de souligner, dépasser le travail implique de dépasser la société du travail et l'économie. Nous avons même suggéré que l'expression « économie » comme nous la connaissons est indissociable du capitalisme. C'est pourquoi il peut paraître contradictoire de parler « d'économie en post-croissance » ou de l'« économie de la décroissance ». À ce sujet, il est intéressant de se demander ce que les décroissants conçoivent comme étant une « économie » au sein de leur vision décroissante. Kallis écrit : « [u]tiliser le mot économie ici est trompeur, car l'imaginaire de la décroissance décentre l'économique et le réinscrit dans le social et le politique. [...] Pensez aux Grecs ou aux Égyptiens de l'Antiquité. Pour eux, l'économie n'était pas une sphère séparée. La production servait la politique, les cérémonies religieuses et l'art; elle ne dictait pas ce qui se passait dans toutes les sphères de la vie. De même, dans une société de décroissance, l'économie n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre une fin supérieure : la satisfaction de nos besoins biologiques et notre quête d'indépendance. » (Kallis, 2013, p.117-118).

Nous pourrions synthétiser en expliquant que les principales propositions décroissancistes sur le travail propose de travailler moins et mieux, au sein d'une « économie plus petite » (expression que l'on retrouvera chez plusieurs théoriciens de la décroissance comme Kallis et Hickel). Elles semblent vouloir placer l'économie dans un certain *cadre*, qu'il soit social, politique ou écologique. Ce cadre limitera nécessairement la place du travail dans la vie. Ainsi, ces travaux proposent une critique qui, sur presque tous les points, est cohérentes avec la nôtre, ainsi qu'une rupture avec la croissance. Leur vision est une « dé-économisation » (« un esprit économique plus petit dans un corps économique plus petit [et plus lent] ») (Parrique, 2019, p.263) de la société, ce qui est pertinent pour nous aider à comprendre comment nous pouvons réduire la place de

l'économie et du travail. Ces recherches nous permettront de mieux comprendre les fondements d'une société qui n'est pas basée sur le travail. Cela étant dit, ces perspectives ne semblent pas chercher à *dépasser* la notion même d'économie ni celle de travail. En effet, c'est lorsqu'il est question de transformer profondément nos sociétés en se défaisant de certaines bases, comme le travail, qu'elles atteignent une limite pour notre analyse. Autrement dit, elles sont limitantes lorsqu'il s'agit de penser la *fin* du travail.

Comme le montre la dernière perspective de Saave et Muraca, il existe une dernière approche décroissanciste qui propose une « métamorphose de la société qui nécessite une reconceptualisation du travail et de sa signification collective » (Saave et Muraca, 2021, traduit de l'anglais). En effet, une autre perspective plus « transformatrice » cherche à *dépasser* la notion du travail (Saave et Muraca, 2021), et inévitablement celle de l'économie au passage. Latouche, divise son livre sur le travail en trois chapitres, « travailler moins », « travailler autrement » et « **ne jamais travailler** » (Latouche, 2021). Latouche présente l'idée de ne jamais travailler en tandem avec « la sortie de la société travailliste ». Similairement, Parrique propose un triptyque : il s'agit pour lui de « réduire le travail », avec un « travail décent » vers le « **post-travail** » (Parrique, 2019). Finalement, Abraham propose également une vision cherchant à dépasser le travail. Pour combattre l'aliénation, la destruction écologique et les inégalités spécifiques à la société moderne, l'auteur propose de sortir de l'économie et du travail par **l'abolition de l'entreprise privée et du salariat** (Abraham, 2019). C'est au sein de ces trois propositions que se trouvent la vision de tout à fait dépasser le travail et la société du travail. Ainsi, c'est sur cette notion de « ne jamais travailler » et du « post-travail » que nous nous attarderons en détail, puisque c'est là que nous pensons trouver un réel effort de conceptualiser une notion qui dépasserait le travail. Ainsi, Parrique, Latouche et Abraham sont les trois auteurs que nous associerons au post-travail.

Les textes et auteurs de la décroissance seront pertinents afin de mieux comprendre les pistes d'un horizon post-travail, et certains auteurs ayant une vision particulièrement transformatrice pourront nous aider à réfléchir à de nouvelles bases pour une société qui aurait dépassé le travail. Comme mentionné, tous les auteurs défendent, d'abord et avant tout, une réduction de la part de l'emploi salarié.

## II- Qu'est-ce que le « post-travail » ?

Comme nous l'avons mentionné, c'est en proposant l'esquisse d'une description d'une société post-travail que nous tenterons de réfléchir à la fin du travail. C'est au sein de la littérature sur la décroissance que nous retrouvons cette idée de « post-travail ». Il s'agira désormais d'explorer en détail ce que signifie le post-travail, et la société post-travail.

Revenons d'abord sur la définition du travail que nous avons donné et qui est indissociable de la société du travail. Dans notre société du travail, le travail est salarié, il se confond avec l'emploi et constitue le principal moyen d'appartenir à la sphère commune tout en étant le principal moyen de vivre. Dans ce contexte, le post-travail doit exister *hors* d'une société du travail. Penchons-nous donc désormais sur ce que signifie le post-travail spécifiquement.

L'idée d'une organisation du travail dans un système post-croissance est un concept qui a été bien peu travaillé. Seidl et Zahrnt avancent même qu'avant l'écriture de leur livre *Post-Growth Work* en 2021, « aucune réflexion ou recherche sérieuse n'a été faite sur la façon dont l'emploi et le système de protection social devraient être restructurés si la production économique devait arrêter de croître » (Seidl et Zahrnt, 2021, p. 10, traduit de l'anglais). C'est sans parler de réflexions sur la structure des activités laborieuses dans une société où la notion du travail aurait été dépassée. Cette affirmation peut paraître inquiétante si nous prenons en compte les critiques environnementales de la première partie et l'importance de transitionner vers un système qui n'est pas régi avant tout par les exigences économiques.

Il est difficile de mettre le doigt sur la première apparition de l'expression *post-travail* dans la littérature. Nous pouvons reprendre le texte de Timothée Parrique, économiste de la décroissance, qui tente de définir le post-travail. L'auteur revient d'abord sur les théoriciens de l'anti-travail, avec le texte *L'abolition du Travail* publié en 1985 par Bob Black, et qui discute en premier de cette idée de dépasser le travail. Parrique présente ensuite « 'la destruction du travail' (Fusinato, 1994), 'le refus du travail' (Frayne, 2015), 'anti-travail' (Ford, 2016) et aussi 'post-travail' (Weeks, 2011) » (Parrique, 2019, p. 608, traduit de l'anglais). L'auteur décroissanciste propose sa définition de la vision post-travail en y ajoutant une nuance très importante nous permettant de clarifier le propos :

Évitons tout malentendu. Les théoriciens [...] ne prônent pas l'arrêt de toute forme de travail (contrairement à Foster, 2017) ni ne glorifient le chômage. Ils appellent plutôt à 'l'élimination du travail comme emploi, du travail comme marchandise' (Gorz, 2010 : 11). Le but du post-travail est de 'désacraliser les temples du travail' (D'Amato, 2016 : iii), "briser la culture du travail" (Wolfe, 2005) et 'l'autel du travail' (Fleming, 2017 : ch.4), d'abolir "l'obsession permanente de travailler" (Gorz, 1983 : ch.IV) et de pouvoir évaluer les activités humaines en dehors du domaine de la rationalité économique. [...] Ainsi, le post-travail va dans le même sens de ce que j'ai appelé la dé-économisation. [...] Pour Black (1992), le post-travail est un mode d'organisation post-économique. [...] Réintégrer l'économie dans la société signifie se concentrer sur les besoins concrets et des processus de production agréables et conviviaux, sans tenir compte de l'aspect monétaire (d'où le post économique).

(Parrique, 2019, p.609)

Serge Latouche propose une conception similaire avec l'abolition du travail centré sur « la disparition de sa spécificité servile par la sortie du monde de l'économie » (Latouche, 2021, p.63). Pour lui, « penser la disparition du travail, c'est penser avant tout la *démarchandisation* de l'activité humaine », et « *[d]émarchandiser* le travail, c'est [...] nécessairement sortir de l'économie et de l'imaginaire de la modernité » (Latouche, 2021, p.79-80, en italique dans le texte). L'auteur renvoie à la définition de « marchandise » proposée par l'historien de l'économie Karl Polanyi : « les marchandises sont ici empiriquement définies comme des objets produits pour la vente sur le marché » (Polanyi, 1983, p.107). Le travail serait, pour Polanyi, une marchandise tout à fait fictive, puisqu'elle n'est pas « produite » comme le serait un objet. Néanmoins, c'est « à l'aide de cette fiction que s'organisent dans la réalité les marchés du travail de la terre et de la monnaie ». Pour Polanyi « l'économie de marché est un système économique commandé, régulé et orienté par les seuls marchés ». Ainsi, on devrait comprendre la démarchandisation du travail comme la fin d'une régulation de l'activité « travail » par les seuls marchés. « Le marché total impose le paradigme du travail-marchandise à toute la société, y compris dans des sphères dans lesquelles il semblait impensable de l'introduire, comme la recherche scientifique, la culture, la santé ou l'éducation. » (Latouche, 2021, p.147). C'est pourquoi, pour Latouche, la démarchandisation du travail implique la sortie de ce marché total, la sortie de la *société* du travail.

Sorti du marché, le travail peut être démarchandisé. Latouche donne une piste de définition de ce qu'il appelle « l'activité laborieuse » démarchandisée, en expliquant que plutôt que d'être guidé par le marché, les « repères » de cette activité serait plutôt « donné par la tâche » qu'il y a à faire, et « rythmés » par toutes les autres activités de la vie (Latouche, 2021, p.141). Donc, **c'est**

**avec cette notion de l'activité laborieuse démarchandisée que nous pouvons imaginer l'activité qui remplacerait le travail. C'est l'activité laborieuse post-travail.**

Finalement, penchons-nous sur la société qui organise cette activité laborieuse démarchandisée. Réfléchissons d'abord à l'horizon de la société post-travail. Parrique reprend l'analyse de Weeks et présente le post-travail comme « la perspective utopique (...), l'horizon long-terme, (...) la liberté dans le travail et la liberté vis-à-vis du travail » (Parrique, 2019, p : 609, traduit de l'anglais). Notons aussi que Weeks précise qu'elle parle bien d'un « horizon », en opposition à un point spécifique, puisqu'il « est préférable de garder l'espace d'un avenir différent ouvert » (Weeks, 2011, p. 30, traduit de l'anglais). En effet, nous pensons qu'il serait contraire à l'objectif que nous nous donnons de proposer un point spécifique qui se voudrait parfait. Plutôt, la notion de post-travail englobe l'idée de replacer l'activité laborieuse dans un contexte de besoins<sup>44</sup>, plutôt que de création de valeurs.

« Ce changement est révolutionnaire. La réponse attendue à la question 'que faites-vous ?' passe du singulier au pluriel; pas 'pourquoi êtes-vous payé ?', mais 'comment utilisez-vous votre temps ?' » (Parrique, 2019, p.620, traduit de l'anglais). C'est finalement en réfléchissant à la transformation du lien social que nous pouvons définir la société post-travail. En effet, en nous appuyant sur Durkheim, nous avons fait remarquer que la division du travail avait un impact sur le type de solidarité principal d'une société. En étudiant son caractère machinique, nous avons montré que la société du travail se distinguait par la prépondérance absolue de la solidarité organique. La société post-travail, si elle est post-économique comme nous l'avons mentionnée, implique une division du « travail » beaucoup moins influente. De plus, si elle est distincte de la société du travail, cela implique que le travail n'est plus au fondement du lien social. En nous fiant à l'analyse de Durkheim, cela implique une diminution de l'importance de la solidarité organique et cela suppose donc une transition vers une société où la solidarité mécanique occupe une place beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. Les individus sont alors liés par des liens qui ne sont

---

<sup>44</sup> Cette notion de « besoins » est discutable si elle est vue dans un contexte de société de consommation, ou au sein d'une idéologie voulant que l'humain soit une créature qui désire et qui aurait donc une infinité de besoins. Notions que nous avons tenté de démentir lors de notre première partie. Ici, nous nous référons bien entendu à une notion de besoins qui tiendrait compte de ses critiques. Pour simplifier, on pourrait reprendre la distinction de Louis Marion qui ne cherche pas à distinguer des « faux » ou des « vrais » besoins, mais plutôt des besoins bons ou mauvais pour l'environnement (Marion, 2015). La notion de post-travail se cadre dans un contexte de société post-croissance, elle se cadre donc aussi dans un contexte où les besoins humains sont réfléchis de manière plus consciencieuse, afin de respecter les limites écologiques de la planète en plus d'être déconnectés de la loi de la valeur.

pas purement fonctionnels : leurs affinités ou leurs liens familiaux, par exemple. Si Parrique écrit que la réponse à « que faites-vous » ne concerne plus uniquement l'activité laborieuse, c'est bien pour montrer la place réduite qu'occupe l'activité laborieuse dans le rapport social. Ainsi, la **société post-travail se caractérise par l'horizon long-terme où le travail marchandise n'existe plus et où les liens sociaux fonctionnels (la « solidarité organique ») ne sont plus prépondérants vis-à-vis des liens de solidarité mécanique.**

C'est une vision de l'activité laborieuse où la production n'est pas faite pour répondre à des exigences économiques. Cette société organise sa production afin de produire de manière intentionnelle, plutôt qu'en prenant part à un travail aliéné dans une organisation économique aliénante. C'est dans ce contexte qu'elle répond à la critique que nous avons faite en première partie sur le travail moderne qui répond pour sa part à des besoins économiques. Ainsi, il s'agit de réinsérer l'activité laborieuse au sein de la vie (se défaire de la domination du travail), tout comme il s'agit de « réincorporer » l'organisation de l'activité laborieuse au sein du social et ainsi sortir de la société du travail (se défaire de la domination de l'économie).

### III- L'imaginaire post-travail

Afin de construire notre description de la société post-travail, nous devons nous attarder sur la transformation de l'imaginaire social. Comme les chapitres précédents ont cherché à démontrer, la société moderne s'accompagne d'une conception spécifique du travail et de la société. Nous tenterons ici de montrer comment ces conceptions pourraient être amenées à évoluer dans une société qui aurait mis fin au travail. Il s'agira d'abord de comprendre comment la conception du travail pourrait être amenée à évoluer. Puis nous nous pencherons sur la conception du progrès et du développement que cela implique.

#### A. Le post-travail : « Un changement dans la perception du travail dans l'imaginaire social »

C'est au sein de l'ouvrage de Timothée Parrique sur *L'économie politique de la décroissance* (Parrique, 2019) que nous avons pu récupérer la réflexion la plus approfondie sur le

post-travail. Cette réflexion s'inscrit dans le courant plus « radical » de la décroissance dont nous avons fait mention. Nous nous concentrerons ici sur cette réflexion, en la complétant de propos d'auteurs pertinents. La critique du travail présentée en première partie était double : humaine et écologique. Nous tenterons donc encore une fois d'imaginer ici le post-travail sous le prisme de cette dualité. Comme l'écrit Parrique : le « travail a des conséquences sociales et écologiques, ces deux éléments n'étant jamais complètement séparés » (Parrique, 2019, p.596, traduit de l'anglais).

La citation placée en titre de section est tirée du texte de Timothée Parrique, et doit servir d'introduction au post-travail. En effet, si la quête de réduire la place du travail et ne préserver que du travail décent cherche à promouvoir une place différente pour le travail dans la société, le post-travail a cette caractéristique distincte d'être aussi une transformation dans l'imaginaire collectif, une transition culturelle vers une perception du travail comme un moyen plutôt qu'une fin. Il est plus facile de s'imaginer à quoi pourraient ressembler un travail soutenable et une semaine de quatre jours, par exemple. Le post-travail sort de notre imaginaire actuel puisqu'il ne se place pas dans la société actuelle. C'est une perception transformée de la vie, qui n'a plus perçu comme ayant un travail en son centre comme c'est le cas dans la société du travail. Ainsi, cette notion nous invite à repenser, réimaginer une vie décentrée du travail. Le plan de cette partie reprend les cinq objectifs du post-travail de Parrique (Parrique, 2019), mais nous nous appuyons également sur d'autres auteurs comme Gorz, Jappe, ou Marx, pour soutenir ou disputer la réflexion de Parrique. Cela nous servira à mieux comprendre comment en finir avec le travail.

## 1. L'éthique de travail

Comme nous l'avons mentionné en introduction, le travail prend présentement une place phénoménale dans nos vies et dans nos esprits. Il donne un objectif, un sens à la vie. « Dans l'idéologie du travaillisme, le but existentiel se trouve dans le travail. » (Ellul, 1980, dans L'économie politique de la décroissance, Parrique, 2019, traduit de l'anglais). L'auteur explique qu'au travers de la société du travail s'est développé et solidifié une *éthique de travail*. Elle implique que le travail est une bonne chose en soi et que l'humain travaille puisqu'il est moralement bon de le faire. C'est aussi cette idée que nous avons vue comme quoi le travail serait L'essence de l'humain. Elle implique quelque chose de fondamental pour le travail : il est dissocié de toute activité concrète, il est alors toujours bon de travailler. En effet, l'éthique s'applique bien

au concept vaste du travail, plutôt qu'à une activité concrète : « Quel que soit le travail, même inutile, même mal payé, dégradant, peut-être même exploiteur et destructeur, il est toujours louable d'être assidu, travailleur et diligent. » (Parrique, 2019, p : 611). En parallèle, un rapport particulier au loisir s'est développé. Le loisir, c'est avant tout du « non-travail », et, représentant les valeurs inverses de celles mises de l'avant par l'éthique de travail, s'est vu associé d'une connotation péjorative. L'éthique du travail présenté par Parrique admet que n'importe quel travail est mieux qu'aucun travail. Ce concept est parfaitement démontré par David Graeber dans *Bullshit Jobs*, où il écrit que 37% des travailleurs britanniques étudiés considèrent que leur travail ne contribue pas de manière significative à la société (Graeber, 2018). La fin de l'éthique de travail cherche à arrêter d'imposer n'importe quel travail à l'humain, et à la pression qu'il peut avoir sur la nature.

Le premier objectif du post-travail est donc de faire disparaître cette éthique de travail voulant que tout travail soit bon en soi. En post-travail, l'activité productrice n'est pas vue comme positive en soi, et le loisir ou l'oisiveté ne sont pas vus comme négatifs en soi. L'activité productrice est positive lorsqu'elle est utile pour répondre à des besoins (comme nous le verrons plus bas). L'oisiveté et le loisir ne sont alors pas perçus comme des « pauses » du travail, mais plutôt comme des objectifs en soi (Parrique, 2019).

## 2. Le travail « concret »

Comme expliqué en première partie, c'est le travail abstrait (le travail qui sert à créer une valeur *d'échange*, « travail PIB, le travail qui a des conséquences monétaires directes » (Parrique, 2019, p. 613, traduit de l'anglais) qui permet de créer de la valeur. Il a donc plus d'importance que le travail concret qui l'accompagne (le travail réel, physique). Comme toute notre première partie cherchait à démontrer, c'est la création de valeur qui est priorisée, avant de réfléchir aux effets sociaux, environnementaux, *concrets* du travail. C'est la domination de la valeur d'échange (la valeur monétaire), sur la valeur concrète (la réponse à des besoins). On pourrait repenser à la relation inverse entre le salaire et l'utilité sociale des emplois, comme le salaire des travailleurs essentiels lors de la pandémie COVID-19, et celui des lobbyistes de l'industrie du tabac.

Cet objectif va dans la même direction que le point précédent : le travail n'est pas bon en soi, il est bon s'il est utile. Ainsi, ce qui serait actuellement considéré comme externalité négative

à la création de valeur d'échange (l'émission de CO<sub>2</sub>, par exemple) serait comptabilisé directement dans l'utilité d'un travail puisqu'elle ferait diminuer l'utilité même de l'activité. Cela répond aussi à la critique du travail abstrait et aliéné de Marx et reformulé par Jappe dans sa critique de la valeur. Dans cette analyse, le travail est devenu abstrait lorsqu'il est devenu marchandise (Jappe, 2017). L'objectif ici est donc de démarchandiser le travail, pour qu'il réponde aux besoins plutôt qu'à l'économie. Dans ce contexte, le travail est moins aliénant puisqu'il répond à des besoins concrets (Marx, 1968) et est plus écologique puisqu'un travail non soutenable ne sera pas entrepris.

Cet objectif doit aussi être vu comme une façon de détruire ce qu'André Gorz appelait le « travailleur-consommateur » (Gorz, 2004, tiré de *L'Économie politique de la décroissance*, Parrique, 2019). En effet, le consommateur doit lui aussi apprendre à ne pas avoir infiniment plus de besoins. Le cycle actuel est un cycle de croissance où l'humain doit perpétuellement travailler pour être payé (et utiliser l'entreprise pour inventer des besoins et produire la marchandise qui y répond) puis consommer. Le cycle dans une organisation sociale où on questionne l'utilité d'un travail est différent. Gorz appelle à une « norme du suffisant » (Gorz, 1992), pour désigner le fait que les consommateurs ont une limite à leurs besoins. Le « travail concret » répond donc lui aussi à cette limite pour ne produire que ce qui est socialement considéré comme suffisant.

### 3. Une conception qualitative du temps

Parrique argumente ici que le post-travail devrait « libérer le temps d'une logique économique d'optimisation » (Parrique, 2019, p. 616). Nous avons critiqué en première partie ce que l'économisation avait fait à notre conception du temps, caractérisé notamment par une accélération. L'objectif de la décroissance, et du post-travail, pourrait être résumé par l'image d'appuyer tranquillement sur la pédale de frein<sup>45</sup>. On ralentit. Plus précisément, l'objectif est de se libérer du temps abstrait. Nous pensons au temps de manière économique, comme une quantité limitée qui doit être optimisée, au travail comme dans le reste de la vie. Le temps perçu uniquement comme *quantité* « invite une forme perverse d'utilitarisme qui mène au syndrome du coût d'opportunité qui génère de l'anxiété » (Parrique, 2019, p. 617). Autrement dit, nous comparons différentes activités en termes du temps qu'elle prenne et de la quantité de bien-être qu'elles

---

<sup>45</sup> On s'excusera de devoir utiliser une image de voiture pour résumer la décroissance !

peuvent apporter. C'est un sentiment de mal-être et de stress qui est bien connu lorsque nous pensons à la fin de la journée : « Je n'ai rien fait aujourd'hui ! ». L'objectif d'une conception qualitative du temps nous inviterait à répondre : « Pourtant, tu étais bien réveillé... ». Cette logique est en place puisque le travail, qui lui-même est parfaitement gouverné selon cette logique, prend une place centrale et oblige l'individu à gouverner le reste de sa vie selon les mêmes lois. C'est pourquoi un appel à une conception qualitative du temps est pertinent.

Le travail doit donc se transformer de « 'occupé, contrôlant, agressif, pressé, analytique, stressé, superficiel, impatient, actif, quantité sur qualité' à 'calme, attentif, réceptif, tranquille, intuitif, non pressé, patient, réfléchi, qualité sur quantité' » (Honoré, 2004, p. 14, dans l'Économie politique de la décroissance, Parrique, 2019). C'est d'ailleurs en relation avec « l'économie lente » de Jackson que nous explorerons plus bas. Dans ce contexte, le travail est aussi mesuré en fonction de l'accomplissement d'une tâche, plutôt que seulement en fonction du temps que cela prenne pour la faire.

Parrique souligne un point important pour le reste de notre recherche : « il est un peu paradoxal de demander « quelle est la longueur d'une semaine de travail dans une société de décroissance ? ». En post-travail, la réponse serait simplement : *assez*. Assez pour fournir à soi-même et à ceux pour qui on tient, parfois un peu plus, parfois un peu moins » (Parrique, 2019, p : 617). Cette conception qualitative du temps a donc pour objectif de dé-économiser notre conception du temps. Cet objectif cherche donc à délaisser ce sentiment d'aliénation pouvant provenir de cette conception tout à fait économique du temps, comme si chaque once de temps était identique. Pourtant nous le savons très bien, nous le vivons tous les jours, le temps peut passer très vite, tout comme extrêmement lentement. C'est une différence que le post-travail veut justement apprécier.

#### 4. Le droit à l'oisiveté

Un rôle central doit être donné à une des valeurs de la société moderne : l'affairement. Ce désir de toujours faire quelque chose, cette agitation, ce besoin de productivité. « Je pense qu'il n'y a rien, pas même le crime, qui soit plus opposé à la poésie, à la philosophie, voire à la vie elle-même, que ce travail incessant » (Thoreau, 2017). Parrique ajoute : « c'est l'affairement

(« *busyness* ») qui conduit actuellement à l'exploitation socioécologique" (Parrique, 2019, p. 618, traduit de l'anglais). Cette citation est très importante pour comprendre cette partie, mais elle est aussi centrale à l'analyse de Parrique pour comprendre le portrait général du post-travail. En effet, l'affairement se voit insérer dans toutes les sphères de la société, dans le travail, le loisir, mais aussi plus largement dans la conception du temps comme nous l'avons vu au-dessus, et ce désir d'être constamment actif a forcément un lien direct sur la pression sur l'humain et sur le milieu naturel. Au sein de notre société qui met la production et la consommation au centre du lien social, nous devons comprendre que l'affairement est généralement mis au service de l'un ou l'autre. Hickel note que « certains critiques pensent que si vous donnez plus de temps libre aux gens, ils le consacreront à des activités de loisirs gourmandes en énergie, comme prendre de longs vols pour les vacances. Or, les faits montrent exactement le contraire. Ce sont ceux qui ont moins de temps libre qui ont tendance à consommer de manière plus intensive : ils ont recours aux voyages à grande vitesse, aux livraisons de repas, aux achats impulsifs, à la thérapie par la consommation, etc. » (Hickel, 2020, p. 198, traduit de l'anglais.). L'affairement entraîne l'affairement, et au sein de notre société, cela signifie généralement de s'affairer à des activités nuisibles à l'environnement. Ainsi, préserver l'affairement comme valeur sociétale est au cœur des problèmes écologiques.

C'est pourquoi l'auteur propose le droit à l'oisiveté comme objectif du post-travail. Du point de vue du travail, cet appel suggère que l'activité productrice n'a pas prédominance sur l'activité qui ne produit pas. Il va sans dire que cet appel ne cherche pas à critiquer l'affairement en soi. C'est bien l'affairement au sein d'une société de croissance ultra-productive qui est à critiquer. S'affairer au sport, à l'art, au *care*, ou même à un travail qui transforme la nature ne sera critiqué par personne si c'est fait dans un respect de l'humain et de la nature. L'objectif du droit à l'oisiveté cherche plutôt à promouvoir l'importance du repos, de la paresse, du loisir, pour créer un équilibre qui n'existe pas aujourd'hui au sein de notre culture de la productivité.

Ce changement semble tout à fait révolutionnaire puisque plus l'activité non productive prend de place (d'un point de vue de temps, mais aussi d'un point de vue culturel plus large) moins l'activité productive est importante. Ce changement est donc la porte de sortie d'une société où le travail est la réponse à « qu'est-ce que tu fais dans la vie? ». « La réponse alors, devient pluriel puisque l'activité n'est qu'une partie du tout que constitue la vie ». Le temps éveillé peut alors être

utilisé pour le loisir, pour le jeu, l'art, la contemplation. Dans ce contexte, le jeu, qui est moins mauvais pour la planète (étant donné la diminution du travail, moins de jeux complexes et polluants sont produits) et très bénéfique pour l'humain, prend beaucoup plus de place. Cela constitue un bénéfice d'un point de vue humain et écologique.

Le droit à l'oisiveté est une bonne représentation de la vision d'une société post-travail : le cycle vicieux de la pression individuelle à s'affairer, qui se traduit par le travail puis la production disparaît. La pédale de frein est poussée collectivement et l'activité lente, l'activité non productive reprend vie.

## 5. Une éthique post-professionnelle

Le dernier point de Parrique sur le post-travail touche le culte de la professionnalisation. La critique de la professionnalisation part de l'idée que, très tôt, tout individu doit trouver un métier correspondant à sa vocation et suivre une carrière toute sa vie jusqu'à la retraite. Le culte de la carrière implique de choisir *une* profession *payée* qui existera grâce au marché. Nous insistons, l'activité choisie doit être payée, puisque c'est ce qui financera la capacité d'exister de celui ou celle qui la pratiquera. Les études pour devenir professionnel sont longues et souvent coûteuses, il est donc difficile de changer de carrière régulièrement. « Choisir une profession s'apparente à faire un serment en entrant dans la religion du travail et de l'économie » (Parrique, 2019, p. 621, traduit de l'anglais). C'est le marché du travail qui décide des emplois qui existeront et de l'activité qui y correspondra.

L'auteur cite Ivan Illich pour rappeler le principal problème de l'hyperspécialisation : l'incapacité à la plupart des autres tâches. Parrique propose de réfléchir à la « société de déspecialisation général » de Jérôme Baschet. L'intérêt serait de pouvoir compléter plusieurs tâches tout à fait distinctes l'une de l'autre simultanément. Avoir la place dans sa semaine, et avoir les compétences, pour entretenir un potager ou un jardin communautaire, par exemple. Plutôt que de ne vivre une carrière sur quarante-ans à raison de quarante-heure plus ou moins similaire par semaine. La société de « déspecialisation » cherche à promouvoir l'idée de faire différentes choses de sa vie. Cette conception cherche à se défaire de l'idée que l'on se définit par notre métier, c'est « ce que l'on fait ». Évidemment, « certaines personnes passeront plus de temps sur certains

sujets, ce qui les rendra plus aptes et informés que d'autres » (Parrique, 2019, p.622, traduit de l'anglais). La division du travail serait plus faible dans une société post-travail, plutôt que d'être de plus en plus grande comme c'est le cas actuellement. C'est lié à la déconstruction de la « méga-machine » dont nous avons parlé plus tôt. L'éthique post-professionnelle veut déconstruire l'idée que chaque individu est né pour réaliser une seule activité, et au contraire étendre les connaissances pour permettre à tous de réaliser de multiples activités, faisant alors gagner l'individu en autonomie. « [C]e temps disponible, selon lui, peut, au gré et selon la situation de chacun, servir aussi bien à faire ou à refaire des études, à changer de métier, à expérimenter d'autres styles de vie ou à mener une *deuxième* vie extraprofessionnelle (Gorz, 1991, dans Latouche, 2021, p.129). Cela permet notamment la création d'une organisation post-travail, plus respectueuse de l'environnement puisqu'une bonne partie de la production peut être faite localement, puisqu'une partie de la production peut être faite pour soit.

De plus, selon Parrique, étant donné que chacun est spécialisé dans un domaine particulier, nul n'a le choix que de passer par l'économie pour résoudre un problème qui n'est pas lié à sa propre spécialisation. Ainsi, pour Parrique « La professionnalisation va de pair avec la marchandisation et le consumérisme » (Parrique, 2019, p. 621, traduit de l'anglais). Cela serait pourtant contestable selon d'autres textes. On pourrait citer Kallis, par exemple, qui écrit qu'il est important de respecter « le fait que chaque individu est spécial et non échangeable avec un autre. Les gens ont des compétences, des désirs et des talents différents. Un Messi doit exceller dans le football et un Picasso dans la peinture. » (Kallis, 2013, p.118, traduit de l'anglais.). Soulignons que cette différence est représentative des visions différentes de Parrique et Kallis, ce dernier n'ayant pas une vision post-travail, selon notre définition. Cela étant dit, deux valeurs fondamentales de la décroissance (et du post-travail) sont l'autonomie et la liberté, ainsi, il devrait nous pouvons penser qu'une société post-travail devrait avoir assez de partage de connaissance pour que tout un chacun puisse être plus autonome qu'aujourd'hui pour répondre à ses propres besoins (connaître des bases de construction, de *care*, ou d'agriculture, par exemple), mais aussi assez de liberté pour qu'un Paul McCartney soit un Paul McCartney. La réflexion de Parrique ne nous permet cependant pas de nous aventurer plus loin sur le terrain de la spécialisation.

Nous retiendrons que l'éthique post-professionnelle cherche à défaire le culte de la carrière que nous connaissons actuellement. En faisant la promotion d'un partage de connaissance, et de la

possibilité de centrer sa vie autour de plusieurs activités (productrices ou non), cet objectif cherche à promouvoir la liberté et l'autonomie de l'individu, ce qui favorise notamment des méthodes de production locales.

Les cinq objectifs du post-travail cherchent à faire valoir une conception différente du travail et de la vie. Ils cherchent à démontrer que le travail comme nous l'avons conçu aujourd'hui est une certaine façon de concevoir la production, et qu'il en existe d'autres. Toutefois, même si Parrique mentionne que cette nouvelle conception du travail mènerait à « un mode d'organisation de la production semblable à celui des communs » (Parrique, 2019, p. 623, traduit de l'anglais), on ne retrouve pas un portrait clair de l'organisation de la production en post-travail. De plus, il est difficile de positionner le texte sur la question de l'existence de l'emploi. La définition du post-travail de Parrique semble éliminer l'emploi, mais son appel au « travail décent »<sup>46</sup> ne semble pas remettre l'emploi en question, il est donc difficile de concilier les deux.

## B. Le « développement » dans une société post-travail

Nous avons vu que la société du travail impliquait l'idéologie du progrès perpétuel. En effet, la société moderne pourrait être caractérisée par sa volonté de développement. Cela passe par une promotion de l'innovation et un désir d'accroître la productivité dans toutes les sphères possibles. Nous voulons désormais examiner comment cet « imaginaire du développement » pourrait évoluer dans une société post-travail.

### 1. Le progrès technique et le développement post-travail

Chaque année, une partie de la planète suit avec attention et impatience la sortie de chaque nouveau téléphone. Depuis plusieurs années, on pourrait associer ces sorties à une sorte de reprise de *Groundhog Day*, avec chaque année la révélation éclatante et extraordinaire d'un nouveau téléphone qui peut se vanter, exactement comme l'année précédente, d'avoir une meilleure batterie, un meilleur appareil photo ou de pouvoir se plier en deux. Cette vision purement cynique

---

<sup>46</sup> Parrique, 2019, p.594

pourrait être assez facilement discréditée, il est tout à fait vrai qu’au bout d’un certain temps, une innovation réellement « grandiose » se produira, un téléphone invisible, peut-être. C’est bien ce qui a été le cas depuis quelques siècles, et il est raisonnable de prétendre que le capitalisme et l’innovation peuvent venir en pair. Notre sujet est le travail, et la technique a bel et bien transformé le travail. Plus largement, le travail a été mis au service du développement, pour que la société du travail soit une société de progrès. Il nous semble important de s’y attarder pour mieux comprendre l’imaginaire du développement dans l’organisation sociale post-travail.

Serge Latouche résume la distinction que nous avons faite entre différentes approches qui réfléchissent à la fin du travail : « il y a deux façons de penser l’abolition du travail : 1. Sa mythique disparition avec le progrès technique. 2. La disparition de sa spécificité servile par la sortie du monde de l’économie » (Latouche, 2021, p. 63). Nous pourrions retrouver cette première proposition dans les deux premières approches dont nous avons parlé. Celle-ci est caractérisée notamment chez Rifkin ou Susskind, ou même par l’appel à une « société ludique » de Bob Black. Le sociologue Joffre Dumazedier a aussi publié un ouvrage sur la « société du loisir », qui se base fortement sur la technique. Toutefois, nous devons associer cette dépendance à la technique à la critique de la mégamachine que nous avons faite lors du premier chapitre. C’est l’idée que le sociologue Jacques Ellul présentait au sein de son livre sur *La technique, ou l’enjeu du siècle*. L’argument principal repose sur l’idée que « le phénomène technique (comme) la préoccupation de l’immense majorité des hommes de notre temps de rechercher en toutes choses la méthode absolument la plus efficace »<sup>47</sup>. Ainsi, voir la technique comme une solution de société sur laquelle s’appuyer pour transformer le travail semble entrer en contradiction directe avec le principe du post-travail voulant une conception qualitative du temps. La technique tend à rationaliser la société. Ellul cherchait aussi à démontrer que la technique avait l’effet de déplacer les limites, plutôt que de les annuler. Un excellent exemple serait celui du réseau routier, avec son développement qui tend à promouvoir l’utilisation de la voiture et ainsi de déplacer de quelques années le besoin de construire plus de routes. Le débat de 2022 sur la construction d’un troisième lien entre Québec et Lévis en est une merveilleuse démonstration, avec la communauté d’urbanistes qui suggèrent qu’à long terme, la construction du lien ne ferait qu’augmenter la flotte de voitures québécoises. On pourra finalement répéter que le fantastique progrès technique des

---

<sup>47</sup> Récupéré de [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Technique\\_ou\\_l%27Enjeu\\_du\\_si%C3%A8c](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Technique_ou_l%27Enjeu_du_si%C3%A8c)

derniers siècles ne nous a pas libérés du travail, bien au contraire. Il a plutôt permis de produire plus de marchandises. Pour finir, nous devons ajouter qu'il existe un lien évident et énorme entre la technique et l'impact environnemental, comme le réseau routier, les avions haute vitesse ou la course à l'espace pourraient en témoigner. Lorsque l'on cherche à utiliser la technique pour aller toujours plus vite et toujours plus loin, c'est aux dépens de notre milieu naturel. Ces technologies sont extrêmement consommatrices en énergies (Bihouix, 2015).

C'est ici que nous devons soulever une importante précision dans notre quête de mieux comprendre la société post-travail. La vision post-travail ne cherche en aucun cas à *échapper* à l'activité laborieuse. L'idée n'est pas de se retrouver dans un monde où l'humain peut passer sa vie, ses journées, à se reposer, au risque de se retrouver dans un monde comme dépeint dans le film *Wall-E*. C'est d'ailleurs précisément sur cette question que se penche le philosophe Aurélien Berlan, en distinguant la liberté issue de la *délivrance*, plutôt que la liberté qu'il associe à l'*autonomie* (Berlan, 2016). C'est là en effet que se joue un des fondements de la réflexion post-travail, puisque, comme le premier chapitre s'est efforcé de démontrer, l'aliénation propre à la société moderne dominée par l'économie prive l'humain de liberté. Ainsi, il semble évident qu'une grande partie de la vision post-travail se fait dans un objectif de reconquête d'une liberté perdue. À ce sujet, Berlan distingue deux conceptions de la liberté. La première se caractérise par un objectif de « délivrance ». Cette vision, qu'il emprunte à la religion, chercherait à dépasser les « maux liés à la condition humaine sur terre », à « se délivrer de la pénibilité du travail, abolir la souffrance physique, repousser la mort » (Berlan, 2016). C'est cette croyance, qui, pour l'auteur, est « au cœur de la croyance au Progrès [...] : ce qu'on attend du Progrès, c'est qu'il nous délivre du labeur, de la douleur, et même des difficultés de la vie collective ». C'est ce type de liberté qu'il associe à la vision socialiste comme à l'idéologie moderne : « la délivrance par l'abondance ». Le second type de liberté se retrouve derrière « l'idéal d'autonomie ». Celui-ci se caractérise plutôt par « la capacité à se prendre en charge, individuellement et collectivement, au lieu de s'en remettre à des organisations extérieures qui, inévitablement, finissent par prendre en main la gestion de nos vies. C'est l'autonomie comme capacité de pourvoir à ses besoins, ce qui suppose un minimum d'indépendance matérielle, de maîtrise directe sur ses conditions de vie et de travail » (Berlan, 2016). Le philosophe propose de « revivifier l'imaginaire de l'autonomie [...], de ne plus se laisser leurrer par les promesses de délivrance ». C'est là que devrait se placer la vision post-travail en matière de liberté, afin de se défaire de la domination de l'économie technicisée. Il n'est

pas question de se baser sur la technique pour se libérer du travail puisque ce serait continuer de faire ce que nous faisons déjà, c'est-à-dire travailler pour la technique, plutôt qu'elle ne travaille pour nous.

Ainsi, c'est en se basant sur ces principes que la vision post-travail telle que définie peut se baser. L'objectif du post-travail est de se libérer du travail qui répond aux exigences du capital, c'est-à-dire aujourd'hui de l'entièreté du travail, mais pas de toute l'activité laborieuse qui lui est sous-jacente. *Il y aura activité laborieuse tant qu'il y aura humain.* Comme l'écrit Latouche, l'objectif est de déconnecter l'activité laborieuse de ses impératifs économiques (Latouche, 2021). L'objectif est de se libérer de la domination de la technique et de la domination de l'économie.

Cela étant éclairci, il faut tout de même apporter un point de nuance, en réalisant qu'une partie de la technique peut être bénéfique pour l'humain. Pour accompagner l'activité laborieuse, c'est généralement le concept des « outils conviviaux » d'Ivan Illich (Illich, 1973) qui est mis de l'avant au sein de la littérature décroissanciste. Cette technique est moins complexe. Paech, par exemple, cite ces technologies « intermédiaires » et « conviviales » d'Illich, afin de soutenir les processus de production. Ces outils conviviaux peuvent être tout à fait maîtrisés par l'humain, plutôt qu'à l'inverse, l'humain travaille pour l'outil. « Les outils favorisent la convivialité dans la mesure où ils peuvent être utilisés facilement, aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. L'usage que chacun en fait n'empiète pas sur la liberté d'autrui d'en faire autant. Personne n'a besoin d'avoir un diplôme pour avoir le droit de s'en servir; on peut le prendre ou non. Entre l'homme et le monde, il est conducteur de sens, traducteur d'intentionnalité ». (Illich, 1973, p. 35, traduit de l'anglais). On pourrait donner l'exemple de différents outils ou techniques développés par l'humain. On aurait d'un côté, par exemple, le téléphone ou la bicyclette, qu'Illich verrait comme convivial. De l'autre, on aurait l'automobile qui transforme les villes et impose des conditions de vie à tout le monde. Ou, le prêt à intérêt, qui oblige également l'humain à travailler pour l'outil plutôt que l'inverse.

On y associera le mouvement des *low-techs*, qui sont des technologies moins consommatrices de ressources, plus faciles d'accès et qui facilitent la possibilité d'un recyclage efficace et d'une économie circulaire. Elles se distinguent des *high-techs* que nous avons évoqués (Bihouix, 2015), et permettraient de se défaire de cette domination de la technique (Abraham, 2019), tout en préservant un niveau de technique qui nous permettrait de nous aider au sein de

cette l'activité productrice. Cependant, la littérature décroissanciste ne s'accorde pas entièrement sur le niveau de technique qu'il serait pertinent de préserver. Latouche met cette différence en évidence en expliquant que même Jacques Ellul proposait une certaine utilisation d'ordinateurs puissants dans un objectif d'organiser la production (Latouche, 2021). On peut le voir aussi chez Gorz, qui proposait d'organiser un niveau de production « macro-social », qui permettrait de produire des nécessités de bases, mais qui implique un niveau de technique que Gorz lui-même qualifie « d'hétéronome », c'est-à-dire tout à fait aliénant (Gorz, 1983). La vision proposée par Abraham qui se base, entre autres, sur l'autoproduction, ne rejoindrait pas cette vision. Cette organisation implique un niveau de technique plus faible.

La réflexion sur le progrès technique et le développement est connexe à la réflexion sur la société post-travail et nous devons conclure qu'une société post-travail ne peut pas se libérer du travail en le transférant aux machines. Le niveau de technique à préserver reste un enjeu à éclaircir, nous pourrions conclure que ce sera quelque chose à « décider ensemble » (Abraham, 2019), en autant que l'idée voulant que « tout progrès technique soit bon » disparaisse. De plus, Latouche énonçait que la société moderne était finalement dans un état « d'insatisfaction généralisée » (Latouche, 2011), ce qui pousse le développement perpétuel. L'auteur propose plutôt de transformer l'imaginaire moderne du développement en visant plutôt l'utopie d'une « société d'abondance frugale ». Cette société est caractérisée principalement par la possibilité, pour tous, d'utiliser outils et techniques afin de créer ce qui est *utile*, plutôt que ce qui peut avoir quelconque valeur à l'échange (Latouche, 2021).

## 2. Une philosophie des tâches ingrates

Le post-travail est caractérisé par une liberté dans le choix des différentes activités qui peuvent être entreprises par tous. Mais qu'en est-il des activités que les gens ne veulent *pas* faire ? La partie précédente cherchait à montrer que, dans une société post-travail, les machines ne seraient pas mises de l'avant pour libérer l'humain de la technique. Ce point est abordé dans la littérature, sous la notion de partage. En effet, les auteurs décrivent la société du post-travail comme un endroit démocratique et égalitaire, deux piliers de la décroissance (Abraham, 2019). Une société post-travail chercherait à partager ces tâches qui doivent être faites, mais qui peuvent

nous sembler pénibles. Cela étant dit, repenser le travail nécessite aussi une réflexion de fond sur la nature et notre perception de ces tâches dites « ingrates ».

Tout d'abord, on pourrait revenir sur la réflexion de Parrique. Il reprend la typologie de Graeber, pour se demander qui devrait s'occuper des « shits jobs », qui sont des emplois « impliquant un travail qui doit être fait et qui apporte un bénéfice clair à la société » (Graeber, 2018, dans Parrique, 2019, p. 596-597). Parrique mentionne trois moyens de redistribuer ces emplois. Le premier moyen est l'automatisation. Il souligne cependant que ça ne ferait que déplacer le problème, qu'il y aurait toujours des emplois « relativement » moins désirables. Nous pourrions également revenir sur la réflexion faite précédemment sur la technique : si l'automatisation peut peut-être aider à la réalisation de ces tâches, elle ne devrait pas constituer la solution dominante dans laquelle on jetterait tous nos espoirs. Le deuxième moyen est le marché, qui est le moyen actuel et qui est fortement critiqué par le discours décroissanciste et par le discours du post-travail. Parrique suggère donc d'allouer ces emplois de manière démocratique. « Par exemple, les tâches que personne n'aime pourraient être faites à tour de rôle, de la même manière qu'une communauté partageant un immeuble organiserait le vidage des ordures. » (Parrique, 2019, p. 598, traduit de l'anglais). La conclusion de Parrique est plutôt nuancée et très pertinente. Il propose un mix de ces stratégies, en automatisant ce qui est « techniquement automatisable et écologiquement durable », « attribuer politiquement ce qui est culturellement acceptable et faisable en pratique ».

Cependant, la vision de Parrique suggère que ces tâches ingrates ne trouveraient jamais de volontaires, comme si personne ne voudrait jamais s'attarder à certaines tâches pénibles. C'est une réflexion qui devrait être nuancée, par les propos d'Ambre Fourrier, notamment. Sa vision chercherait plutôt à « réhabiliter certaines tâches dites 'ingrates' » (Fourrier, 2021). Selon l'autrice, il faut plutôt cesser d'associer sans arrêt ces tâches à la pénibilité, pour plutôt réaliser que ces précisément dans ces tâches que l'on retrouve une formidable représentation de la condition humaine. Elles sont trop souvent considérées comme des « activités nécessaires » et associées à une situation d'aliénation. « Ces activités du quotidien, qui visent l'entretien 'nécessaire' de notre monde, n'ont à notre avis rien de dégradant en elles-mêmes : retirer par moment la poussière qui s'accumule sur nos objets est un acte qui nous rappelle la finitude de notre monde, vouloir à tout prix fuir ou déléguer ce type de tâches s'avère donc, à notre avis, symptomatique d'une société qui

valorise l'illimité et, ce faisant, invisibilise et dévalorise les personnes en contact direct avec la dégradation, voire la finitude. » (Fourrier, 2021). Cette vision rejoint la nôtre, pour réitérer que le post-travail ne cherche en rien à se libérer de toutes les tâches, même celles qui peuvent paraître plus pénibles. Une vision post-travail chercherait plutôt à honorer la tâche du concierge vis-à-vis de celle du banquier, pour ne donner qu'un exemple qui serait d'ailleurs anachronique dans une société post-travail. Il s'agit à nouveau de réaliser que les honneurs sont aujourd'hui parfaitement corrélés avec la valeur économique d'une tâche, une association qui devrait disparaître post-croissance. « Non seulement dans notre monde ce sont les plus 'fragilisés' qui portent ces 'charges', mais on omet bien consciemment de leur remettre les 'honneurs' ».

Ainsi, pour compléter le propos des décroissancistes sur le partage des tâches, il faut ajouter la réalisation, plus philosophique que certaines tâches, même celles qui peuvent paraître pénibles ou dégradantes, « ne sont pas dénuées de sens et d'humanité » (Fourrier, 2021). Elles sont fondamentales à la condition humaine et nous devrions chercher à les valoriser, dans nos imaginaires comme dans notre organisation sociale. Il s'agit, en fin de compte, de réaliser qu'il y a une part de vérité dans l'idée que le travail est humain. Seulement, et c'est là où la glorification du travail a pris un virage nuisible, ce n'est assurément pas ce travail économique que nous devrions qualifier de fondamental et ce n'est pas lui qui nous rend humains, bien au contraire.

#### IV- Refaire société<sup>48</sup>

Dans la dernière partie, nous avons essayé de mieux comprendre l'imaginaire s'associant au post-travail. Pour terminer notre description d'une société post-travail, nous nous intéresserons ici plus précisément à l'organisation sociale post-travail. Il s'agira d'abord de montrer qu'une organisation sociale intentionnelle doit pouvoir se départir de certaines activités si elle considère qu'il est préférable de s'en départir. Nous présenterons le concept d'exnovation. Puis, nous pourrions examiner comment l'activité laborieuse peut évoluer dans une société post-travail. Enfin, il sera question de mieux comprendre la place de « l'économie » et de « l'industrie » afin d'analyser en quoi l'organisation collective doit se transformer pour permettre le post-travail. Nous

---

<sup>48</sup> Expression tirée de *Remaking Society* publié en 1989 par Murray Bookchin.

devons noter que presque aucun texte cité dans cette partie ne s'attarde à la question de l'organisation collective dans une société post-travail. Toutefois, ils traitent de ces questions dans une société post-croissance, ce qui peut permettre de nous éclaircir sur les pistes à suivre pour penser à l'organisation de la société post-travail.

## A. L'organisation sociale post-travail

### 1. Exnovation

La notion de post-travail telle que nous l'avons défini est fortement associée à l'idée d'une réduction de la production. Ainsi, pour refaire société, il faut d'abord pouvoir rompre avec certaines choses et certaines pratiques. Nous retrouvons l'idée d'exnovation est associée aux deux mouvements. La notion de post-travail a pour vision de ne garder que de l'activité laborieuse *choisie intentionnellement*, ce qui implique de garder uniquement ce que nous considérons comme utile. L'exnovation est définie comme « les processus de déstabilisation, déclin et abandon des industries, technologies et pratiques à forte intensité carbone et/ou soulevant d'autres problèmes systémiques de durabilité (environnementaux, socioéconomiques, urbanistiques, etc.) » (Gosete, 2020). Philosophiquement, l'idée d'exnovation est appropriée pour notre propos, puisque l'innovation dans la société moderne est vue comme une bonne chose en soi au sein de notre société moderne. L'innovation, que l'on associe au « progrès » est toujours bon. L'exnovation permet de voir le progrès technique comme quelque chose qui peut être abandonné, si nous décidons socialement qu'il n'est pas favorable. C'est pourquoi nous avons suggéré que des pratiques et des industries devaient disparaître lors de notre première partie. Seidl et Zahrnt, que l'on associe ici à l'approche de post-croissance suggèrent aussi que certains types d'emplois doivent cesser pour que le l'économie soit soutenable. D'autres types d'emplois doivent être transformés, et de nouveaux champs doivent être créés. Pour que cela soit possible, l'exnovation est nécessaire. (Seidl et Zahrnt, 2021). L'argument est d'ailleurs repris par Parrique pour soutenir que la croissance verte est fort probablement impossible, puisque, actuellement, il n'y a pas d'exnovation à visée écologique afin de ne pas nuire à l'emploi et à la croissance (Parrique, 2019). Nous pouvons en déduire que la société post-travail aurait abandonné plusieurs industries, notamment celles qui ne sont pas écologiquement soutenables (comme les industries fossiles) ou qui ne sont pas socialement utiles (comme le télémarketing, pour Graeber). La littérature

décroissanciste pointe du doigt certaines industries, qui sont généralement pointées du doigt par les environnementalistes, comme des industries qui devraient disparaître.

Pour Hickel : « [n]ous pouvons [...] réduire les parties de l'économie qui sont conçues purement pour maximiser les profits plutôt que de répondre aux besoins humains, comme l'obsolescence programmée, où les produits sont conçus pour tomber en panne après un court laps de temps, ou les stratégies publicitaires destinées à manipuler nos émotions et nous faire sentir que ce que nous avons est inadéquat » (Hickel, 2020, p. 34). L'obsolescence programmée est en effet une représentation parfaite de ce qu'Hickel qualifie de « rareté artificielle » du capitalisme. Ce système doit constamment créer des besoins et créer un sentiment de rareté chez les consommateurs pour que ceux-ci reviennent vers le marché. Au sein d'une économie post-croissance, les produits ont une durée de vie plus longue, puisqu'il n'existe aucun incitatif à écourter consciemment la durée de vie d'un produit.

Pour poursuivre, Hickel se concentre sur « les industries écologiquement destructives ». « L'industrie des combustibles fossiles est l'exemple le plus évident, mais nous pouvons étendre cette logique à d'autres. Prenez l'industrie bovine, par exemple. Près de 60% des terres agricoles mondiales sont utilisées pour la viande bovine [...]. Pourtant, loin d'être essentiel au régime alimentaire humain, le bœuf ne représente que 2 % des calories consommées par l'homme. » (Hickel, 2020, p. 194). L'auteur poursuit : « Nous pourrions réduire l'industrie de l'armement et l'industrie des jets privés. Nous pourrions réduire la production de plastiques à usage unique, de tasses à café jetables, de VUS et de maisons gigantesques ». Nous le répétons : la disparition de ces industries est extrêmement lente aujourd'hui, puisqu'elle est associée à une perte d'emploi et de PIB, ce qui est catastrophique d'un point de vue de l'économie nationale et des objectifs actuels.

Nous avons mentionné les industries nuisibles d'un point de vue écologique, mais il est aussi intéressant de réfléchir aux industries qui sont nuisibles d'un point de vue plus social. Cette question est beaucoup plus relative, mais permet d'accompagner l'exnovation environnementale avec une exnovation des industries qui peuvent être perverses d'un point de vue social, humain. Sur cette question, il nous apparaît pertinent de discuter de David Graeber<sup>49</sup>, qui ne fait partie

---

<sup>49</sup> Notons que David Graeber ne fait partie d'aucune des perspectives que nous avons présentées en première partie. En effet, l'auteur ne propose pas de société sortie du travail. Toutefois, sa réflexion sur l'exnovation nous semble intéressante puisqu'elle part d'une critique de l'économie moderne qui est semblable à la nôtre.

d'aucune perspective présentée en première partie, mais qui semble faire le plus long chemin en ce qui a trait à l'exnovation. L'auteur mentionne par exemple les *bullshit sectors*, ou les industries « à la con ». Il cite alors des industries telles que le télémarketing, le droit des affaires ou le lobbyisme. Au niveau d'emploi plus spécifique, nous pourrions donner l'exemple d'une pratique qui, selon Graeber, devrait disparaître, celle des « *taskmasters* ». Cette pratique est associée aux cadres intermédiaires des grandes multinationales qui ont comme seule tâche de distribuer d'autres tâches à leurs subordonnés. Cette critique fait partie d'une critique plus large des multinationales et des grandes entreprises que l'on retrouve au sein de la littérature décroissanciste. Les grandes entreprises emploient une énorme quantité de personnes et n'ont d'autres choix que de créer au passage un grand nombre d'emplois que Graeber qualifierait d'emploi *à la con*, soit parce qu'ils ne servent littéralement à rien, soit parce qu'ils placent l'employé dans une situation où leurs tâches sont très répétitives, ou uniquement administratives. Ces emplois sont alors généralement réservés aux individus ayant moins de qualifications, aux minorités ou aux femmes. Nous n'insisterons pas sur le fait qu'il est alors très dur de sortir de cette situation pour refaire des études et franchir le « plafond de verre ». Les grandes entreprises privées sont fortement critiquées par la théorie décroissanciste pour l'aliénation qu'elles perpétuent, ainsi que pour leurs dommages écologiques (Abraham, 2019).

Nous pourrions retenir que dans une société où l'activité laborieuse et la production est pensée de manière intentionnelle dans un objectif de répondre à des besoins socialement déterminés, une partie des industries modernes destructrices de l'environnement, ou qui ont été créées uniquement dans un objectif d'accumulation de capital seront amenées à disparaître.

## 2. « L'économie » post-croissance

Pour poursuivre, « refaire société » implique d'organiser notre production. Si l'économie constitue la variable expliquant le mieux l'organisation sociale moderne, il est pertinent de se demander ce qui advient de celle-ci dans une organisation sociale post-travail. Nous avons mentionné cette notion d'« économie plus petite » qui est importante dans la littérature que nous étudions. Cette vision ne rejoint pas tout à fait l'horizon long-terme et utopique du post-travail. Elle vient avant tout répondre au besoin de « passer à une économie post-capitaliste, qui se concentre sur le bien-être humain et la stabilité écologique plutôt que la croissance perpétuelle »

(Hickel, 2020, p.252, traduit de l'anglais). Les idées présentées dans cette partie ne font pas partie de la perspective « radicale » dont nous avons fait mention. En effet, certaines bases de l'économie moderne, comme l'emploi et la technique, sont encore prépondérantes dans plusieurs textes de post-croissance et de décroissance. Les ouvrages présentés ici se concentrent essentiellement sur le portrait d'une économie post-croissance. Néanmoins, cette réflexion est au cœur de la littérature sur la post-croissance et la décroissance et est fondamentale pour comprendre la vision plus long-terme caractéristique du post-travail. Les principes de l'organisation de la production présentés ici sont d'ailleurs tout à fait pertinents pour notre réflexion sur le post-travail.

Le premier principe pertinent pour notre recherche est présenté au sein de l'entièreté de la littérature sur la post-croissance et la décroissance, notamment chez Paech dans son ouvrage *Liberation from Excess*. Dans l'objectif de contrer la logique de croissance intrinsèquement liée au processus de production international, l'auteur présente l'économie de proximité, qui a pour objectif de « réduire ou simplifier des chaînes de production complexes » (Paech, 2018, p. 105, traduit de l'anglais). C'est une « économie à petite échelle » qui est présentée. Dans cette économie, l'industrie a été décomplexifiée, et la production et la consommation sont plus proches l'une de l'autre, comparées à l'économie actuelle où la production est divisée internationalement. Cette économie plus petite laisse plus de place à toutes les activités non économiques, ce qui permet à Paech de schématiser l'organisation de la production avec vingt heures par semaine passée à travailler au sein de l'économie « monétaire », et vingt heures au sein de l'économie « dé-commercialisée ». Ces vingt heures passées au sein de l'économie impliquent des situations d'emplois, tout comme l'industrie qu'elle pourvoit implique un certain niveau de technique. Les heures dé-commercialisées correspondent au temps passé pour la subsistance, comme dans des jardins communautaires ou des ateliers de réparation, en plus du temps de « suffisance », pour un style de vie qui tend vers la simplicité volontaire. L'auteur propose aussi le développement de monnaies régionales complémentaires à la monnaie nationale. Giorgios Kallis donne un exemple de ces économies plus locales, avec les « mouvements 'kilomètre zéro nourriture' ou 'zéro déchet' qui vont dans ce sens : des aliments produits et consommés dans le même voisinage; minimisation des déchets en réduisant la consommation et en réutilisant et recyclant des biens. » (Kallis, 2013, p. 119, traduit de l'anglais).

Certaines études ont tenté de s'attarder sur la production de biens spécifiques dans une société post-croissance. C'est le cas de l'étude de Philippe Gauthier qui s'intéresse aux

composantes, aux sources d'énergie, aux matériaux et à l'organisation de la production nécessaires à la fabrication de vélos au sein d'un monde post-croissance<sup>50</sup>. Cette étude conclue qu'une partie de la construction du vélo pourrait se faire dans une zone géographique beaucoup plus petite qu'aujourd'hui (un « système court ») et au sein d'une économie qui n'a pas besoin d'être mondiale. « [C]ertaines activités, toutefois, comme la fabrication et l'extrusion de l'acier, ne se prêtent pas aussi bien à la production à petite échelle. » (Gauthier, 2020). En ce qui a trait aux sources d'énergie, Gauthier note qu'il « n'est pas clair si le monde post-croissance aura encore recours à des réseaux électriques centralisés ou s'il reposera sur des sources renouvelables organisées en réseaux locaux ». Cette étude démontre le besoin de l'industrie et de la technique en post-croissance, que les auteurs de la littérature sur la décroissance et la post-croissance désirent réduire. On comprendra ainsi que, pour ces auteurs, il n'est pas question d'abolir l'industrie, mais qu'il est tout à fait possible de transitionner vers des réseaux plus courts pour certaines productions.

Pour poursuivre, deux ouvrages de Tim Jackson, auteur post-croissance, nous permettent aussi de mieux comprendre cette économie plus petite. D'abord, Jackson présente la notion du « secteur lent » dans son ouvrage *Life after capitalism*. Ce secteur est l'opposé du « secteur rapide » qui se base sur une croissance soutenue du progrès technique pour augmenter sa productivité. Le secteur lent n'a pas beaucoup de croissance de productivité. C'est un secteur « dépendant des compétences humaines ». « Il s'agit davantage du service que nous nous rendons les uns aux autres que de biens matériels » (Jackson, 2021, p. 160, traduit de l'anglais). Avec un peu plus de précision, Jackson ajoute que le secteur lent regroupe le travail des soins, de l'artisanat et de la créativité. L'auteur fait allusion à un autre terme dans *Prosperity Without Growth* : « cinderella economy », *l'économie cendrillon*. C'est la partie de l'économie qui est marginalisée, qui n'est pas valorisée. Les secteurs de la santé, de l'approvisionnement en nourriture et des services de base comme les assistants en magasins ou les services de nettoyage (Jackson, 2021). Comme nous l'avons fait plus haut, il note que ce sont ces services qui ont été les plus utiles lors de la pandémie de COVID-19, les « travailleurs essentiels »<sup>51</sup>. Jackson veut promouvoir ces activités laborieuses essentielles dans une économie post-capitaliste. Ce secteur, lent, est « maigre en carbone et riche en emploi ». La conclusion de l'auteur pour une économie post-capitaliste est

---

<sup>50</sup> Gauthier, 2020. Récupéré de <https://polemos-decroissance.org/enjeux-materiels-de-la-fabrication-de-velos-dans-un-monde-post-croissance/>

<sup>51</sup> <https://ici.radio-canada.ca/reportage-photo/848/travailleurs-employes-coronavirus-pandemie-risque>

donc « de construire une économie locale basée sur les soins, l'artisanat et la culture » (Jackson, 2009, p. 223, traduit de l'anglais).

Enfin, Ford, que l'on associe à la deuxième approche dite de l'anti-travail. Il parle de « divers systèmes économiques » plutôt que d'une seule et même économie qui fonctionnerait de concert (Ford, 2016). L'idée de Ford est de s'imaginer que le portrait économique post-croissance ne serait pas composé d'une seule économie comme c'est le cas actuellement, mais bien de plus petit et divers systèmes économiques, tous différents les uns des autres, fonctionnant de manières différentes et ayant des productions différentes. Cela pourrait inclure une économie de quartier basé sur des monnaies locales tout comme une production de vélo qui s'échangerait contre une autre production de nourriture. L'objectif n'est pas un « retour au troc », loin de là. L'objectif est plutôt de quitter la conception que l'accumulation du plus de dollars possible nous permettra toujours une vie meilleure. L'objectif serait donc plutôt de placer le dollar au côté de l'échange, au côté de monnaies locales, par exemple.

Pour conclure, on remarquera qu'avec des formulations comme « riche en emplois », ou « vingt heures passées au sein de l'économie monétaire », on ne se place pas dans une société post-travail, selon la définition de l'horizon utopique que nous avons donné. Nous l'avons mentionné, la sortie du travail implique une transformation des fondements de nos sociétés et les auteurs de cette section ne semblent pas remettre en question toutes ses bases. Notons aussi qu'au sein de cette organisation, il est envisageable que la solidarité organique soit encore prépondérante, puisqu'une certaine division du travail est implicite au modèle proposé par la majorité des auteurs de la post-croissance et de la décroissance. Ainsi, même s'ils prônent une transformation du travail, les auteurs présentés dans cette partie ne s'émancipent pas tout à fait de la société du travail. Toutefois, l'économie vue par Paech ou même Jackson pourrait tout de même initier une transition où le travail n'est plus le rapport social fondamental, sans dépasser tout à fait le travail et ses effets délétères. On pourrait dire que c'est cette économie qui nous permettrait de « travailler moins » et de ne garder que du « travail décent », sans se placer dans cette vision de « ne jamais travailler ».

## B. L'activité laborieuse post-travail

« Refaire société » implique également de promouvoir une activité laborieuse différente, qui se caractérise par son autonomie. Nous pouvons d'abord revenir à la vision du travail en post-croissance proposée par les autrices Seidl et Zahrnt. Celle-ci critique le fait que le terme « travail » soit généralement compris comme une forme d'emploi formel payé. Pour les autrices, cette vision du travail ne prend pas en compte toutes les activités utiles qui ne sont pas réalisées dans le cadre d'un emploi. Est mise de l'avant la critique féministe sur les activités réalisées (généralement par les femmes) à la maison et en famille, mais qui ne sont pas perçues comme du « travail », comme le travail ménager ou l'éducation des enfants (Seidl et Zahrnt, 2021). Les autrices décident donc d'utiliser le terme de *meaningful activities* pour caractériser les activités « productives » dans une société post-croissance.

L'expression « *meaningful activities* » a pour objectif de regrouper trois idées au sein du même concept. D'abord, elle regroupe des activités payées et non payées. Ces activités non payées regroupent des activités en lien avec la reproduction de la vie comme les soins d'un enfant ou des activités de subsistance, des activités répondant à des besoins immatériels comme l'art ou la culture, ou des activités pour lesquels nuls ne veut ou ne peut être payés comme des activités volontaires (Seidl et Zahrnt, 2021). Ensuite, l'expression veut se référer à des activités simultanées, c'est-à-dire au fait que des activités utiles se déroulent les unes après les autres sous différentes combinaisons. Nous pouvons comprendre que cette conception des choses a pour but de rompre avec l'idée actuelle que le travail formel qui se fait de 9h à 17h est la seule activité utile qui se déroule dans la journée. De plus, elle tente de briser avec la coupure présente entre le travail et le reste de la vie, pour que les *meaningful activities* s'inscrivent de manière plus fluide dans le reste de l'existence. Enfin, les *meaningful activities* correspondent à des activités qui ont un sens pour la personne qui les exécute, en plus d'avoir un sens pour la société. L'individu utilise ses habilités, ses compétences et répond à ses intérêts. À travers ces activités, l'individu peut percevoir son utilité pour la société et établir un lien entre la vie de tous les jours et son travail (Seidl et Zahrnt, 2021).

On pourrait donner un exemple plus concret de cette vision avec l'apport de Haug au sein de l'ouvrage de Seidl et Zahrnt. Haug réfléchit à une vision féministe du travail. Cette vision

présente quatre formes d'activités « interreliés et d'importance égale (en termes de temps) : l'emploi formel, le travail reproductif, le développement personnel et le loisir, la participation politique » (Gerold dans *Post-Growth Work*, 2021). Ce schéma s'insère dans le mouvement écoféministe plus large défendu notamment par Silvia Federici, et qui demande, entre autres, une revalorisation du travail reproductif. On pourrait également citer d'autres réflexions citées dans l'ouvrage de Seidl et Zahrt. La notion de « mixed work » (HBS, 2000; Littig, 2018, dans *Post-Growth Work*, 2021) cherche par exemple à regrouper l'emploi formel avec les soins, le travail autodéterminé et le travail communautaire. **On comprendra ainsi qu'une vision de l'activité laborieuse en post-travail revalorise les activités qui sont actuellement dévalorisées dû à leur faible apport économique d'un point de vue capitaliste.** Les *meaningful activities* présentées dans l'ouvrage semble représenter un idéal pour les autrices. Cet idéal semble se rapprocher fortement de l'utopie du post-travail. Cependant, l'horizon présenté par les autrices en conclusion est bien de « diminuer le rôle de l'emploi formel et d'accélérer l'extension des *meaningful activities* » (Seidl et Zahrt, 2021, p. 201, traduit de l'anglais, en romain dans le texte), tandis que le post-travail chercherait plutôt à « éliminer » l'emploi formel (Parrique, 2019). Il devient alors difficile de placer la vision des autrices au sein d'un horizon post-travail, ce qui n'enlève rien à la pertinence de leur définition pour notre recherche.

Le terme « meaningful » est aussi employé par Foster, auteur post-croissance, dans son article sur le sens du travail dans une société soutenable. Il souligne que « toutes tentatives de dépeindre un futur post-capitaliste qui reposent sur l'expansion du temps libre et la prospérité générale, et qui ne font pas mention du *meaningful work* (...) sont vouées à l'échec ». (Foster, 2017, p.12, traduit de l'anglais). Dans le contexte de cette recherche, la vision de Foster peut nous être utile pour réitérer que toute activité productrice n'est pas forcément mauvaise. Celui-ci critique les idéologies anti-travail qui ne trouvent aucune valeur dans celui-ci. Il indique alors l'importance de l'activité créative pour l'humain et la société. Parrique explicite lui aussi que la pensée anti-travail ne cherche pas à faire cesser tout labeur, mais bien plus à désacraliser le travail (Parrique, 2019). Le texte de Foster ne permet pas de faire un contraste plus précis entre la vision des auteurs, nous soulignerons donc simplement la pertinence de l'idée que certains labeurs (notamment le travail créatif) sont tout à fait bénéfiques pour l'humain<sup>52</sup>. Nous avons explicité en

---

<sup>52</sup> Foster souligne notamment l'importance de l'art en citant l'œuvre de William Morris, *Nouvelles de nulle part* (1890). Dans cette utopie, Morris dépeint un monde où « l'art et la science était les deux domaines « inépuisables »

première partie les raisons pour lesquelles le travail moderne n'avait pas de sens, **l'activité laborieuse post-travail chercherait justement à retrouver le sens perdu du travail.**

De manière similaire à Seidl et Zahrnt, Parrique utilise le terme de « decent work », défini comme du « travail qui est bénéfique pour le travailleur et pour la société dans son ensemble » (Parrique, 2019, p. 594, traduit de l'anglais). L'auteur ajoute que ce travail doit promouvoir l'autonomie, la suffisance, et le *care* (les soins effectués directement auprès d'autres personnes). Cette définition est presque identique au troisième élément de la définition de Seidl et Zahrnt. Une autre facette importante du travail selon l'auteur, qui va dans la continuité de penseurs comme André Gorz, est l'autonomie. En effet, un travail décent est un travail autonome (Parrique, 2019), c'est-à-dire que les tâches faites sont choisies par le travailleur. Le principe général derrière cette idée est que chaque employé devrait devenir leur propre employeur. Dans le contexte d'une activité autonome, chaque individu peut prendre part à l'organisation de « son horaire, la division des tâches, les outils à utiliser, la qualité et la quantité des produits, les standards environnementaux, la distribution des revenus » (Parrique, 2019, p.603, traduit de l'anglais). **C'est aussi d'une activité plus autonome qu'il est question lorsque nous devons nous imaginer une activité laborieuse post-travail.**

Nous pouvons donc percevoir l'activité laborieuse en post-travail comme des *meaningful activities*. Cela dit, cette définition ne fait pas tout à fait disparaître le travail-marchandise : l'emploi. Comme mentionné lors de notre définition, c'est bien ce type de travail qu'il est question de dépasser. Comme nous l'avons vu, Latouche, Parrique et Abraham sont trois auteurs ayant une vision radicale pour le travail, qui se calque dans notre définition post-travail. Chez Abraham, cela passe par l'abolition de l'entreprise privée et du salariat, ce que l'on peut associer à une fin de l'emploi salarié (Abraham, 2019). L'activité laborieuse, pour l'auteur, est plutôt une activité d'autoproduction autogérée. C'est bien l'individu qui produit lui-même (ou en collectif) ce dont il a besoin ou ce qu'il désire. Ainsi, c'est avec la notion d'autoproduction que nous pouvons imaginer un travail tout à fait démarchandisé. Latouche prône lui aussi la fin totale du salariat.

Toutefois, la littérature décroissanciste, sur ce point, touche une limite. La question de l'emploi nous paraît incomplète et floue. Latouche écrit que « l'abolition du travail ne signifie pas

---

de créativité humaine où tout le monde pouvait participer activement dans un contexte de labeur humain organisé » (Foster, 2017, p.13, traduit de l'anglais).

la fin de toute activité finalisée, même rémunérée » (Latouche, 2021, p.63). Plus loin, nous pouvons lire : « l’abolition du salariat et la *démarchandisation* du travail offriraient à tous la possibilité d’exercer une activité autonome rémunératrice assurant une vie décente » (Latouche, 2021, p.139). On comprendra sa volonté d’abolir le travail salarié et de démarchandiser le travail. Cependant, Latouche ne met pas en évidence comment l’activité autonome pourrait être rémunératrice, et au sein de quel contexte une rémunération pourra continuer d’exister. Si l’emploi cesse réellement chez Latouche, le contexte de la rémunération et de la place qu’occupe l’argent en post-travail semble absent. De manière encore plus claire, il nous apparaît contradictoire que la politique publique suggérée par Parrique pour atteindre le post-travail soit une « garantie d’emploi » (Parrique, 2019, p.630). Ce constat est d’autant plus vrai chez les autres auteurs de la décroissance, puisque Hickel comme Kallis préservent une certaine notion de l’emploi. Il nous semble que la question de l’emploi reste un nuage flou, un élément confus, au sein de la littérature sur la post-croissance et la décroissance, même chez les auteurs qui semblent présenter une vision plus radicale avec le post-travail. Cela pose une limite à notre description d’une société post-travail, qui se base sur cette littérature. Cela implique également que ces auteurs, sur la question de l’activité laborieuse post-travail, ne s’émancipe pas tout à fait du travail que nous avons défini en chapitre un.

Tout de même, une nouvelle vision de l’activité laborieuse se développe. Celle-ci tente d’élargir la notion du travail moderne et de se distancer totalement de l’emploi salarié, afin de promouvoir des activités respectueuses de la planète, bénéfiques pour l’humain, en plus d’avoir et de donner du sens. Elle tente aussi de revaloriser des activités qui ont été laissées de côté depuis plusieurs siècles par l’économie capitaliste, le travail reproductif des femmes, mais aussi le *care* au sens plus large, le travail communautaire et la participation politique. Finalement, l’autonomie est aussi centrale à l’activité laborieuse, pour faire contraste à l’imposition d’une vie passée au travail comme c’est le cas au sein des sociétés modernes. L’activité laborieuse post-travail cherche à s’inscrire au sein d’une vie autogérée, à l’inverse d’une vie gérée par la raison économique.

### C. Les communs comme organismes post-travail

« Comme l'a dit l'écologiste Herman Daly, à partir d'un certain point, la croissance commence à devenir "non économique" : elle commence à créer plus de "malheur" que de richesse », avec « le stress et la dépression dus au surmenage et au manque de sommeil, la mauvaise santé due à la pollution, au diabète et à l'obésité, et ainsi de suite. » (Hickel, 2020, p.160, traduit de l'anglais). C'est dans ce contexte que Latouche parlait d'a-croissance. L'idée est de réaliser que « plus » n'est pas toujours « mieux », et qu'il est temps de trouver une nouvelle façon de nous organiser socialement. Les *communs* incarnent l'organisation qui pourrait offrir une réponse à ce problème, et qui pourrait être une organisation post-travail. C'est cette pratique qui est mise de l'avant dans l'article de Saave et Muraca comme étant une réflexion « radicale » sur la question du travail au sein de la littérature décroissanciste. Cette réflexion s'accompagne de précisions sur les organisations qui pourraient exister dans une société post-travail. Les communs sont définis par Akbulut comme « une pratique collective visant à entretenir et produire ce dont nous avons besoin pour vivre, de manière autonome et égalitaire ». La volonté du redéveloppement des communs est présente au sein de toute la littérature décroissante, de notre quatrième approche. On la retrouve chez Kallis comme chez Hickel, Latouche et Abraham. Pour Kallis, le « quatrième principe de la décroissance est le partage, qui va de pair avec l'idée de reconquête des communs » (Kallis, 2013, p. 119, traduit de l'anglais). Pour cet auteur, comme pour Hickel, c'est surtout l'accès aux services fondamentaux comme les soins, l'éducation ou le logement qui sont promus lorsqu'il est question de « réhabiliter les communs ». Cependant, en s'intéressant uniquement à ces services, les auteurs ne semblent pas chercher à dépasser le travail puisqu'une remise en question de l'organisation productive semble nécessaire afin d'y réfléchir.

Le re-questionnement de l'organisation productive est porté par plusieurs auteurs, notamment les post-croissants Seidl et Zahrnt, qui privilégient les coopératives pour remplacer la production, et transformer le travail. C'est aussi le cas de Chatterton, post-croissant, qui écrit un article sur la praxis post-capitaliste. Celui-ci place les coopératives (faisant partie du mouvement plus large des communs, selon l'auteur) comme organisation centrale pour une production sociale utile. « Fondées sur des valeurs d'entraide, de responsabilité personnelle, de démocratie, d'égalité, d'équité et de solidarité, les coopératives sont depuis longtemps un exemple de modèle alternatif basé sur l'autogestion. » (Chatterton, 2020, p.13, traduit de l'anglais). C'est aussi un des types

d'organisations fondamentales pour Seidl et Zahrt. Les coopératives ont l'avantage de combattre l'aliénation grâce à leur modèle d'autogestion, qui permet aux travailleurs de participer plus intentionnellement au processus de production. Elles permettent aussi une production socialement utile puisque la prise de décision autour de toutes les questions de production (ce qui est bon de produire) se fait par ceux qui produisent. Pour Chatterton, cette organisation alternative est la meilleure façon de vaincre l'individualisme, la marchandisation et de rendre le processus de production joyeux (Chatterton, 2020). Cependant, même si les coopératives peuvent représenter un modèle actuel qui se rapproche de celui des communs, elles sont aujourd'hui soumises, comme toutes les organisations, à la logique marchande du capitalisme. Les organisations à but non lucratives sont soumises au besoin perpétuel de trouver des sources de financement, de s'associer à des bailleurs de fonds, ce qui ne vient pas sans reddition de comptes. C'est en ce sens que les coopératives constituent elles aussi, malgré elle, une organisation marchande. Même si l'employé moderne d'une coopérative peut certainement « travailler moins » et avoir un « travail décent », il ne se place pas tout à fait dans un horizon post-travail.

L'approche des communs est reprise et privilégiée par le décroissant Yves-Marie Abraham, qui propose toutefois une vision différente. Pour l'auteur, la place des communs dans une société post-croissance est très claire : les communs remplaceraient l'entreprise privée, « car c'est bien l'entreprise que l'on trouve au cœur de la course à la production de marchandises et de sa dynamique à la fois destructrice, injuste et aliénante » (Abraham, 2019, p.229). « Aucune autre organisation n'a colonisé la planète à ce point dans l'histoire de l'humanité ». Pour Abraham, l'idéal type du commun est un « collectif d'êtres humains qui s'efforcent de satisfaire, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, un ou plusieurs de leurs 'besoins'. [...] Les 'moyens' nécessaires [...] sont mis en communs, ce qui signifie que les membres du collectif y ont librement accès, mais qu'ils en sont aussi coresponsables, sans pour autant en être 'propriétaire' ». Ensuite, les décisions sur l'usage, l'entretien, et la distribution des fruits sont prises en communs, et, finalement, les rapports des membres sont fondés sur l'entraide plutôt que la compétition. Le commun a donc quatre caractéristiques : l'autoproduction (produire pour nous), la communalisation (partager les moyens de production), la démocratisation (prendre les décisions en communs) et la coopération (s'entraider) (Abraham, 2019). Notons que les coopératives ne répondent pas entièrement à cet idéal type puisqu'elles ne sont pas organisées dans un contexte d'autoproduction. « [E]lles ne sont pas moins soumises aux 'règles d'actions capitalistes' » (Abraham, 2019, p. 235).

C'est donc avec l'idéal des communs, comme défini par Abraham, que nous pouvons nous imaginer une organisation post-travail. Il semble d'ailleurs que ce soit précisément l'objectif de l'auteur, qui écrit qu'il « doit devenir possible pour les humains de vivre sans être contraints d'aller vendre leur force de travail contre un salaire, avec l'obligation de contribuer à accumuler du capital en produisant des marchandises » (Abraham, 2019, p. 232). Comme chez Latouche, Abraham voit la société post-croissance comme un monde sans salariat, et cherche à s'inscrire dans une vision post-travail. Ainsi, c'est au sein de ce mode d'organisation que nous pouvons nous imaginer la fin de l'emploi (du travail marchandise), distinctif de la société de travail moderne. L'humain participerait au processus de production d'au moins une partie<sup>53</sup> de ce qui lui est nécessaire. L'auteur précise que ce n'est pas le marché qui est à abolir, et nous pouvons ainsi penser que l'échange, l'argent et les monnaies locales seraient de la partie, comme nous l'avons suggéré plus haut. Le Bâtiment 7, centre collectif autogéré à Montréal - regroupant des services de proximité, des jardins communautaires, des ateliers collectifs - est souvent donné comme exemple de commun. Nous pourrions le donner comme exemple d'organisation post-travail. La vision d'Abraham rejoint celle de Latouche puisque les deux auteurs visent une société où le salariat a été aboli. Les communs répondent à cette condition, puisque la production est faite par ceux qui produisent, pour répondre à leurs propres besoins. Proposons une note sur le lien social qui est impliqué par un mode d'organisation social basé sur les communs. Celui-ci serait avant tout mécanique. La vision d'Abraham implique une solidarité organique extrêmement faible, surtout en comparaison à la société moderne. Les liens sociaux fonctionnels peuvent exister au sein de ces communs. Mais, les communs semblent être fondés sur la solidarité mécanique, puisqu'ils sont fondés sur une approche collective, caractéristique de ce lien social.

Cela étant dit, il nous semble important de souligner que la vision des communs présentés par Abraham, de par l'importance de l'autoproduction, implique nécessairement un niveau de technique beaucoup plus faible que le modèle des autres auteurs de la décroissance. Ce faisant, nous devons souligner la limite de cette approche communaliste. Comme l'a indiqué la partie précédente, l'exemple de la construction d'une bicyclette dans une société post-croissance ne se prête pas entièrement à la production à petite échelle. Ainsi, cette production ne semble pas se

---

<sup>53</sup> C'est ce qui est plus difficile à cerner chez Latouche comme chez Abraham. Il semble plus difficile de percevoir, selon leur vision, jusqu'à quel point l'humain participerait à la production de ce dont lui-même a besoin. La place réelle de l'échange et de la monnaie n'est pas clairement explicitée.

prêter au modèle communaliste d'Abraham, puisqu'elle ne peut pas se faire seulement dans un contexte d'autoproduction. C'est un facteur limitant, puisque la bicyclette est précisément un exemple d'outil « convivial » qui aurait sa place dans une société post-travail. C'est également ce qui nous semble constituer la limite d'une solidarité purement mécanique.

Pour finir, si c'est la coopérative qui est mise de l'avant par les auteurs de post-croissance, c'est la notion de commun qui semble être privilégiée par les auteurs de la décroissance. Toutefois, cette notion n'est pas présentée de la même façon au sein de la littérature décroissanciste, ce qui implique un niveau de production, un niveau de technique, et un lien social, différent selon les auteurs. Cela constitue une différence importante entre les courants décroissancistes. Les visions différentes des auteurs ne sont toutefois pas contradictoires puisqu'elles cherchent toutes une dé-économisation pour réfléchir à un modèle plus égalitaire, soutenable et non aliénant. Nous avons pu voir que c'est la vision d'Abraham ou de Latouche qui semble réfléchir à une organisation où le travail est dépassé entièrement. Cette approche voit le commun comme une forme d'organisation où le travailleur n'est pas aliéné par le processus de production, puisqu'il n'est pas soumis aux impératifs de la valeur, de l'argent. Les travailleurs sont soumis à leurs décisions communes, humaines. En second lieu, ce sont les travailleurs qui pourraient décider de *ce* qui est produit, et de *comment* cela est produit, plutôt que de devoir répondre avant tout à un impératif monétaire. Cela permettrait à l'organisation d'être socialement utile et de subsister dans les limites de ce qui est écologiquement soutenable. Voilà ce qui pourrait constituer le fondement de l'organisation d'une production post-travail.

## Conclusion

Afin de nous demander **comment nous pouvions en finir avec le travail**, nous avons cherché à donner des pistes d'un horizon post-travail. Concrètement, il était question de proposer une esquisse d'une société utopique, la société post-travail, en réalisant que la sortie du travail nécessite de choisir un horizon avec intention. Cette société est présentée d'abord et avant tout comme une société où la conception moderne du travail a été dépassée. L'activité laborieuse ne serait pas basée sur quelconque besoin économique. La nécessité de produire est moindre, au sein d'une vie plus frugale et non guidée par quelconques publicités ou par l'obsolescence programmée.

La question de « sens » est au cœur de l'activité laborieuse, elle se fait au sein « d'économies » locales où le mode d'organisation est principalement basé sur les communs, dans un contexte d'autogestion. C'est la tâche à accomplir qui détermine l'activité laborieuse et non un temps abstrait calculé en fonction d'objectif monétaire. La société se base énormément sur le partage des tâches, en mettant un fort accent sur l'éducation. La production est beaucoup plus faible qu'aujourd'hui, et se concentre sur des secteurs différents comme le *care*, l'artisanat et la culture, laissant beaucoup plus de place au loisir et à l'oisiveté. Surtout, la société post-travail se veut respectueuse du milieu naturel sur laquelle elle habite, se veut respectueuse des humains qui la constituent. Elle cherche à prioriser ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, non pas l'argent ou quelque carrière prestigieuse, mais plutôt l'effort et le labeur intentionnel, la contemplation, l'émotion, la famille et les amis, l'amour.

On devrait toutefois noter que la littérature sur le post-travail manque parfois de cohérence sur plusieurs idées. D'abord, la notion d'emploi revient à plusieurs reprises, même chez les auteurs qui peuvent se réclamer du post-travail. Les auteurs ne semblent pas se départir totalement de cette notion lorsqu'ils donnent une vision plus concrète du post-travail. C'est comme si eux-mêmes ne réussissaient tout à fait décoloniser leurs imaginaires. Il devient alors plus difficile d'imaginer la vie individuelle en post-travail. On peut aussi percevoir un manque de clarté au niveau de l'utilisation de la technique au sein de la littérature. La technique peut aider l'humain à s'émanciper d'une partie du travail, mais elle peut aussi servir de système de domination et poser des risques environnementaux. Les textes ne permettent pas de poser une conclusion claire sur le niveau de technique qu'il serait bon d'employer en post-travail. Enfin, il est difficile de faire un portrait clair des différentes organisations qui existeraient en post-travail, puisque la définition de communs semble changer d'auteur en auteur. Plus largement, la majorité des auteurs proposent de se libérer des effets pervers du travail *sans sortir de la société du travail*. Comme notre première partie a tenté de montrer, les effets pervers du travail sont indissociables de la société du travail. Ces perspectives sont donc limitantes si nous cherchons à proposer une vision tout à fait émancipatrice pour le travail.

À la lueur de ces limites, il nous semble pertinent d'aller plus loin en proposant un autre horizon, cette fois sous la forme d'une utopie. Cette utopie tentera aussi de comprendre comment

nous pouvons en finir avec le travail, en proposant une image cohérente d'une société qui aurait dépassé le travail.

## Chapitre 4 – Nouvelles de Montréal

18 juin 2122,

« David, on t'écoute », dit M. Vilmont.

David se racla la gorge, et commença :

« H : Il est évident, d'après tout ce que nous avons entendu dire et lisons, qu'à la dernière époque de la civilisation, les hommes se trouvaient dans un cercle vicieux, quant à la production des biens. Ils avaient atteint une merveilleuse facilité de production et, afin de tirer le meilleur parti de cette facilité, ils avaient peu à peu créé (ou, plutôt, laisser se former) un système extrêmement compliqué de vente et d'achat, que l'on a appelé le marché mondial; et ce marché mondial, une fois mis en train, les obligeait à continuer de fabriquer plus de produits, et toujours plus de produits, qu'ils en eussent besoin ou non. Ainsi, tandis que, bien entendu, ils ne pouvaient s'affranchir de la nécessité de fabriquer pour les nécessités réelles, ils créaient une série indéfinie de nécessités factices ou artificielles, qui devint, sous la loi de fer du susdit marché mondial, égal en importance aux nécessités de la vie. Par-là, ils se surchargèrent d'une prodigieuse masse de travail, uniquement pour maintenir leur misérable système (...). [A]lors il leur devint impossible de considérer le travail et ses résultats à un autre point de vue que celui-ci : l'effort incessant pour dépenser sur chaque article la plus faible somme possible de travail, et en même temps pour fabriquer autant d'articles que possible. À cette « production à bon marché », comme on disait, tout était sacrifié. Le bonheur de l'ouvrier dans son travail, ou plutôt son confort le plus indispensable, sa santé même, sa nourriture, ses vêtements, son logement, son temps, son plaisir, son éducation – bref, sa vie. »

David fit une pause pour reprendre son souffle et réfléchir un petit instant au dialogue qu'il lisait à haute voix. Quelqu'un derrière lui toussa timidement. Il poursuivit.

« I : L'homme du dix-neuvième siècle disait que c'est un désir naturel de ne pas travailler. Pourquoi est-ce dénué de sens pour vous ?

H : Parce que cela suppose que tout travail est souffrance, et nous sommes si loin de le croire.

I : Comment avez-vous atteint ce bonheur ?

H : En peu de mots, par l'absence de contrainte artificielle, par la liberté pour tout homme de faire ce qu'il sait faire le mieux, jointe à la connaissance des produits du travail dont nous avons réellement besoin.

I : À parler franchement, cette transformation des mœurs de l'Ancien Monde me paraît beaucoup plus grande et plus importante que tous les autres changements que vous m'avez racontés.

H : Vous pourriez même dire, plutôt, que c'est cette transformation qui rend toutes les autres possibles. »

David fut interrompu dans sa lecture par Justine qui murmura, un peu plus fort qu'elle ne l'aurait souhaitée :

« Je comprends vraiment pas à quoi ça sert d'étudier ça... »

D'autres rirent et se tournèrent vers leur camarade qui se sentit rougir. Le professeur se tourna du côté gauche du groupe qui se trouvait en face de lui et interrogea la jeune fille d'un ton calme et bienveillant :

« Pourquoi penses-tu que l'histoire soit si vide de sens, Justine ?

- Je ne dis pas qu'elle est vide de sens, je ne comprends juste pas pourquoi on s'intéresse à ce qu'un vieux monsieur a dit il y a 300 ans, répondit-elle, peu sûre d'elle. Et d'ailleurs, qu'est-ce que ça veut même dire *mœurs* ?
- Tu as raison de te poser la question, et justement, j'allais y venir. Pour répondre à ta question, des « mœurs », ce sont des pratiques ou des habitudes auxquelles un certain groupe de gens s'adonne. Par exemple, des mœurs partagées par vous quinze, c'est de rire de moi à chaque fois que j'oublie de faire l'appel. Pour la civilisation décrite dans le passage lu par David, il semblerait qu'une de leurs mœurs favorites était une compulsion à faire ce qu'ils appelaient le « travail ». Je vous ai fait lire ce dialogue réorganisé d'un livre, mais il y a plein de types d'arts de ces années-là qui exprimaient cette idée d'une vie qui avait perdu en sens.

- Hmmmm ok, marmonna Justine qui n'avait plus trop le choix de paraître intéressée, mais donc c'est qui ces deux personnes qui parlent ?
- Ce sont deux personnages fictifs. Le texte que David a lu est un dialogue entre deux personnes, tiré d'un livre écrit par William Morris. Il s'appelle *Nouvelles de nulle part*. » Il se tourna et pointa le petit tableau d'ardoise sur pied. On pouvait y voir apposé le titre du livre à la craie blanche, avec sa date de parution : 1890. « C'est un texte dans lequel l'auteur décrit une société utopique fictive, une société idéale, dis autrement, sous le regard de deux personnages. Pour comprendre le fonctionnement de leur société, le personnage I pose des questions au personnage H qui lui explique comment leur civilisation utopique fonctionne. Et il la compare à la civilisation avant la sienne. C'est un peu comme quand, moi, je vous décris la civilisation qui existait avant les années 2050, en la comparant à ce que nous vivons aujourd'hui. Comme tu l'as dit Justine, ça fait plus de 200 ans que ce texte a été écrit par Morris, et c'est exactement pour ça que je pense que c'est intéressant de vous le faire lire dans un cours sur l'histoire des civilisations. Ce texte est un examen de la société qui existait avant la nôtre. L'auteur, au fond, fait une critique de la société dans laquelle il vit en 1890, et ce qui est particulièrement intéressant, c'est que les choses n'ont pas eu l'air de vraiment changer pour la société jusque dans la décennie 2050, il y a 70 ans.

Presque l'entièreté de la classe était à l'écoute, mais le professeur prit conscience que ses élèves ne saisissaient pas tout à fait ce qu'il présentait. Il reprit :

- Pour moi, un des objectifs de l'histoire, c'est de comprendre les choix qui ont été faits dans le passé. En étudiant la société qui existait avant la nôtre, on peut voir par exemple qu'ils étaient capables d'inventer n'importe quoi, ils étaient très ingénieux. Mais on peut aussi voir que les inventions étaient rarement très utiles. Et, chaque invention était destinée à faire le tour du monde. Il y avait une quantité énorme de choses qui accompagnait sa création, de nouvelles lois qu'il fallait créer ou modifier, de nouveaux échanges d'argent qu'il fallait surveiller, de nouveaux impacts sur l'environnement qu'il fallait étudier, et donc bien sûr il fallait des gens qui passaient une grande partie de leur temps à faire tout ça, même s'ils n'avaient aucun lien direct avec cette invention. C'est pour ça que dans les années 40, il y a eu cette masse assez grande de gens qui ont fini par

dire *stop*. Ou en tout cas c'est ce qu'une partie des historiens prétendent. L'autre moitié dit que ce sont surtout les catastrophes naturelles et les flux migratoires qui ont poussé les gens à changer de modes de vie. C'est ce qu'on avait vu dans le cours d'il y a quelques semaines si vous vous en souvenez. Dans tous les cas, une assez grande partie de gens ont arrêté de *travailler*. » Le professeur fit un signe de la main en prononçant ce dernier terme. « Les gens qui produisaient les nécessités de bases comme l'approvisionnement en nourriture ont continué, ceux qui ont cessé sont plutôt les gens qui passaient leur temps dans des bureaux, dans de grandes organisations et qui travaillaient surtout *virtuellement*. » Le professeur fit à nouveau le même signe de la main. « Assez ironiquement, ce qu'on appelle la cinquième et dernière révolution industrielle a été un retour à une industrie plus manuelle.

- Et le livre qu'on a lu parle de cette révolution ? demanda Allie.
- Pas exactement, il a été écrit 150 ans avant cette transformation, mais oui d'une certaine façon. C'est un peu comme s'il avait vu que ce changement allait inévitablement finir par arriver et qu'il proposait sa version d'une société idéale.
- Mais donc, pendant plus de 150 ans, ils travaillaient pour rien ? » s'informa Allie.

Le professeur prit une grande inspiration et quelques instants avant de répondre. Ce jour-là, il avait décidé avec ses étudiants de faire le cours à l'extérieur. Les élèves étaient assis en tailleur dans le petit gazebo de bois brun clair dont le vernis semblait un peu abimé. C'était une journée formidable pour être dehors, et M. Vilmont savait qu'il n'avait qu'un petit moment pour profiter de l'attention des étudiants. Un coup de vent fit agiter la vigne qui serpentait les murs extérieurs de l'école, adjacente au parc dans lequel ils s'étaient installés. Cela laissa entrevoir les premières lettres du titre de l'immense murale qui était dessiné sur le côté de l'école. Le professeur lu : « Mont-Royal, 2022 ». Le dessin représentait la grande forêt qui surplombait la montagne au centre de Montréal, avant qu'elle ne passe tristement aux feux dans les années 30. Il eut l'impression que le vent transportait avec lui les récits qu'il avait entendus sur ce grand parc, le « poumon de la ville » comme certains avaient l'habitude de l'appeler dans leurs histoires. Il se retourna vers les jeunes qui lui faisaient face.

- Ce serait trop facile de dire qu'ils ne travaillaient pour *rien*. D'abord, parce qu'ils n'avaient pas le choix de travailler. Ils travaillaient avant tout pour recevoir de l'argent;

ils se faisaient payer par quelqu'un d'autre, en échange de ce travail. Avec cet argent, ils pouvaient se payer leur logement, leur nourriture et beaucoup d'autres choses que l'on produisait et achetait à l'époque. Donc ils travaillaient pour vivre. Mais plus généralement, c'était leur façon à eux de s'occuper, chaque génération apprenait de la précédente que la chose que l'on faisait pendant notre vie, c'était travailler. Pour eux, c'était tellement une évidence qu'il fallait travailler qu'ils ne pensaient même pas à remettre l'activité en question, elle était simplement là, au milieu de la vie. À un moment, la réalisation qu'il vivait pour travailler plutôt que l'inverse s'est répandu et il y a eu le déboussolement des années 40 dont on a parlé.

- Tu as dit qu'ils travaillaient pour avoir accès à un logement ? C'est quoi le rapport entre les deux ? s'étonna Allie avec un regard confus.
- C'était comme ça que ça fonctionnait. Sans argent, tu n'avais accès à peu près à rien. Aujourd'hui, on fait les choses autrement, et on éduque sur d'autres bases, c'est pour ça que ça vous paraît bizarre. Par exemple, on a décidé de s'assurer au niveau local, avec une dotation d'existence, que tout le monde ait accès aux nécessités de bases, comme la nourriture, les vêtements, une quantité raisonnable d'énergie et bien sûr, le logement. Comme vos parents vous l'on peut être appris, la dotation évolue constamment en fonction de ce que l'on décide à la municipalité. Elle peut prendre la forme concrète de logement ou de nourriture, mais aussi de dollar ou d'une de nos monnaies locales. Généralement c'est un mixte de tout ça. On peut s'organiser comme ça parce que beaucoup plus de gens sont formés à la production des nécessités de bases et on vit différemment. Donc par exemple, pour le logement, beaucoup de gens participent à la construction et à la réparation de maison. Les villes ont aussi beaucoup changé, elles sont plus denses, ce qui facilite l'accès au logement et la mobilité. Généralement, ceux qui ont un plus beau logement sont ceux qui ont choisi de prendre plus de temps à le développer. C'est comme ça que les Organisations Collaboratives de Logements se sont créées à la base, simplement parce que certaines personnes voulaient améliorer ou agrandir leur logement, alors ils se sont réunis et ont travaillé ensemble sur le logement de chacun d'entre eux. Et évidemment, la municipalité apporte son aide avec l'organisation de rénovations et avec des formations. C'est d'ailleurs pour ça que les monnaies locales et les échanges de services ont pris beaucoup plus de places dans les dernières décennies.

Les gens ont réalisé que beaucoup de choses dont ils avaient besoin pouvaient être comblées par quelqu'un ou un collectif qui n'était pas trop loin de chez eux. Il y a eu moins de nécessité d'accumuler du vieux dollar, qui n'est qu'un moyen d'échange parmi les autres maintenant.

C'est Marie, une des élèves qui s'intéressait le plus au cours d'histoire qui, cette fois-ci, interrompt le professeur.

- Ma grand-mère m'avait dit qu'il y avait des organisations qui s'étaient approprié des réserves d'eau pour les vendre. Est-ce que c'est vrai ?
- Oui, assez tristement, c'était possible. Comme je l'ai dit et comme c'est expliqué dans le texte de Morris, il était possible de vendre ou d'acheter absolument n'importe quoi. Les prix de toutes les choses étaient décidés par le marché, en fonction de ceux qui voulaient acheter ou vendre. Donc, les gens subissaient les évolutions des prix, même sur la nourriture ou le logement. Ils pouvaient soudainement coûter beaucoup plus cher, et on disait à ces gens qu'il fallait « travailler » plus pour compenser l'augmentation. Pour se réapproprier le contrôle d'une distribution de nourriture juste, il a fallu se concentrer sur la production locale de nourriture. L'idée était de sortir de l'agriculture produite par ces grandes organisations, pour promouvoir l'agriculture sur les terres autour des villes, et même en ville avec des jardins communautaires ou la permaculture. Là encore les monnaies locales nous ont permis de faciliter ces échanges, et de promouvoir les productions locales. Mais, il faut garder en tête que tous ces changements sont possibles parce que l'on vit dans une ville qui est beaucoup plus lente qu'avant, qui produit beaucoup moins et qui coopère beaucoup plus. À l'époque, les gens avaient des horaires très contraignants parce qu'ils produisaient infiniment plus. Et surtout, ils n'y avaient pas beaucoup de coopération. Au contraire, leur production était fondée sur la concurrence et l'appropriation, il n'était pas question de partager leurs moyens de subsistance.
- Mais je ne comprends pas bien. Ils se basaient volontairement sur la concurrence ?
- Et bien comme tu peux te l'imaginer, ça n'a pas été très volontaire, justement. C'était l'aboutissement d'une longue histoire et d'une volonté, par certains, de s'enrichir. Il pouvait bien y avoir de la coopération par moment, mais finalement tout le monde passait leur vie à « travailler » pour un salaire individuel et toutes les organisations étaient en

concurrence les unes avec les autres. C'était tellement individualiste comme mode de vie que je crois qu'à un moment donné, ils ont commencé eux-mêmes à croire que l'humain était sournois et égoïste, ce qui perpétuait le système. C'est plus simple maintenant justement parce que l'on se base sur la coopération. C'est à la municipalité qu'on organise les tâches que l'on doit absolument faire, mais puisque l'on ne produit pas n'importe quoi, il nous reste énormément de temps pour faire ce que l'on choisit de faire. Certains en veulent un peu plus donc ils choisissent de mettre un peu plus d'effort, d'autres en veulent un peu moins et vivent en conséquence. Mais, dans tous les cas, il n'est pas question d'obliger qui que ce soit à « travailler » pour d'autres.

Allie leva sa main au moment où elle entendit ces derniers mots. Le professeur lui fit signe qu'elle avait la parole et elle se lança d'un regard confus avec un ton qui trahissait sa gêne.

- Depuis tout à l'heure tu dis que ces gens « travaillaient », elle imita le signe qu'avait fait M. Vilmont à quelques reprises, pourquoi tu fais ce signe ?
- Même pour moi qui ai lu beaucoup sur la civilisation de l'époque, c'est une question assez compliquée. Le mot a évolué, et n'a plus vraiment la même signification aujourd'hui. Simplement, je crois, c'est que travailler était un peu une expression fourre-tout. Comme je vous l'ai dit, en priorité, ça signifiait de faire une activité pour une organisation qui payait une somme d'argent en contrepartie. Mais ça signifiait aussi n'importe quelle activité qui prenait un peu d'effort et qui n'était pas un jeu. J'ai l'impression que les gens l'utilisaient un peu pour se rassurer d'avoir fait quelque chose qu'ils considéraient comme difficile dans leur journée. C'est un peu dur à comprendre pour nous, on ne fonctionne plus vraiment sur les mêmes bases. Nos semaines sont un peu moins routinières, vos parents sont spécialisés dans un ou plusieurs domaines, mais tous touchent de près ou de loin à ce qu'on fait en commun comme l'agriculture, à la charpente, aux soins. Moi, par exemple, je passe une partie de mon temps ici à enseigner, pas mal de temps avec mes filles, certains de vos parents me connaissent parce que je répare leur vélo, certaines semaines j'aide à décharger des bateaux au port ou à la municipalité. Ça varie de semaine en semaine et de personne en personne. Donc, même si ça arrive à certaines personnes d'utiliser le terme, on ne dirait pas « j'ai travaillé aujourd'hui », on dirait, « j'étais au jardin, je me suis occupé de mon nouveau-né, j'ai

enseigné ». La grande différence c'est que le travail n'est plus le centre de notre lien social, et encore moins la seule chose qui nous définit et qui nous donne une raison d'être. C'est sûr que le labeur peut être une activité sociale et donner du sens à la vie, mais c'est seulement une forme parmi toutes les autres pour y arriver. Et, ce n'est pas non plus forcément par l'activité rémunérée - et jamais par l'activité salarié - que l'on acquiert nos moyens de subsistance. Là encore, c'est par le mixte de notre production individuelle, de la production communautaire, et du marché socialement régulé que l'on peut faire tout ça.

- Pourquoi le texte parle de souffrance avec le travail ? renchérit Marie.
- Morris l'explique assez bien dans le livre, mais c'est essentiellement parce que l'on essayait toujours d'être le plus productif possible. C'est-à-dire de faire le plus de choses en le moins de temps possible. Ça s'explique par la concurrence dont on a parlé. Tout était vraiment très organisé. Donc, il y avait ceux qui n'aimaient pas leur travail, et ceux qui l'aimaient en partie, mais qui y étaient quand même bloqués en ne faisant presque que ça de leur journée et en rentrant chez eux fatigués le soir. Ce qui est assez curieux, c'est que la société de l'époque présentait le travail comme une liberté, on pouvait choisir où l'on travaillait alors pour eux c'était une activité libre. Mais il prenait tellement de place dans la vie, presque toute la semaine, quasiment toute l'année et la moitié d'une vie ! En plus, l'horaire était généralement choisi par une organisation qui avait ses propres objectifs, habituellement celui de faire de l'argent, et il était associé à tout plein de contraintes comme payer le logement comme on a dit, s'acheter de la nourriture, etc. Donc c'est difficile de le voir comme une activité vraiment libre.
- Et est-ce qu'on est vraiment plus libre aujourd'hui ? défia Jacob
- Bonne question, répondit M. Vilmont en soupirant.

Il prit le temps de réfléchir à sa réponse. C'est une question qu'il s'était lui-même posée très souvent au cours de ses études d'histoire et il voulait donner une réponse sérieuse à ses étudiants, même s'ils n'avaient pas plus de quatorze ou quinze ans. Toutes les définitions qu'il avait lues passaient en rafale dans sa tête, il aurait pu passer sa vie à penser à une réponse. Quelques secondes filèrent et, une fois qu'il eut une certaine confiance en sa suite d'idées, il reprit.

- Tu poses une question plutôt philosophique, mais je vais essayer d'y répondre avec l'information historique que j'ai. Je ne vais pas trop revenir sur le fait qu'aujourd'hui on est assez libre de choisir ce qu'on fait de nos semaines; on n'est pas accroché à une seule activité semaine après semaine, année après année. Je pense que c'est surtout important de s'intéresser à un point un peu plus abstrait, qui selon moi est une réussite de notre société, et la grande difficulté de la civilisation qui nous précède. On est moins dépendant de grands procédés compliqués sur lequel on n'a pas vraiment de contrôle. Je vais donner quelques exemples, ne vous en faites pas. La grande partie de la nourriture que tu manges provient au maximum de quelques centaines de kilomètres. Donc, si tu as une question au sujet de ce que tu manges, tu devrais savoir à quelle porte cogner. La même chose peut s'appliquer à la majorité des choses qui t'entourent. Et c'est crucial pour la suite. Parce qu'à chaque fois que nos procédés deviennent plus compliqués, qu'on fait venir un aliment en train du sud des États-Unis, par exemple, notre dépendance à un système plus compliqué augmente. Si on peut le remplacer par une production locale, alors c'est ce qu'on doit prioriser. Sinon, il faut être très conscient de cette dépendance. Dans l'ancienne civilisation, on y voyait aucun problème et ces liens étaient devenus extrêmement compliqués et entremêlés, avec toutes leurs lois, leurs traités et l'argent, la nourriture, les objets qui faisaient sans cesse le tour du monde. C'en était tellement dément que la planète dépérissait; ils vivaient « ensemble » alors que 1 % de la population détenait la moitié de l'argent du monde. Et même s'ils savaient que c'était un problème, ce n'est pas que la porte à laquelle cogner était trop loin, c'est qu'elle *n'existait pas*. C'était à la fois la faute de tout le monde, à la fois celle de personne. C'est comme leur travail, même s'ils pouvaient réaliser qu'ils travaillent trop, personne n'avait vraiment le contrôle pour changer le fait de produire tout le temps. Ce genre de choses pourraient difficilement arriver aujourd'hui, si on voyait que notre organisation ne fonctionnait vraiment pas, on aurait les moyens de la changer. On a développé des moyens, notamment en reprenant le contrôle des décisions à une échelle qui nous permet vraiment d'avoir un contrôle sur nos vies. C'est l'espace à la municipalité qui nous a permis tout ça. Parfois, des gens trouvent que ça devient lourd de débattre et de donner leur opinion, mais en étudiant la civilisation précédente, je pense que c'est ce qu'il faut

pour habiter ensemble dans ces conditions. Les décisions qui affectent la majorité des gens et la majorité de notre temps sont prises au niveau local, *on* organise *notre* temps.

- Est-ce que c'est en lien avec ma présentation de la semaine dernière ? s'enquit Nora, sautant sur l'opportunité de revenir sur un sujet qu'elle connaissait.
- Absolument, mais tu devrais préciser comment tu fais un lien avec ta présentation sur les décisions collectives, répondit le professeur en se félicitant d'avoir réussi à faire participer une élève.
- Alors, dans ma présentation, je disais qu'il y avait eu un grand changement dans la décision collective. Avant, les décisions étaient prises par des « États-Nations » gouvernés par quelques personnes issues de partis politiques. Il y avait beaucoup de distances entre les gens, leur réalité et la politique donc ils n'avaient pas vraiment de contrôle sur les décisions. Après 2050, les États-nations ont commencé à se défaire pour que les décisions soient prises plus localement, dans les quartiers, villages ou villes. À ce niveau c'était beaucoup plus facile de se familiariser avec le processus politique et de prendre des décisions en fonction des réalités locales et de créer des institutions participatives. Les grandes villes se sont divisées en plusieurs municipalités et s'autogouvernaient par des assemblées de quartiers. Et, comme aujourd'hui, ce sont des délégués en rotation qui participaient aux assemblées, et tout le monde pouvait participer au débat. Pour les décisions plus compliquées, comme sur l'approvisionnement ou la construction, ils font venir des experts, mais c'est quand même l'assemblée et pas les experts qui décident au final. C'est aussi à l'assemblée qu'on pourrait discuter de problèmes en lien avec le marché, pour ajouter ou enlever des règles en fonction des réalités du moment. C'est un système qui existait partout avant les États-nations. Et surtout, la conclusion de ma présentation disait qu'il fallait mettre de l'avant la participation et éduquer pour que tout le monde participe au processus politique, dans les débats à l'assemblée, mais aussi tous les discussions et débats aux réunions de quartiers et d'habitations. Comme M. Vilmont avait dit : avant, la conception de la liberté était « laissez-moi tranquille », mais alors les gens devaient vivre comme l'économie le demandait puisque c'était elle qui organisait la vie. Aujourd'hui, la liberté c'est plutôt le contraire, c'est de se mobiliser pour décider des conditions de vie.
- Merci, Nora, c'est un bon...

- Ah et j'ai oublié quelque chose ! Il me manque la partie sur les relations internationales. Les gens ont pensé qu'il fallait réduire énormément, mais aussi garder certaines choses de la mondialisation.
- Mondialisation, interrompit Marie, insistant sur le « L ».
- Oui « mondialisation ». Ils pensaient qu'en gardant de bonnes relations, ils pourraient éviter de nouvelles guerres, et favoriser l'échange culturel. De toute façon, ils n'ont pas eu le choix de garder et de créer de nouveaux liens puisqu'il y a eu énormément de déplacements internationaux liés à la montée des eaux, au réchauffement et aux catastrophes naturelles. Ils voulaient aussi continuer à échanger certains trucs faciles à transporter, des aliments comme le riz et certaines matières premières. Mais les échanges internationaux ont diminué de 83% depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle ». Nora conclut sa synthèse, le sourire aux lèvres, fière de s'être souvenue de cette statistique.

M. Vilmont attendit un instant, les étudiants avaient l'air d'être en réflexion.

- Bien. Avez-vous d'autres questions ?

En guise de réponse, ils entendirent plutôt un groupe à l'autre bout du parc qui se disputait autour du potager de l'école.

- Prenez cinq minutes, et revenez ici pour la fin du cours.

Le groupe se leva et se dispersa dans le parc. M. Vilmont se mit également sur ses pieds, et entama une rapide promenade autour de l'école. Sur une autre façade du bâtiment, un groupe d'élève terminait une autre murale. Sur la gauche de celle-ci, il reconnaissait la ville futuriste que l'on représentait régulièrement autrefois, composée de tours vitrées, de voitures volantes et de grands affichages électroniques. Faisant contraste sur la droite, il reconnut plutôt la ville dans laquelle il vivait. La grande fédération montréalaise qui réunissait toutes ces municipalités. Les élèves avaient choisi de représenter la Place de la Fédération, le bâtiment de pierres blanches où se déroulaient les dialogues entre municipalités. Était également représentée la place de l'assemblée de la municipalité où il habitait lui et quelques dizaines de milliers d'habitants. Ces municipalités, politiquement autonomes, avaient pris une place fondamentale dans l'urbanisme moderne. Les arbres et les parcs étaient au premier plan et quelques wagons du train de la fédération se faufilaient à travers la verdure. Il reconnût une des universités et l'hôpital qui lui

faisait face, et évidemment leur petite école que les élèves peignaient avec détails. Finalement, on y retrouvait aussi quelques piétons qui naviguaient dans leur quartier; ces quartiers où se déroulait la majorité de leurs activités et qui impliquaient des déplacements quotidiens sur de courtes distances.

Il continua à marcher et réfléchit à ce qu'il avait présenté à ses étudiants. Il ne pouvait s'empêcher de ressentir une certaine mélancolie vis-à-vis de cette thématique de transition civilisationnelle. D'un côté, c'était un sujet empli de rêves et d'espoir, avec toutes ces initiatives qui avaient donné de l'élan à la transition, en fondant les bases d'une nouvelle société. De l'autre, c'était la tristesse d'un monde qui avait dû passer à travers des crises catastrophiques pour finalement changer. Il chercha à se concentrer sur ces initiatives pleines d'espérance. Il y avait bien sûr les nombreux individus qui avaient décidé, en pleine ville et au milieu de tous les autres, de se créer un système social à eux, basé sur la coopération. Ils avaient créé leur monnaie, déployé des efforts artisanaux colossaux, formé un réseau d'habitation et s'étaient entendus avec des fermes et des jardins avoisinants pour s'approvisionner et les aider. Certains avaient simplement créé leur organisation commune, allumant la mèche pour d'autres. Il y avait aussi ceux qui avaient crié, pour que tout le monde les entende et réalise les méfaits qui se produisaient envers la planète et entre humains. Mais il y avait aussi eu ceux qui n'avaient pas eu tous ces moyens et qui ont dû subir de plein fouet les ouragans et les pandémies. Il aimait croire que la transition s'était produite comme un historien qu'il avait lu la présentait, avec une masse critique d'actions qui avait finalement atteint un seuil non négligeable pour le reste de la société. Mais il se demandait si, vraiment, la transition aurait pu s'opérer sans tous ces bouleversements.

Il s'efforça de se sortir ces idées de la tête, et se dit qu'il vaudrait mieux revenir sur la transformation historique des entreprises à profit en organisations communes. Il avait préparé un chapitre sur la réapparition des communs dans la deuxième moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Il réfléchit aussi au modèle des centres d'autoapprentissage, où des adultes se regroupaient pour en apprendre sur de nouveaux domaines. Finalement, il se rappela l'importance de la scolarité obligatoire, et du travail de la terre, du métal et du bois. Il leva la tête et vit la petite structure de bois réapparaître devant lui. Il remarqua que certains étudiants avaient déjà repris leur place et, une fois assez proche, il fit un signe aux autres, les invitant à regagner le petit pavillon. Les

élèves ayant repris leur place, il se détendit. Ce sur quoi il avait réfléchi s'était évaporé de ses pensées, il reprit plutôt son texte et dit avec intuition :

- « J'aimerais conclure en revenant sur la dernière phrase du texte de Morris : « le changement qui rend tous les autres possibles ». Avez-vous compris quel était ce changement ? Et qu'est-ce qui est rendu possible ? »

Les élèves baissèrent leur tête vers leur texte, imprimé sur des feuilles abimées que leur professeur avait déjà réutilisées quelques fois.

- « C'est qu'ils ont atteint un bonheur ? Ils aiment *travailler* ? » répondit Marie, hésitante, en copiant à nouveau le geste qu'avait fait l'enseignant plus tôt.
- C'est un peu ça. Et Morris avait compris que pour que sa société fonctionne bien, il fallait que les gens soient heureux dans les activités qu'ils faisaient, que ce soit du pur loisir, ou des activités mentalement ou physiquement difficiles. L'absence de contrainte artificielle, comme le mentionne l'auteur, est absolument nécessaire, pour que les gens fassent des activités qu'ils puissent choisir eux-mêmes. Évidemment, certaines activités sont un peu moins appréciées du grand public, mais elles trouvent preneur parce que les gens ne sont plus en compétition les uns avec les autres. Avant, c'était une question de salaire, et les activités qui pouvaient paraître moins plaisantes avaient un salaire bas, donc vous pouvez imaginer le résultat. Maintenant, l'ambition de s'enrichir n'est pas notre raison d'existence, donc ces activités trouvent plus facilement preneur, parfois chez des jeunes qui les découvrent, ou chez des gens qui veulent une pause des activités qui sont un peu plus lourdes mentalement. Et comme vous le savez, jusqu'à la quarantaine, on se partage ces activités et chacun y touche quelques jours par année. Et l'ambition, on la retrouve plutôt dans l'art ou chez ceux qui veulent se spécialiser en profondeur. Des fois aussi chez les sportifs, ou même dans certains loisirs. Mais il y a une dernière chose, qui rend ce changement possible, et qui n'est pas mentionnée dans ce passage. C'est la grande chose qui a été mise de l'avant par les dernières générations : l'éducation. Dans le texte de Morris, le personnage I demande comment les gens sont motivés à faire quoi que ce soit. Vous ne me croirez peut-être pas à votre âge, mais, si on met un accent sur l'éducation pour tous, c'est parce que l'éducation, ça rend les gens débrouillards, curieux, inventifs, et désireux de faire quelque chose, n'importe quoi. Les jeunes qui ont étudié

des choses qu'ils aiment à l'école ont simplement trop de choses dans la tête pour ne pas participer, la vie paraîtrait ennuyeuse s'ils ne faisaient « rien ». »

M. Vilmont passait une partie de son temps à discuter des façons de rendre l'école plus inclusive. Il savait que la promotion de l'art ou même du travail manuel aux côtés des sciences avait été une grande réussite des dernières décennies. Cela avait permis d'intéresser plus de jeunes, mais ils pensaient qu'une partie du système éducationnel était encore archaïque, qu'ils y auraient certainement moyen d'offrir des types d'enseignement encore plus personnalisé dépendamment des élèves. S'efforçant de ne pas se lancer dans plus de détails, il poursuivit.

« Vous n'avez pas répondu à ma deuxième question. Nous avons discuté de ce changement qui a permis de voir toutes ses activités différemment, ce changement qui rend tous les autres possibles. Mais, c'est quoi, au juste, qu'il rend possible ?

- Notre société ? tenta Justine.
- Oui, mais encore.
- Nos vies et comment elles s'organisent ? essaya Jacob
- Ça, c'est un peu la même chose que « société ». Je devrais peut-être laisser la réponse pour un cours de philosophie, mais je pense qu'elle est importante parce que c'est une des choses qui permet de mieux distinguer nos deux civilisations. Lorsque l'on a quitté cette roue dans lequel on courait sans arrêt, quand on a recommencé à faire toutes nos activités pour nous plutôt que pour l'argent ou la compétition ou l'ambition, on a tranquillement aussi retrouvé un rapport au temps, et en quelque sorte un rapport à la vie qui était différent. On peut lire énormément de textes et de chansons des années de la Redécouverte où les gens racontent qu'ils voient le temps passer différemment. Ils « prenaient leur temps ». Les activités qu'ils faisaient ont alors regagné en sens. Ça permettait d'apprécier un peu plus toutes les petites choses singulières de la vie, même si elles avaient pu paraître futile ou insignifiante. Et, c'est bien sûr ce qui a permis un des plus grands changements de tous : retrouver un lien plus sain avec la nature. Petit à petit, l'environnement a cessé d'être quelque chose qu'on devait *conquérir*, nos sens et la beauté ont repris leur place aux côtés de la logique. C'est peut-être une idée plus difficile à percevoir pour vous, mais le rapport à la nature était différent à l'époque. Et tout ça est

important parce que quand vous serez plus vieux et que ce sera à vous de gérer toute une société, ça vous paraîtra contre nature d'organiser des procédés qui sont contre-nature. »

Marie leva sa main, inquiète, et demanda :

- « Et si comme eux, on ne réalise pas qu'on fait quelque chose pour rien ? Qu'on vit *pour* travailler.
- J'aurais tendance à dire que c'est normal, individuellement, de ne pas constamment tout remettre en question, et de faire certaines activités simplement parce que c'est ce que tout le monde fait. La vie serait lourde si on remettait tout le temps tout ce qu'on fait en question. On fait du sport pour faire du sport, et c'est bien comme ça. Si on veut faire de l'effort pour faire de l'effort, ça peut être très bien aussi. Mais si on réalise que ça cause des problèmes *pour tout le monde* - trop de consommation, de déchets ou d'effort forcé comme c'était le cas avant - il faut avoir les moyens de faire quelque chose. »

Il fut distrait un instant par un groupe d'élèves plus jeune qui traversaient la rue, accompagné d'un professeur. Peut-être allait-il faire une visite au musée, se dit-il, gardant l'idée pour un cours prochain. Il conclut :

- « Donc si on réalise qu'on devrait prendre une autre direction, on en prendra une autre. Ou, certains le feront et d'autres feront autre chose. Même l'utopie de William Morris finira par avoir ses problèmes et on ne pourrait pas atteindre une utopie stable. Elle est essentielle parce qu'elle devrait toujours nous servir de rêve, comme un but que l'on cherche à atteindre sans tourner indéfiniment dans la même roue. En fin de compte, ce qui est important c'est que l'on puisse changer de direction si on considère ensemble que c'est la meilleure chose à faire. Qu'on puisse se regarder dans les yeux et dire :  
« maintenant, on s'en va par-là ».

Il s'arrêta et fit glisser son regard sur chacun de ses élèves. Certains d'entre eux avaient déjà commencé à lui tourner le dos, s'imaginant ailleurs. Quelques rayons de soleil avaient fait leur entrée dans la petite structure de bois. Ils furent soulagés d'entendre :

- On va se laisser là-dessus, allez profiter de la journée.

Au grand déplaisir de tous ses amis, Marie fit remarquer à M. Vilmont que le cours avait duré moins longtemps que d'habitude.

- C'est vrai, un peu moins longtemps, mais je pense qu'on en a fait assez pour aujourd'hui.

# Conclusion

## Synthèse

Notre recherche a tenté de formuler une réponse à une question qui nous préoccupait vis-à-vis de la critique du travail. Nous nous sommes demandé « *comment en finir avec le travail ?* ». Nous avons montré que, pour en finir avec le travail, il fallait transformer profondément nos sociétés vers un horizon post-travail.

Plus précisément, il fallait d'abord comprendre ce qu'était vraiment ce travail. Nous avons alors compris que le récit du travail commence lorsqu'une grande quantité d'individus ont été contraint de « travailler » pour d'autres, sans quoi ils n'auraient aucun moyen de subsistance. Le travail est alors créé comme un moyen d'accumuler de la valeur, de l'argent. Au fil du temps, la société entière s'est organisée autour de ce travail et de cette quête d'accumulation, la croissance. Le travail s'est ainsi imposé comme le centre du lien social, formant la société de travail. Le travail est donc ancré très profondément dans nos sociétés. Ensuite, il s'agissait de comprendre *pourquoi* nous pourrions vouloir sortir de la société du travail. Nous avons alors observé que la société, qui n'est que rendue possible par le travail, était aliénante et destructrice de la planète. Cette société de travail impose une vie qui semble manquer de sens pour ses membres. En somme, la première partie de notre essai a cherché à démontrer que **nous ne pouvons pas en finir avec le travail sans transformer profondément nos sociétés.**

La deuxième partie de notre essai tentait de fournir des pistes concernant la forme que pourrait prendre une société qui aurait mis fin au travail. C'est dans la société post-travail que nous avons trouvé la piste la plus intéressante pour réfléchir à la sortie du travail. Ce sont les courants de pensée cherchant à dépasser la société de croissance qui nous ont semblé les plus pertinents pour décrire la société post-travail. Cela nous a permis de comprendre ce qu'était la société post-travail, société où le travail est démarchandisé et où l'activité laborieuse n'est pas au centre du lien social. Nous avons ensuite pu rentrer dans plus de détails concernant l'imaginaire post-travail. Individuellement, le post-travail implique une reconceptualisation de l'activité laborieuse et de la vie. Collectivement, la société post-travail implique une reconceptualisation du développement et du progrès. Nous avons finalement pu nous attarder sur l'idée de « refaire société » pour former la

société post-travail. Nous avons vu que cela nécessitait une nouvelle organisation sociale, une activité laborieuse *autonome*, et que les communs pouvaient constituer une piste d'organisations post-travail. En tenant compte des limites imposées par la littérature, nous avons choisi de proposer une rédaction libre pour notre dernier chapitre. Cette partie offrait une image possible de la société post-travail. Elle nous a permis de donner d'autres pistes pour mieux comprendre à quoi pourrait ressembler une société transformée, qui en aurait fini avec le travail.

## Apports

Le premier apport de ce travail se trouve dans la démonstration que l'on ne peut pas dépasser le travail sans transformation profonde de nos sociétés. Nos deux premières parties ont cherchés à faire une analyse détaillée des origines du travail et de ses effets pervers. Nous avons alors pu constater que ce travail était aux fondements mêmes de nos sociétés, et que ses effets pervers se sont ainsi répercutés dans toutes les autres sphères de la société.

Dans un deuxième temps, nous voudrions souligner l'apport du chapitre 3 qui montre les limites de nombreux auteurs sur leur apport à la réflexion de la fin du travail. Nous avons cherché à montrer que, bien souvent, les auteurs des théories de post-croissance et de décroissance sont en quelque sorte prisonnier de la société du travail et sont donc limités dans leur tentative de dépasser les effets pervers du travail.

Finalement, nous pensons que la deuxième partie de cet essai constitue un apport pertinent à la réflexion d'une société post-travail. La société post-travail est une thématique qui est abordée de manière très limitée dans la littérature, et une description de celle-ci constitue une rupture totale avec de nombreux textes qui sont présentés aujourd'hui.

## Limites

La première limite de ce travail relève du fait que la question du travail est vaste et très travaillée. En effet, depuis Marx, au milieu du XIXe siècle, le travail a été vu et revu. Ainsi, il est difficile d'apporter de nouveaux éléments d'analyses qui sont à la hauteur de la question posée. Traiter un sujet comme la critique du travail est extrêmement large, ce qui a impliqué une question

de recherche très vaste. C'est une limite au travail qui ne peut que traiter d'une quantité limitée d'analyses, tout en laissant de côté une quantité encore plus grande d'analyses qui pourraient souligner les effets positifs du travail et de la société du travail.

La deuxième limite, non sans lien avec la première, est celle associée à notre chapitre sur l'histoire du travail et de l'économie moderne. Il nous semble que toutes tentatives de synthétiser une longue époque historique sont vouées à être fortement limitées. En effet, notre résumé fait nécessairement abstraction de nombreux récits distincts qui pourraient être faits des périodes dont il est question. En nous attardant sur la perspective d'auteurs spécifiques, nous devons laisser de côté celles avancées par d'autres auteurs qui pourraient nous donner une vision différente. Par exemple, nous avons dû faire abstraction de toutes les autres transformations idéologiques qui ont nécessairement dû s'opérer à la Renaissance et à l'époque des Lumières.

Nous avons cherché, lors du chapitre 3 et 4, à proposer de nouvelles structures sociales basées sur des fondements différents que ceux de nos sociétés modernes. Les structures sociales actuelles, dans lesquelles nous avons grandi et dans lesquelles nous vivons, sont ancrées dans notre imaginaire, et nos outils pour nous imaginer un système différent doivent s'y limiter. Notre imaginaire a été colonisé par les systèmes de pensée qui nous ont donné le capitalisme, et par le capitalisme lui-même (Latouche, 2014), ce qui complique nos facultés à nous imaginer quelque chose de tout à fait différent. Par-là, nous voulons dire, par exemple, que nous avons beaucoup de difficulté à nous imaginer une vie qui ne serait pas médiatisée par le travail. Les implications de cette prémisse sont fondamentales lorsque nous essayons de nous imaginer un nouveau système social, un nouveau système économique, ou un nouveau système de travail, ce qui pose une limite importante à notre tentative de décrire un horizon post-travail.

Finalement, nous aimerions apporter une limite sur la forme de ce travail. En choisissant d'écrire un essai, nous ne nous sommes pas basés sur une méthodologie propre. Nous avons tenté d'y remédier en proposant des analyses systématiques ainsi qu'un plan cohérent, mais c'est au détriment d'une méthodologie qui aurait pu nous permettre d'être encore plus systématique. Cela n'est pas sans lien avec les limites propres au chapitre 3, qui, même s'il inclut plusieurs éléments d'une revue de littérature, n'en constitue pas une réellement. Nous avons assumé le choix de ne pas proposer de revue de littérature, mais c'est aux dépens d'une méthodologie plus systématique

qui aurait pu nous permettre d'offrir un apport à la littérature sur la décroissance et/ou la post-croissance et sur leur vision sur la fin du travail.

### Poursuite possible de cette recherche

Dans un effort d'effectuer une recherche plus concise et pour poursuivre la réflexion sur la transformation vers une société qui travaillerait moins, il nous apparaîtrait intéressant de poursuivre cette recherche en étudiant les transformations possibles des tâches modernes dans une société post-croissance. En partant d'une catégorisation et d'une distinction des emplois modernes et en préservant les fondements de la critique du travail, il serait intéressant de s'attarder à l'évolution possible des différentes tâches et emplois qui existent actuellement, pour essayer de comprendre leur évolution (ou leur disparition) en post-croissance. Par exemple, les emplois du secteur de la finance et ceux du secteur de la santé seraient amenés à évoluer de manière très différente dans une société post-croissance. Il serait intéressant de s'attarder sur cette transformation, tout en prenant en compte les limites actuelles imposées à tous les emplois par la domination de la raison économique ainsi que par les limites écologiques existantes. Dans le contexte d'une société post-croissance, le secteur de la finance, par exemple, est un secteur qui aurait des limites intrinsèques évidentes. Il serait intéressant de comprendre s'il pourrait être amené à disparaître complètement, et si c'est le cas, de comprendre alors ce qui adviendrait des employés de ce secteur, sachant qu'une reconversion vers d'autres secteurs productifs pourraient causer de plus amples dommages à la planète.

# Bibliographie

Abraham, Yves-Marie (2019). *Guérir du mal de l'infini*, 1<sup>e</sup> éd., Montréal, Écosociété.

Anders, Gunther (2003). *Nous fils d'Eichmann*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Rivages.

Aranowitz, Stanley (1998). *Post-Work*, 1<sup>e</sup> éd., New York, Routledge.

Berlan, Aurélien (2016). « Autonomie et délivrance. Repenser l'émancipation à l'ère des dominations impersonnelles », *Revue de Mauss*, vol 48, no 2, p. 59-74.

« Bienvenue dans l'anthropocène » [Chapitre de livre]

(S-2 Bonneuil Fressoz Chap.1.pdf)

Bonneuil, Christophe et Fressoz Jean-Baptiste, « Bienvenue dans l'Anthropocène », dans Bonneuil et Fressoz, *L'Événement anthropocène*, Paris, Seuil, 2013, p. 17-33.

Bihouix, Philippe (2015). « Les low-tech, la seule alternative crédible », dans Yves-Marie Abraham et David Murray, *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Montréal, Écosociété.

Black, Bob (1985). *The Abolition of Work*, 1<sup>e</sup> éd., Port Townsend, Loompanics Unlimited.

Chatterton, Paul et Andre Pusey (2020). « Beyond capitalist enclosure, commodification and alienation: Postcapitalist praxis as commons, social production and useful doing », *Progress in Human Geography*, vol. 44, no.1, p. 27-48.

D'Eaubonne, Françoise (2020). *Le féminisme ou la mort*. 2<sup>e</sup> éd., Paris, Le passager clandestin.

Durkheim, Émile (1967). *De la division du travail social*, 8<sup>e</sup> éd., Paris, Les Presses universitaires de France.

Ellul, Jacques (1990). *La technique ou l'enjeu du siècle*, nd, Paris, Economica.

Federici, Silvia (2016). *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, 2<sup>e</sup> éd., Oakland, Éditions iXe.

Fourrier, Ambre (2021). *Esquisse de réflexions sur le « travail » au sein d'un monde post-croissance. Dialectique entre « liberté » et « nécessité »*, Polemos, Récupéré le 15 mai 2022 de <https://polemos-decroissance.org/esquisse-de-reflexions-sur-le-travail-au-sein-dun-monde-post-croissance-dialectique-entre-liberte-et-necessite/>

Ford, Nick (2016). *Abolish Work: A Lazy Exposition of Philosophical Ergophobia*, 1<sup>e</sup> éd., Carleton, LBC Books.

Foster, John Bellamy (2017). « *The Meaning of Work in a Sustainable Society: A Marxian View* », Essay Series on the Morality of Sustainable Prosperity, No 3. Guildford: Centre for the Understanding of Sustainable Prosperity.

Frayne, David (2015). *The Refusal of Work: The Theory & Practice of Resistance to Work*, 1<sup>e</sup> éd., Londres, Zed Books.

Gauthier, Philippe (2020). *Enjeux matériels de la fabrication de vélos dans un monde postcroissance*, Polemos. Récupéré le 18 mai 2022 de <https://polemos-decroissance.org/enjeux-materiels-de-la-fabrication-de-velos-dans-un-monde-post-croissance/>

GIEC (2022). Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Summary for Policymakers. Récupéré de [https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_SummaryForPolicymakers.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf)

Gorz, André (1983). *Les chemins du paradis*, 1<sup>e</sup> éd., Paris, Éditions Gallimard.

Gorz, André (1992). « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, no 12, p.15-29.

Gorz, André (2004). *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Gallimard.

Gosete (2020), *Exnovation, an emerging concept*, exnovation.brussels. Récupéré le 23 janvier 2022.

Graeber, David (2018). *Bullshit jobs: A Theory*, 1<sup>e</sup> éd., New York, Simon & Schuster.

Greer, John Michael (2013), *La fin de l'abondance*, 1<sup>e</sup> éd., Montréal, Écosociété.

Hickel, Jason (2020). *Less is More*, 1<sup>e</sup> éd., Londres, William Heinemann.

Illich, Ivan (1973). *Tools for conviviality*, 1<sup>e</sup> éd., Glasgow, Fontana/Collins.

Ingebrigtsen, Stig et Ove Jakobsen (2012). « Utopias and realism in ecological economics – Knowledge, understanding and improvisation », *Ecological Economics*, vol 84, p. 84-90.

Jackson, Tim (2017). *Prosperity Without Growth: Foundations for the Economy of Tomorrow*, 2<sup>e</sup> éd., New York, Routledge.

Jackson, Tim (2021). *Post Growth: Life after Capitalism*, 1<sup>e</sup> éd., Cambridge, Polity Press.

Jappe, Anselm (2011). *Crédit à mort*, 1<sup>e</sup> éd., Paris, Nouvelles Éditions Lignes.

Jappe, Anselm et Latouche, Serge (2011). *Sortir de l'économie ? Ou plutôt comment l'économie a été inventée...*, Palim-Psao, Récupéré de <http://www.palim-psao.fr/article-hh-107357851.html>

Jappe, Anselm (2017). *Les aventures de la marchandise ; pour une critique de la valeur*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, La Découverte.

- Kallis, Giorgios (2018). *Degrowth*. 1<sup>er</sup> éd., New Castle, Agenda Publishing.
- Kurz, Robert (1997). « The destructive origins of capitalism ». *no caderno Mais !*
- Kurz, Robert, Ernst Lohoff et Norbert Trenkle (1999). « Manifeste contre le travail », *Krisis*, 44 p.
- Latouche, Serge (2005). *L'invention de l'économie*, 1<sup>er</sup> éd., Paris, Albin Michel.
- Latouche, Serge (2011). *Vers une société d'abondance frugale*, 1<sup>er</sup> éd., Paris, Mille et une nuits
- Latouche, Serge (2021). *Travailler moins, travailler autrement, ou ne pas travailler du tout*, 1<sup>er</sup> éd., Paris, Rivages
- Marion, Louis (2015). *Comment exister encore ? Capital, techno-science et domination*, 1<sup>er</sup> éd., Montréal, Écosociété.
- Marx, Karl (1968). « Le travail aliéné », dans *Manuscrits de 1844 : Économie politique et philosophie*, Paris, Éditions sociales, coll. Classiques du marxisme, p. 55-70.
- Marx, Karl (1993). *Le Capital. Critique de l'économie politique, Livre premier*, 4<sup>ème</sup> éd., Paris, Presses Universitaires de France.
- Meadows, Dennis, Donella Meadows et Jorgen Randers (2013). *Les limites à la croissance*, 1<sup>er</sup> éd., Montréal, Écosociété, coll. Retrouvailles, 432 p.
- Méda, Dominique (1995). *Le travail : une valeur en voie de disparition*, 1<sup>er</sup> éd., Paris, Aubier.
- Méda, Dominique (2012). « Comment le PIB a pris le pouvoir », *Revue Projet*, no 331, p. 14-21.
- Morris, William (1908). *News From Nowhere*, Londres, Longmans, Green and Co.
- OCDE (2014). *Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labour outcomes*. Récupéré de [https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid\\_care\\_work.pdf](https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid_care_work.pdf)
- Paech, Niko (2016). *Liberation from Excess: The Road to a Post-Growth Economy*, 1<sup>er</sup> éd., Munich, Oekom Verlag.
- Parrique, Timothée (2019). *The political economy of degrowth*, [thèse de doctorat], Stockholm, Stockholms universitet.
- Polanyi, Karl (1983). *La grande transformation*, nd, Paris, Bibliothèque des sciences humaines Éditions Gallimard.
- Postone, Moishe (1993). *Time, Labor, and Social Domination: A Reinterpretation of Marx's Critical Theory*, 1<sup>er</sup> éd., Cambridge, Cambridge University Press.
- Rosa, Hartmut (2013). *Social Acceleration: A New Theory of Modernity*, 1<sup>er</sup> éd., New York, Columbia University Press.

Rifkin, Jeremy (1995). *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, 1<sup>e</sup> éd., New York, G.P.

Saave, Anna et Barbara Muraca (2021). « Rethinking Labour/Work in a Degrowth Society », dans *The Palgrave Handbook of Environmental Labour Studies*, Palgrave Macmillan, p. 743-767.

Seidl, Irmi et Angelika Zahrt (2021). *Post-Growth Work: Employment and Meaningful Activities within Planetary Boundaries*, 1<sup>e</sup> éd., Londres, Routledge.

Solé, Andreu (2009). « Prolégomènes à une histoire des peurs humaines », dans Jérôme Méric, Yvon Pesqueux, Andreu Solé, *La « Société du Risque » : analyse et critique*, Paris, Economica, coll. Gestion, p.45-57.

Smith, Adam (1881). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Livre 1*, 2<sup>e</sup> éd., Bibliothèque Nationale de France. Récupéré de [http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_1/richeesse\\_nations\\_L1.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_nations_L1.html)

Statistiques Canada (2015). *Détermination de la situation d'activité*, 71-543-G. Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-543-g/2012001/part-partie2-fra.htm>

Statistiques Canada (2022a). *L'emploi salarié augmente pour un septième mois consécutif*, Le Quotidien. Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220224/cg-a001-fra.htm>

Statistiques Canada (2022b). *Enquête sur la population active, mai 2022*, Le Quotidien. Récupéré de <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220610/dq220610a-fra.htm>

Susskind, Daniel (2020). *A World Without Work*, 1<sup>e</sup> éd., Londres, Penguin.

Thoreau, Henry David (2017). *Walden*, nd, Paris, Éditions Gallmeister.

Weeks, Kathi (2011). *The Problem with Work: Feminism, Marxism, Antiwork Politics, and Postwork Imaginaries*, 1<sup>e</sup> éd., Durham, Duke University Press.